



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 novembre 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 2nd, 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12847-57)

Adrien St-Laurent Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: Adrien St-Laurent, garagiste, Frédéric Hébert, notaire, et Renaud Lagacé, agent d'assurance, tous trois de Noranda, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Adrien St-Laurent Motor Sales Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 12847-57)

Adrien St-Laurent Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1957, incorporating: Adrien St-Laurent, garage-keeper, Frédéric Hébert, notary, and Renaud Lagacé, insurance agent, all three of Noranda, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing with automobiles and other means of transportation; to operate a transportation business for passengers and merchandise; to carry on business as garage-keepers, under the name of "Adrien St-Laurent Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12754-57)

Agences Metropoles Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Émé Lacroix, avocat, de ville Mont-Royal, Armand Poupart, fils, avocat, et Maria Corso, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurances et évaluateurs; exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Agences Metropoles Agencies Inc.", avec un capital total de \$45,500, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(A.G. 12754-57)

Agences Metropoles Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Émé Lacroix, advocate, of the town of Mount-Royal, Armand Poupart, son, advocate, and Maria Corso, secretary, spinster of full age, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents, brokers and assessors; to operate a business as an investment company, under the name of "Agences Metropoles Agencies Inc.", with a total capital stock of \$45,500, divided into 100 common shares of a par value of \$5 each and into 450 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12367-57)

Amyot Ready Mix Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit août 1957, constituant en corporation: Albert Amyot, François Amyot, tous deux marchands, Thérèse Laprade, secrétaire, fille majeure, tous trois de Hull et Jean-Paul Chenier, marchand, d'Ottawa, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de ciment et de ses sous-produits, sous le nom de "Amyot Ready Mix Company Limited", avec un capital-actions divisé en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(A.G. 12367-57)

Amyot Ready Mix Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1957, incorporating: Albert Amyot, François Amyot, both merchants, Thérèse Laprade, secretary, spinster, all three of Hull, and Jean-Paul Chenier, merchant, of Ottawa, for the following purposes:

To manufacture and deal in cement and the by-products thereof, under the name of "Amyot Ready Mix Company Limited", with a capital stock divided into 8,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 2,000 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$20,000.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12656-57)

Argosy Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: William Crawford, prospecteur minier, de Dorval, Harry Asner, relations publiques, et Edna Bateman Minns, secrétaire, divorcée de Gerald Sydney Minns, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir et disposer de toutes mines, dépôts de minéraux et gisements métallifères et tous intérêts en ceux, exercer le commerce et les opérations d'une compagnie minière, d'usinage, de réduction et de développement, sous le nom de "Argosy Development Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A.G. 12656-57)

Argosy Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: William Crawford, mining prospector, of Dorval, Harry Asner, public relations, and Edna Bateman Minns, secretary, divorcee of Gerald Sydney Minns, both of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take on lease or otherwise acquire and dispose of, any mines, mineral deposits, mining rights and metalliferous land, and any interest therein, and to carry on the business and operations of a mining, milling, reduction and development company, under the name of "Argosy Development Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13121-57)

Atelier de Matane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon et J.-Claude Gagnon, tous trois avocats, de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, sous le nom de "Atelier de Matane Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12879-57)

**Aurele Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1957, constituant en corporation: Marcel Gaboury, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Mariette Des Rosiers, secrétaire, fille majeure, de Ville LaSalle et Jacques Lamoureux, avocat, de Lachine, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Aurele Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à 170 est, Boulevard Dorchester, suite 201, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 12971-57)

Baie D'Urfé Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1957, constituant en corporation: Gregory Charlap, avocat, Harry Closner, gérant de crédit tous deux de Montréal, et Max Slapack, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Baie D'Urfé Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 13121-57)

Atelier de Matane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September 1957, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon and J.-Claude Gagnon, all three advocates, of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in furniture, under the name of "Atelier de Matane Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12879-57)

**Aurele Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1957, incorporating: Marcel Gaboury, lawyer and Queen's Counsel, of Outremont, Mariette Des Rosiers, secretary, spinster of the full age of majority, of Ville LaSalle, and Jacques Lamoureux, lawyer, of Lachine, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Aurele Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 170 Dorchester Blvd., east, suite 201, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12971-57)

Baie D'Urfé Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1957, incorporating: Gregory Charlap, advocate, Harry Closner, credit manager, both of Montreal, and Max Slapack, advocate, of the town of Cote St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Baie D'Urfé Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13084-57)

Bel Air Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1957, constituant en corporation: Pascal Forte, vendeur, Dominic Fiorito, musicien, Claude Morin et Ellen Haggemueller, toutes deux commis, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction, de développement et d'amélioration, sous le nom de "Bel Air Gardens Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13064-57)

Billy's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1957, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, tous deux avocats, et Rose Markis, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles vestimentaires et accessoires pour femmes et jeunes filles, textiles et produits d'iceux, sous le nom de "Billy's Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 12793-57)

Boulangerie Champion Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1957, constituant en corporation: Dr. Marius Raymond, chirurgien-dentiste, Roger Raymond, agent d'assurances, et Frédéric Hébert, notaire, tous trois de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers et confiseurs, sous le nom de "Boulangerie Champion Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13084-57)

Bel Air Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1957, incorporating: Pascal Forte, salesman, Dominic Fiorito, musician, Claude Morin and Ellen Haggemueller, both clerks, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, development and improvement company, under the name of "Bel Air Gardens Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 1,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13064-57)

Billy's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1957, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, both advocates, and Rose Markis, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's and girls' wearing apparel and accessories, textiles and textile products, under the name of "Billy's Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12793-57)

Boulangerie Champion Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September 1957, incorporating: Dr. Marius Raymond, dental surgeon, Roger Raymond, insurance agent, and Frédéric Hébert, notary, all three of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as bakers and confectioners, under the name of "Boulangerie Champion Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12933-57)

Canadian Aluminium Window Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi de la Reine, Leo Rosentzveig et Stanley Taviss, tous deux avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de contre-fenêtres et portes en aluminium, quincaillerie, produits en fer et en acier et matériaux de construction, sous le nom de "Canadian Aluminum Window Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(A.G. 12933-57)

Canadian Aluminium Window Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1957, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate and Queen's Counsel, Leo Rosentzveig and Stanley Taviss, both advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminum storm windows and doors, hardware, iron and steel products and builders' supplies, under the name of "Canadian Aluminum Window Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 6,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12312-56)

Cardon, Rose Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juillet 1956, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Cyril S. Schwisberg et Samuel Greenblatt, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'une agence de publicité, sous le nom de "Cardon, Rose Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,400 actions privilégiées, catégorie "A" de \$10 chacune et 600 actions privilégiées, catégorie "B" de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1231 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(A.G. 12312-56)

Cardon, Rose Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of July, 1956, incorporating: Irwin S. Brodie, Cyril E. Schwisberg and Samuel Greenblatt, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general advertising agency, under the name of "Cardon, Rose Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 2,400 Class "A" preferred shares of \$10 each and into 600 Class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1231 St. Catherine Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of July, 1956.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13067-57)

Chouinard, Letarte Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1957, constituant en corporation: André Chouinard, comptable, Yves Letarte, gérant de vente, tous deux de Québec, et Jacques Drouin, avocat et conseil en loi de la Reine, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Chouinard, Letarte Automobiles Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1700, rue St-Vallier, ouest, Petite-Rivière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(A.G. 13067-57)

Chouinard, Letarte Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October 1957, incorporating: André Chouinard, accountant, Yves Letarte, sales manager, both of Quebec, and Jacques Drouin, advocate and Queen's Counsel, of Sillery, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of transportation; operate as garage-keepers and hardwaremen, under the name of "Chouinard, Letarte Automobiles Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1700 St. Vallier Street, west, Little River, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12875-57)

C. & L. Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Jean-Paul Ste-Marie, avocat, d'Outremont, Claude Beauvais, étudiant, et Monique Bordeleau, sténographe, fille majeure, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de marchandises, sous le nom de "C. & L. Transport Limited", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera 333, rue Craig, est, suite 203, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(A.G. 12875-57)

C. & L. Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1957, incorporating: Jean-Paul Ste-Marie, advocate, of Outremont, Claude Beauvais, student, and Monique Bordeleau, stenographer, spinster, of full age, both of Montreal, for the following purposes:

To operate a transportation business dealing in merchandise under the name of "C. & L. Transport Limited", with a divided capital stock of 1,000 shares of no par value, and the amount with which the company shall start its operations shall be at least \$5,000.

The head office of the company will be at 333 Craig St. East, suite 203, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13085-57)

Corporation du Mont Blanc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1957, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Laurence Ostiguy et Yvette Marcoux, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de villégiature, sous le nom de "Corporation du Mont Blanc", avec un capital total de \$75,000, divisé en 600 actions communes de \$10 chacune et en 6,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(A.G. 13085-57)

Corporation du Mont Blanc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1957, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Laurence Ostiguy, and Yvette Marcoux, both secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a summer resort center under the name of "Corporation du Mont Blanc", with a total capital stock of \$75,000, divided into 600 common shares of \$10 each and into 6,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13019-57)

Dano Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1957, constituant en corporation: Norman Shadowitz, Danny Taran et Samuel Lazarus, tous trois administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Dano Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(A.G. 13019-57)

Dano Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1957, incorporating: Norman Shadowitz, Danny Taran and Samuel Lazarus, all three Executives, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Dano Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13004-57)

Dick Karibian Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1957, constituant en corporation: Dame Yerhige Fermanian, ménagère, veuve de feu Dickran Karibian, Archie Karibian, marchand, tous deux de Ste-Adèle et Antoine Paré, avocat, de St-André est, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fruits, légumes, épiceries et autres articles semblables, sous le nom de "Dick Karibian Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Adèle, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(A.G. 13004-57)

Dick Karibian Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1957, incorporating: Dame Yerhige Fermanian, housewife, widow of the late Dickran Karibian, Archie Karibian, merchant, both of St. Adele, and Antoine Paré, advocate, of St. Andrews east, for the following purposes:

To deal in fruits, vegetables, groceries and other similar commodities, under the name of "Dick Karibian Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St. Adèle, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12590-57)

Dundee Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1957, constituant en corporation: Harry Berger, administrateur, Judith Fink, secrétaire, fille majeure, et Hyman Greenspoon, fabricant, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, amélioration et développements, sous le nom de "Dundee Investments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(A.G. 12590-57)

Dundee Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1957, incorporating: Harry Berger, executive, Judith Fink, secretary, spinster and Hyman Greenspoon, manufacturer, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and development company, under the name of "Dundee Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13042-57)

Eagle Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1957, constituant en corporation: Harry Blank, Conrad Shatner, Baruch Pollack, tous trois avocats et Grace Freeman, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme garagistes; négocier des automobiles et autres véhicules; exercer le commerce qui consiste à transporter des passagers et des marchandises, sous le nom de "Eagle Motors Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune et 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(A.G. 13042-57)

Eagle Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1957, incorporating: Harry Blank, Conrad Shatner, Baruch Pollack, all three advocates, and Grace Freeman, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers; to deal in automobiles and other vehicles; to carry on the business of transporting passengers and goods, under the name of "Eagle Motors Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 150 preferred shares of \$100 each and into 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12207-57)

Gilon Import Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1957, constituant en corporation: Solomon Weber, d'Outremont, Harold Lande, de Westmount, tous deux avocats et Conseils en Loi de la Reine, et Nicholas Vlahos, avocat, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues, travaux artistiques, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et des forêts, sous le nom de "Gilon Import Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13016-57)

Grand's Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1957, constituant en corporation: Jeanne Senay, secrétaire, de Verdun, Armand Poupart, fils, avocat, et Jacqueline Matte, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, garagistes et quincailliers; exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport, sous le nom de "Grand's Transport Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 13006-57)

Hatley Acres Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Armand Rousseau, avocat et conseil en loi de la Reine, André Langlais et René Monty, tous deux avocats, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'améliorations; exercer le commerce qui consiste à transporter des passages et marchandises par mer; agir comme hoteliers, tenanciers de chalets, auber-

(A.G. 12207-57)

Gilon Import Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1957, incorporating: Solomon Weber, of Outremont, Harold Lande, of Westmount, both advocates and Queen's Counsels, and Nicholas Vlahos, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandises made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Gilon Import Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13016-57)

Grand's Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1957, incorporating: Jeanne Senay, secretary, of Verdun, Armand Poupart, son, advocate, and Jacqueline Matte, secretary, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business for the transportation of passengers and merchandise; to carry on as general contractors in construction, garage-keepers and hardware dealers; to operate an industry and business dealing in automobiles and other means of transportation, under the name of "Grand's Transport Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 800 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13006-57)

Hatley Acres Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Armand Rousseau, advocate and Queen's Counsel, André Langlais and René Monty, both advocates, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company; to carry on the business of transporting passengers and goods by sea; to carry on business as hotel, lodge, inn, club, tavern and restaurant keepers, under the

gistes, opérateurs de clubs, taverniers et restaurateurs, sous le nom de "Hatley Acres Inc.", avec un capital-actions divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$21,000.

Le siège social de la compagnie sera à North Hatley, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 12851-57)

Hebert Cold Cathode Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Gaston Baribeau, David Bellumeur, tous deux comptables agréés, et Louise Roberge, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'enseignes, réclames et systèmes d'éclairage électrique, sous le nom de "Hebert Cold Cathode Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 884, boulevard Normand, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 13017-57)

Industrial Overload Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount; Leo Rosentzweig, de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme électriciens et travailleurs en électronique, radiophonie et de radar, entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Industrial Overload Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 12987-57)

Instant Plumbing & Heating Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1957, constituant en corporation: William Stanford, plombier, Hyman Steinberg, vendeur, tous deux de Montréal, et

name of "Hatley Acres Inc.", with a capital stock divided into 3,000 common shares having no nominal or par value and into 6,000 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$21,000.

The head office of the company will be at North Hatley, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12851-57)

Hebert Cold Cathode Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September 1957, incorporating: Gaston Baribeau, David Bellumeur, both chartered accountants, and Louise Roberge, secretary, of full age of majority making use of her rights, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in signs, advertising, and electric lighting systems, under the name of "Hebert Cold Cathode Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 884 Normand Boulevard, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13017-57)

Industrial Overload Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzweig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, both advocates, for the following purposes:

To carry on business as electricians, electronic, radio and radar workers, general contractors and builders, under the name of "Industrial Overload Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12987-57)

Instant Plumbing & Heating Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1957, incorporating: William Stanford, plumber, Hyman Steinberg, salesman, both of Montreal, and Moses Steinberg, merchant

Moses Steinberg, marchand, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme plombiers, entrepreneurs et constructeurs généraux, manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, fourrures, chapeaux et casquettes, vêtements, garnitures pour tailleurs et tissus textiles, sous le nom de "Instant Plumbing & Heating Co.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13027-57)

J. Bélanger Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1957, constituant en corporation: Jos. Bélanger, industriel, d'Acton Vale, Gérard Chamberland, sténographe, de St-Vincent-de-Paul, et Guy Rousseau, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, sous le nom de "J. Bélanger Furniture Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Acton Vale, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 13045-57)

Josephine Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1957, constituant en corporation: Joseph Bosina, marchand, d'Outremont, Louis Freedman, de la ville Côte Saint-Luc, Bernard Lefebvre, de la ville Laprairie, tous deux avocats et Conseils en Loi de la Reine, et Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bonneterie pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Josephine Hosiery Mills Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13044-57)

J. Raoul Mailloux Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1957, constituant en corporation: J. Raoul Mailloux, courtier en assurances, Charles-Eugène Tremblay, entrepreneur, et Mme Gilberte Tremblay Mailloux,

of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, general contractors and builders; to manufacture and deal in dry goods, furs, hats and caps, clothing, tailors' trimmings and textile fabrics, under the name of "Instant Plumbing & Heating Co.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13027-57)

J. Bélanger Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1957, incorporating: Jos. Bélanger, industrialist, of Acton Vale, Gérard Chamberland, stenographer, of St-Vincent-de-Paul, and Guy Rousseau, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in furniture under the name of "J. Bélanger Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Acton Vale, judicial district of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13045-57)

Josephine Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1957, incorporating: Joseph Bosina, merchant, of Outremont, Louis Freedman, of the town of Cote St. Luc, Bernard Lefebvre, of the town of Laprairie, both advocates and Queen's Counsel, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hosiery for men, women and children, under the name of "Josephine Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13044-57)

J. Raoul Mailloux Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1957, incorporating: J. Raoul Mailloux, insurance broker, Charles-Eugène Tremblay, contractor, and Mrs. Gilberte Tremblay Mailloux, housewife, wife separate as

ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Raoul Mailloux, tous trois de Baie Saint-Paul, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction sous le nom de "J. Raoul Mailloux Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12950-57)

Leon Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Guy-Paul Genest, avocat, de la ville de Hampstead, Annette Lafleur, de Lachine, et Lise Nadeau, de Montréal, toutes deux secrétaires, célibataires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Leon Construction Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 16, Roselawn Crescent, ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 11633-57)

**Les Entreprises Beaulieu Inc.
Beaulieu Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1957, constituant en corporation: Félix-Aurèle Montpellier dit Beaulieu, Léo Beaulieu, tous deux entrepreneurs, et Vincent Beaulieu, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Entreprises Beaulieu Inc. — Beaulieu Enterprises Inc.", avec un capital divisé en 125,000 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$625,000.

Le siège social de la compagnie sera 1175, boulevard Laurentides, canton Bélanger, paroisse St-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12181-57)

Les Immeubles Girard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en

to property of the said J.-Raoul Mailloux, all three of Baie St. Paul, for the following purposes:

To operate a construction company, under the name of "J. Raoul Mailloux Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Baie Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12950-57)

Leon Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Guy-Paul Genest, advocate, of the town of Hampstead, Annette Lafleur, of Lachine, and Lise Nadeau, of Montreal, both secretaries, spinsters, of full age, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in construction, under the name of "Leon Construction Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$10 each and into 900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 16, Roselawn Crescent, town of Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11633-57)

**Les Entreprises Beaulieu Inc.
Beaulieu Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1957, incorporating: Félix-Aurèle Montpellier called Beaulieu, Léo Beaulieu, both contractors, and Vincent Beaulieu, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Les Entreprises Beaulieu Inc. — Beaulieu Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 125,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations is \$625,000.

The head office of the company will be at 1175 Laurentide Boulevard, township of Bélanger, parish of St. Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12181-57)

Les Immeubles Girard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1957, incorporating: Roméo

corporation: Roméo Lachapelle, Antoine Martel, tous deux comptables, et J.-G. Bolduc, vérificateur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles; tracer et exécuter des rues, routes ou chemins; exercer l'industrie et le commerce du fer, de l'acier et du bois, sous le nom de "Les Immeubles Girard Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 13137-57)

Les Produits Vétérinaires "Lesna" Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1957, constituant en corporation: Roméo Latulippe, agronome, de Québec, Jean Lessard, vétérinaire, de Nicolet, et Roger Rouleau, comptable de Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits vétérinaires de toutes sortes, sous le nom de "Les Produits Vétérinaires "Lesna" Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 13149-57)

Manoir Clairval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1957, constituant en corporation: Victorien Harvey, Dorila Harvey, tous deux vendeurs, Aquilas Harvey, camionneur, et Jules Harvey, électricien, tous de Port-Alfred, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de "Manoir Clairval Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laterrière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12975-57)

Mantex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Bernard L. Messier, gérant, de Woonsocket, R.I., Diane Brien et Hortense Sabourin, toutes deux secrétaires, filles majeures, de St-Jean, pour les objets suivants:

Lachapelle, Antoine Martel, both accountants, and J.G. Bolduc, assessor, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents; to trace and plan streets, routes or roads; to operate an industry and business dealing in iron, steel and lumber, under the name of "Les Immeubles Girard Ltée", with a total stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13137-57)

Les Produits Vétérinaires "Lesna" Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October 1957, incorporating: Roméo Latulippe, agronomist, of Québec, Jean Lessard, veterinary surgeon, of Nicolet, and Roger Rouleau, accountant of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in veterinary products of every nature and kind, under the name of "Les Produits Vétérinaires "Lesna" Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13149-57)

Manoir Clairval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October 1957, incorporating: Victorien Harvey, Dorila Harvey, both salesmen, Aquilas Harvey, trucker, and Jules Harvey, electrician, all of Port-Alfred, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Manoir Clairval Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laterrière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12975-57)

Mantex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1957, incorporating: Bernard-L. Messier, manager, of Woonsocket, R.I., Diane Brien and Hortense Sabourin, both secretaries, spinsters, of St. Jean, for the following purposes:

Fabriquer et exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits en tout ou en partie de caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Mantex Ltd.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13135-57)

Map Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1957, constituant en corporation: Lionel Lefebvre, comptable, Cécile Lahaie et Edmée Fortin, toutes deux secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Map Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12937-57)

Marie du Chastel Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Charles Coderre, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Annette Richard, de Bois-des-Filions, et France de la Casinière, de Verdun, toutes deux secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs, agents et conseillers en publicité, sous le nom de "Marie du Chastel Incorporée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 13136-57)

Mario Barone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1957, constituant en corporation: Mario Barone, entrepreneur, Mario Lombardi, menuisier, et Paul-Henri Lafleur,

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, glass and by-products thereof, under the name of "Mantex Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$5,000.

The head office of the company will be at St. Jean, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13135-57)

Map Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October 1957, incorporating: Lionel Lefebvre, accountant, Cécile Lahaie and Edmée Fortin, both secretaries, unmarried, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; engage in the business of an investment company, under the name of "Map Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12937-57)

Marie du Chastel Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1957, incorporating: Charles Coderre, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Annette Richard, Bois-des-Filions, and France de la Casinière, of Verdun, both secretaries, of full age of majority making use of their rights, for the following purposes:

To carry on business as contractors, publicity agents and advisers, under the name of "Marie du Chastel Incorporée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13136-57)

Mario Barone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October 1957, incorporating: Mario Barone, contractor, Mario Lombardi, carpenter, and Paul-Henri Lafleur, accountant, all three of

comptable, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Mario Barone Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12929-57)

Mark Craft Clothes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Albert Gomberg, Joseph H. Freedman, tous deux avocats, de Montréal, et Shirley Paterson, secrétaire, épouse séparée de corps et de biens de Glen Paterson, de ville Lasalle, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements pour hommes et garçons, sous le nom de "Mark Craft Clothes Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2010 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13060-57)

**Metropole-Service Stations Ltd.
Metropole Service Stations Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1957, constituant en corporation: André Vezeau, gérant, René Maranda, homme d'affaires, et Liette Duchesne, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des postes d'essence et de service, des garages et louer des véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Metropole Service Stations Ltd.—Metropole Service Stations Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3006, rue Sainte-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12906-57)

**Monor Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1957, constituant en corporation: Maurice Lessard, commerçant, de St-Georges-

Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Mario Barone Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12929-57)

Mark Craft Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Albert Gomberg, Joseph H. Freedman, both avdocate, of Montreal, and Shirley Paterson, secretary, wife separate as to bed and board of Glen Paterson, of Ville LaSalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's and boy's clothing, under the name of "Mark Craft Clothes Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2010 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13060-57)

**Metropole Service Stations Ltd.
Metropole Service Stations Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1957, incorporating: André Vezeau, manager, René Maranda, business man, and Liette Duchesne, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate gasoline and service stations, garages and to rent vehicles of all kinds, under the name of "Metropole Service Stations Ltd.—Metropole Service Stations Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3006, St. Catherine St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12906-57)

**Monor Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-fourth day of September, 1957, incorporating: Maurice Lessard, merchant, of

de-Beauce, André Leclerc, ingénieur, de Laval-des-Rapides, Henri Normandin, commerçant, Anatole Côté, comptable, et Adrien-R. Paquette, avocat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, du gaz naturel, pétrole, huile, leur produits et sous-produits et les négocier, sous le nom de "Monor Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 13103-57)

Montreal Bench & Table Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1957, constituant en corporation: Gilles Godin, de Montréal, Fernand Chaussé, d'Outremont, tous deux avocats, et Marielle Perron, secrétaire, de Ville Lemoyne, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'ameublements, d'appareils d'utilité domestique, de vêtements et quincaillerie, sous le nom de "Montreal Bench & Table Service Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 13ième Avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12557-57)

Ratté et Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation: Roméo Lachapelle, Antoine Martel, tous deux comptables, et J.-G. Bolduc, vérificateur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Ratté et Fils Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 13021-57)

Renaud & Hamel Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

St. Georges-de-Beauce, André Leclerc, engineer, of Laval-des-Rapides, Henri Normandin, merchant, Anatole Côté, accountant, and Adrien-R. Paquette, advocate, all three of Montreal, for the following purposes.

To prospect and explore for mines and minerals, natural gas, petroleum, oil, and the products and by-products thereof, and deal with same, under the name of "Monor Mining Co. Ltd.", (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13103-57)

Montreal Bench & Table Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September 1957, incorporating: Gilles Godin, of Montreal, Fernand Chaussé, of Outremont, both advocates, and Marielle Perron, secretary, of the town of Lemoyne, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in household furniture, apparatus of a domestic utility, wearing apparel, and hardware, under the name of "Montreal Bench & Table Service Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 13th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12557-57)

Ratté et Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September 1957, incorporating: Roméo Lachapelle, Antoine Martel, both accountants, and J.-G. Bolduc, auditor, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Ratté et Fils Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13021-57)

Renaud & Hamel Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1957, constituant en corporation: Maurice Renaud, industriel, d'Iberville, Jean-Louis Hamel, industriel, et Dame Reine Ouimet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Louis Hamel, tous deux de St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Renaud & Hamel Automobile Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 700 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thurso, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12903-57)

S. J. Rawin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1957, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat et Laurence Capelovitch, étudiant en droit, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction, de développement et d'amélioration, sous le nom de "S. J. Rawin Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 11072-57)

Société de Musique Canadienne (Québec)
Society of Canadian Music (Quebec)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-C. Lallemand, financier, Blanche Garceau Parent, ménagère, épouse séparée de biens de Honoré Parent, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Esther Ogulnik, Frances Hackett, rentières, Jean Papineau-Couture, musicien, Georgette Laflamme Hétu, ménagère, épouse séparée de biens de Lucien Hétu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Alexander Brott, professeur de musique, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager la composition, la présentation, la diffusion et l'exécution d'oeuvres musicales canadiennes contemporaines sérieuses, sous le nom de "Société de Musique Canadienne (Québec) — Society of Canadian Music (Quebec)".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels et les biens immobiliers que la corpora-

tion of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1957, incorporating: Maurice Renaud, industrialist, of Iberville, Jean-Louis Hamel, industrialist, and Dame Reine Ouimet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Louis Hamel, both of St. John's, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to carry on a business dealing in the transportation of passengers and of merchandise; to carry on business as garage-keepers and hardware dealers, under the name of "Renaud & Hamel Automobile Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 700 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thurso, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12903-57)

S. J. Rawin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1957, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Laurence Capelovitch, student at law, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, development and improvement company, under the name of "S. J. Rawin Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11072-57)

Société de Musique Canadienne (Québec)
Society of Canadian Music (Quebec)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-C. Lallemand, financier, Blanche Garceau Parent, housewife, wife separate as to property of Honoré Parent, and duly authorized by him for the purposes therein, Esther Ogulnik, Frances Hackett, annuitants, Jean Papineau-Couture, musician, Georgette Laflamme Hétu, housewife, wife separate as to property of Lucien Hétu, and duly authorized by him for the purposes therein, and Alexander Brott, professor of music, all of Montreal, for the following purposes:

Encourage the composing, presenting, broadcasting and performing of serious Canadian contemporary musical works, under the name of "Société de Musique Canadienne (Québec) — Society of Canadian Music (Quebec)".

The amount to which the annual revenue issuing from the immoveable property which

tion peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12994-57)

St. Marguerite Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1957, constituant en corporation: Bela Erdelyi, vendeur, Isaie Sweibel, marchand, Léo Rosentzveig, avocat, tous trois de Montréal, et Manuel Shacter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Placer des fonds sur terrains et immeubles et les détenir sous le nom de "St. Marguerite Development Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 13066-57)

St-Rémi Automobiles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1957, constituant en corporation: Armand Poupard, fils, avocat, Monique Duquette et Jacqueline Matte, toutes deux sténographes, célibataires majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "St-Rémi Automobiles Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Rémi, comté de Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12809-57)

Terrebonne Shoe Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1957, constituant en corporation: Claude-R. Vallerand, avocat, de Montréal, Thérèse Dorval et Louise Lazure, toutes deux secrétaires, célibataires, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de chaussures, sous le nom de "Terrebonne Shoe Co. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,500

the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12994-57)

St. Marguerite Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1957, incorporating: Bela Erdelyi, salesman, Isaie Sweibel, merchant, Leo Rosentzveig, advocate, all three of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To invest in and hold land and real estate under the name of "St. Marguerite Development Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13066-57)

St-Rémi Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1957, incorporating: Armand Poupard, son, advocate, Monique Duquette and Jacqueline Matte, both stenographers, spinsters of full age, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in automobiles and other means of transportation; to carry on a transportation business for passengers and merchandise; to carry on business as garage-keepers and hardware dealers; under the name of "St-Rémi Automobiles Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 preferred shares of a par value of \$100 each and into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Rémi, county of Napierville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12809-57)

Terrebonne Shoe Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1957, incorporating: Claude-R. Vallerand, advocate, of Montreal, Thérèse Dorval, and Louise Lazure, both secretaries-spinsters, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in shoes under the name of "Terrebonne Shoe Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000,

actions communes de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227-o P. FRENETTE.

(P.G. 12747-57)

Trans-Continental Importers & Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1957, constituant en corporation: Jakob Jakubowicz, entrepreneur, Suzanna Greenspan Jakubowicz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jakob Jakubowicz et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Montréal, Edward Srebrnik, comptable et Esther Gabel Srebrnik, ménagère, épouse séparée de biens dudit Edward Srebrnik et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux d'Outremont, pour les objets suivants:

Fabriquer, exercer le commerce, importer et exporter des nouveautés, horloges, montres, pierres précieuses, bijouterie, articles électriques, porcelaine, vaisselle, verrerie en crystal, instruments de musique, articles d'optique, accessoires de photographie, jouets, articles de sport, de fantaisie et en cuir, cadeaux, machines à coudre, papeterie, accessoires de publicité et, en général, tous genres de marchandises de consommation, sous le nom de "Trans-Continental Importers & Distributors Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

(P.G. 12427-57)

Victoria Lumber Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juillet 1957, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi, de Ville Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert et Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de bois et produits du bois, bois de construction et de charpente, accessoires et matériaux de construction, sous le nom de "Victoria Lumber Company Limited", avec un capital total de \$500,000, divisé en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune et 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

dividés en 1,500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12747-57)

Trans-Continental Importers & Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1957, incorporating: Jakob Jakubowicz, contractor, Suzanna Greenspan Jakubowicz, housewife, wife separate as to property of the said Jakob Jakubowicz, and duly authorized by him for the purposes of these presents, both of Montreal, Edward Srebrnik, accountant, and Esther Gabel Srebrnik, housewife, wife separate as to property of the said Edward Srebrnik, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Outremont, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import and export novelties, clocks, watches, precious stones, jewelry, electrical goods, chinaware, dinnerware, crystal glassware, musical instruments, optical goods, photo equipment, toys, sporting, fancy and leather goods, gift articles, sewing machines, stationery, advertising supplies, and in general all types of consumer goods, under the name of "Trans-Continental Importers & Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and into 1,000 common shares of a par-value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12427-57)

Victoria Lumber Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1957, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, and Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood and wood products, lumber, timber, building materials and supplies, under the name of "Victoria Lumber Company Limited", with a total capital stock of \$500,000, divided into 8,000 preferred shares of a par value of \$50 each and into 100,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12982-57)

Young Israel of Val Royal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Isidore Reuben Prazoff avocat, Moe Baker, Hymie Ginsberg, Peter Ginsberg, Louis Pinsky, Joseph Reiter, tous les cinq bouchers, Joseph Bogoroch, Morris Tryansky, Solomon Luger, Leon Lecker, tous quatre marchands, Moe Stubina, surveillant, Walter Neufeld, gérant de ventes, Simon Samuel Kurtzman, Sam Gandell, tous deux imprimeurs, Edward Berger, agent d'assurances, Julius Gluck, Harry Moscovitch, Benny Shulman, Abie Gandellman, Motty Kohn, Arthur Greenspoon, tous les six vendeurs, Michael Samuel, ajusteur, Nathan After, Henry Marcovitz, Manuel Manis, tous trois gérants, Oscar Goldenberg, Simon Schrayner, tous deux dessinateurs, Oscar Goldman, courtier de douanes, Theodore Shapiro, agent de ventes, Sender Gandell, Jacob Temper, tous deux fourreurs, Joseph Alfred Sandell, charpentier, Harold Eisenberg, comptable, Solomon Rosenzweig, Jacob Hyman Cohen, Solomon Eisenberg, tous trois tailleurs, Abraham Phillips, pharmacien, Joseph Yaffy, David Tendler, Max Myer Richler, Jona Cossever, Ela Majnemer, Philip Silverstone, tous les six manufacturiers, Louis Roseberg, tailleur de robes, Julius Orbaum, analyste de prix de revient, Benny Rabinovitch, rembourseur, Henry Deitcher, vendeur de métaux, Gilbert Mogil, Walter Fisher, tous deux comptables agréés, Samuel Nadler, propriétaire de buanderie, Leo Rothman, agent distributeur en ameublements, Harry Elkin, agent manufacturier, Dave Shapiro marchand de nouveautés, Edward Brown, agent, Ralph Pritzker, Nat. Gampel, tous deux gérants de bureau, David Kucer, Moe Mayoff, tous deux machinistes, Jack Cytrynbaum, colporteur, Jerry Shears, courtier, et Jacob Moses Silverman retraité, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger et entretenir une maison du culte où l'adoration divine et les services religieux sont dirigés conformément aux principes et dans le sens de la tradition juive orthodoxe; procurer un centre pour les membres de la corporation et leurs familles, dans le but de favoriser leur religion, culture, bien-être éducationnel et récréatif, sous le nom de "Young Israel of Val Royal".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227. P. FRENETTE.

(P.G. 13208-57)

International Metal & Petroleum Corporation
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du 16e jour d'octobre

(A.G. 12982-57)

Young Israel of Val Royal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Isidore Reuben Prazoff, advocate, Moe Baker, Hymie Ginsberg, Peter Ginsberg, Louis Pinsky, Joseph Reiter, all five butchers, Joseph Bogoroch, Morris Tryansky, Solomon Luger, Leon Lecker, all four merchants, Moe Stubina, supervisor, Walter Neufeld, sales manager, Simon Samuel Kurtzman, Sam Gandell, both printers, Edward Berger, insurance agent, Julius Gluck Harry Moscovitch, Benny Shulman, Abie Gandellman, Motty Kohn, Arthur Greenspoon, all six salesman, Michael Samuel, adjuster, Nathan After, Henry Marcovitz, Manuel Manis, all three managers, Oscar Goldenberg, Simon Schnayer, both designers, Oscar Goldman, customs broker, Theodore Shapiro, sales agent, Sender Gandell, Jacob Temper, both furriers, Joseph Alfred Sandell, carpenter, Harold Eisenberg, accountant, Solomon Rosenzweig, Jacob Hyman Cohen, Solomon Eisenberg, all three tailors, Abraham Phillips, pharmacist, Joseph Yaffy, David Tendler, Max Myer Richler, Jonah Cossever, Ela Majnemer, Philip Silverstone, all six manufacturers, Louis Roseberg, dress cutter, Julius Orbaum, cost analyst, Benny Rabinovitch, upholsterer, Henry Deitcher, metal dealer, Gilbert Mogil, Walter Fisher, both chartered accountants, Samuel Nadler, laundry owner, Leo Rothman, furniture distributor, Harry Elkin, manufacturer agent, Dave Shapiro, millinery, Edward Brown, agent, Ralph Pritzker, Nat Gampel, both office managers, David Kucer, Moe Mayoff, both machinists, Jack Cytrynbaum, peddler, Jerry Shears, broker, and Jacob Moses Silverman, retired, all of Montreal, for the following purposes:

To erect and maintain a House of Worship wherein divine worship and religious services are conducted according to the principles and interpretations of Jewish Orthodox tradition; to provide a centre for the members of the corporation and their families for the purpose of furthering their religious, cultural, educational and recreational well-being, under the name of "Young Israel of Val Royal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13208-57)

International Metal & Petroleum Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and of Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1957, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the

1957, autorisant la fusion de "Dawmac Mining and Oils Ltd." (No Personal Liability), une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 8 juin 1953, "Oilmont Petroleum Corporation" (No Personal Liability), une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 13 août 1954, et par lettres patentes supplémentaires en date du 8 octobre 1954, "King Copper Mining Corporation" (No Personal Liability), une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 26 janvier 1954, et "Cubamina Ltd." (No Personal Liability), une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 8 mai 1956, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines, minerais, gaz naturel, pétrole, huile, leurs produits et sous-produits, et les négocier, sous le nom de "International Metal & Petroleum Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$10,000,000, divisé en 10,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est: "International Metal & Petroleum Corporation" (No Personal Liability).

Le siège social de la compagnie sera établi à 1519 ouest, avenue des Pins, Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général, ce 16e jour d'octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46227 P. FRENETTE.

amalgamation of "Dawmac Mining and Oils Ltd." (No Personal Liability), a company incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated June 8th, 1953, "Oilmont Petroleum Corporation" (No Personal Liability), a company incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated August 13th, 1954, and supplementary letters patent dated October 8th, 1954 "King Copper Mining Corporation" (No Personal Liability), a company incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated January 26th, 1954, and "Cubamina Ltd." (No Personal Liability), a company incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated May 8th, 1956, for the following purposes:

To prospect and explore for mines, minerals, natural gas, petroleum, oil and their products and by-products, and to deal with the same, under the name of "International Metal & Petroleum Corporation" (No Personal Liability), with a total capital of \$10,000,000, divided into 10,000,000 shares of \$1 each.

The name of the new company is: "International Metal & Petroleum Corporation" (No Personal Liability).

The head office of the company to be established at 1519 Pins Avenue West, Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46227-o Acting Deputy Attorney General.

La Congrégation de la Mission (Montréal)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation "La Congrégation de la Mission (Montréal)".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-quatre octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46228-o JEAN BRUCHÉSI.

La Congrégation de la Mission (Montréal)

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act, 14 Georges VI, chapter 76, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of September 1957, constituting as a corporation "La Congrégation de la Mission (Montréal)".

The head office of the corporation mentioned hereinabove is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-fourth day of October, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46228 Under Secretary of the Province.

Sœurs Missionnaires de Notre-Dame des Apôtres (Montréal)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1957, constituant en corporation les "Sœurs Missionnaires de Notre-Dame des Apôtres (Montréal)".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-quatre octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46229-o JEAN BRUCHÉSI.

Sœurs Missionnaires de Notre-Dame des Apôtres (Montréal)

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act 14 Georges VI, chapter 76, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of September 1957, constituting as a corporation the "Sœurs Missionnaires de Notre-Dame des Apôtres (Montréal)".

The head office of the corporation mentioned hereinabove is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-fourth day of October, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46229 Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 23 octobre 1957 et présentés avant le 4 décembre 1957, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 23 novembre 1957, et reçues avant le 28 novembre 1957 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 décembre 1957.

Québec, le 21 août 1957.

Le Greffier de l'Assemblée Législative,
ANTOINE LEMIEUX.

45693-35-11-o

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 23th, 1957 and introduced before December 4th, 1957; petitions for private bills shall be presented prior to November 23th, 1957 and received prior to November 28th, 1957, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 18th, 1957.

Quebec, August 21st, 1957.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Legislative Assembly.

45693-35-11-o

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi accordant les pouvoirs suivants:

- a) Imposer une taxe de vente de 1% dans les limites de leur territoire;
- b) Accorder des frais de représentation au président et aux commissaires;
- c) Et pour toutes autres fins.

Dolbeau, le 7 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
BERTRAND GAGNON, avocat.

46016-41-4-o

Applications to Legislature

Notice is hereby given that The school commissioners of the municipality of the town of Dolbeau, in the county of Roberval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act granting the following powers:

- a) Impose a sales tax of 1% within the limits of their territories;
- b) Grant expense allowances for representation to the President and to the Commissioners;
- c) And for all other purposes.

Dolbeau, October 7, 1957.

BERTRAND GAGNON, advocate,
Attorney for the petitioner.

46016-41-4

Avis est, par les présentes, donné que La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi lui donnant le droit d'hypothéquer certains biens lors d'emprunts, pour clarifier son droit de posséder et de détenir des immeubles comme propriétaire ou autrement, et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 3 octobre 1957.

Les Procureurs de la requérante,
MONETTE & FILION.

46017-41-4-o

Notice is hereby given that La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an act giving it the right to hypothecate certain properties at the occasion of borrowings, to clarify its right to possess and hold immovables as owner or otherwise, and for any other powers.

Montreal, October 3, 1957.

MONETTE & FILION,
Attorneys for the petitioner.

46017-41-4-o

Avis est, par les présentes, donné que la commission scolaire de St-Laurent s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, aux fins suivantes:

- 1° Changer le nom de la Commission Scolaire de St-Laurent en celui de la Commission des Écoles Catholiques de St-Laurent.
- 2° Changer la date et le mode de l'élection des commissaires d'écoles.
- 3° Créer et organiser un fond de pension pour ses employés.
- 4° Fixer le taux des taxes scolaires en tout temps, et pour d'autres fins.

Montréal, le 22 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
Me MAURICE SAUVÉ.

46187-43-4-o

Notice is hereby given that the school commission of St. Laurent will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the adoption of an Act, for the following purposes:

1. To change the name of the school commission of St. Laurent into that of the Catholic school commission of St-Laurent.
2. To change the date and the mode of election for the school commissioners.
3. To create and organize a pension fund for its employees.
4. To fix the rate for school taxes at any time, and for other purposes.

Montreal, October 22, 1957.

Me MAURICE SAUVÉ,
Attorney for the petitioner.

46187-43-4-o

Avis public est par les présentes donné par Les commissaires d'écoles des municipalités scolaires de Saint-Romuald d'Etchemin, Charny et Bienville, qu'ils s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi autorisant les commissaires d'écoles de chacune desdites municipalités:

1° A changer en tout temps durant l'année scolaire, de fonction pédagogique, de classe ou d'école, un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit;

2° A payer annuellement à compter du 1er juillet 1957, à titre d'allocation pour dépenses occasionnées par l'exercice de leur fonction, une somme n'excédant pas \$900 au président, et une somme n'excédant pas \$500 à chacun des autres membres de leur commission scolaire respective; et pour autres fins.

Québec, 5 octobre 1957.

Les Procureurs des requérants,
GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

46018-41-4-o

Public notice is hereby given by The school commissioners for the school municipalities of Saint-Romuald d'Etchemin, Charny and Bienville, that they will apply to the Legislature, at its next session, for an act authorizing the school commissioners for each municipality:

1. To transfer, at any time during the school year, any teacher from any pedagogical function, class or school, to another, provided his or her salary be not reduced;

2. To pay annually, from and after the first of July, 1957, by way of compensation for expenses incurred in the exercise of their functions, a sum not exceeding \$900 to the chairman, and a sum not exceeding \$500 to each of the other commissioners of their respective school-board; and for other purposes.

Quebec, October 5th, 1957.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
Solicitors for applicants.

46018-41-4-o

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de Montréal-Sud, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte et aux fins suivantes:

1° L'élection des échevins par rotation et l'élection du maire pour le terme de trois (3) ans;

2° Autoriser le conseil de ville à payer des frais de représentation aux membres du conseil;

3° Diviser la ville en quartiers et élire un échevin par quartier;

4° Permettre un mode de signification par lettre recommandée pour la procédure de la Cour municipale;

5° Confection du rôle sur feuilles mobiles;

6° Pouvoir d'adapter le règlement de zonage aux plans de la canalisation du Saint-Laurent.

Montréal-Sud, le 8 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,
GABRIEL HOUDE, C.R.

46029-41-4-o

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Montreal-South, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain the passing of an act amending its charter and for the following purposes:

1. Election of aldermen in rotation and the election of the mayor for the term of three years;

2. To authorize the town council to pay entertainment expenses to the members of the council;

3. To divide the town into wards, and elect an alderman per ward;

4. To authorize the service of legal procedure of the Municipal Court, by way of registered mail;

5. To compose the valuation role on index cards or loose leaves;

6. The power to amend the zoning by-law in accordance with the St. Lawrence Seaway plans.

Montreal-South, October 8th, 1957.

GABRIEL HOUDE, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

46029-41-4-o

Avis est par les présentes donné que dame Annie Harbec, veuve en premières noces et non remariée de feu Philippe Toupin, en son vivant gentilhomme, demeurant à l'Acadie, comté de Saint-Jean, et Jean-Philippe Toupin, Maurice Toupin, tous deux commerçants demeurant à l'Acadie susdit et Roméo Grenier, comptable agréé, demeurant en les cité et district de Montréal, ces trois derniers en leur qualité d'exécuteurs testamentaire dudit feu Philippe Toupin aux termes de son dernier testament reçu devant Me Yves Deland, notaire, le 8 février 1957, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins de faire déclarer que Philippe Toupin, durant sa vie, avait acquis par bons titres un emplacement situé en la cité de Saint-Jean et composé des lots numéros quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois (Nos 82 et 83) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean, ratifier et confirmer tels titres et déclarer qu'au moment de son décès, il était propriétaire absolu et incommutable desdits lots moins les parts qu'il avait déjà vendues.

Le Procureur des pétitionnaires,
GÉRARD TURMEL.

46030-41-4-o

Notice is hereby given that Dame Anne Harbec, unmarried widow in first marriage of the late Philippe Toupin, in his lifetime gentleman, residing at L'Acadie, county of St. Johns, and Jean Philippe Toupin and Maurice Toupin, merchants, residing at L'Acadie aforesaid, and Roméo Grenier, chartered accountant, of the city and district of Montreal, all three acting in their quality of executors of the last will and testament of the said late Philippe Toupin, received before Me Yves Deland, notary, on February 8, 1957, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act declaring that the said Philippe Toupin during his lifetime had acquired by good and valid title an emplacement situate in the city of St. Johns composed of lots numbers eighty-two and eighty-three (Nos 82 and 83) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Johns, and ratifying and confirming such title, and declaring further that he was at the time of his death the absolute owner of said lots save for portions sold by him.

GÉRARD TURMEL,
Attorney for the petitioners.

46030-41-4-o

Canada — Province de Québec

Avis public est par les présentes donné, que dame Yvonne Carrier, veuve non remariée de Wilfrid Brossard, s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session pour obtenir une loi ratifiant son titre de propriété et la déclarant propriétaire absolu de certains immeubles, savoir: les lots numéros 225, 275 et 276 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie.

Montréal, le 8 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46031-41-4-o CHS. M. PUIZE.

Canada — Province of Quebec

Public notice is hereby given that Dame Yvonne Carrier, unmarried widow of Wilfrid Brossard, will apply to the Provincial Legislature at its next session to obtain a law ratifying his property title and declaring her absolute proprietor in her own right of certain immovables, to wit: lots numbers 225, 275 and 276 on the official plan and in the book of reference of the parish of Laprairie.

Montreal, October 8, 1957.

CHS. M. PUIZE,
46031-41-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Rimouski s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine Session pour l'adoption d'une loi aux fins de lui donner le pouvoir d'empêcher hors de son territoire la contamination des eaux servant à l'alimentation de son aqüeduc; étendre l'application de sa taxe municipale de vente à des achats faits à l'extérieur de son territoire par ses résidents; obliger les propriétaires de taxis ressortissant de sa juridiction à munir ces taxis de taximètres; porter de cinq à sept pour cent l'intérêt dur les arrégages de taxes; étendre aux personnes de sexe féminin la taxe de capitation qu'elle a actuellement le droit d'imposer aux personnes du sexe masculin; confectionner les listes d'électeurs par ordre de numéros de rues au lieu de l'ordre alphabétique des noms des électeurs; obliger les propriétaires à faire connaître au greffier de la ville les changements de locataires et occupants de leurs immeubles; augmenter au rôle d'évaluation la valeur des immeubles qui, après la confection du rôle, ont subi des modifications qui en ont augmenté la valeur; supprimer les objets ou la végétation constituant une nuisance sur des terrains vacants, en tout ou en partie; établir une présomption contre la personne au nom de qui est enregistré un véhicule automobile qui a servi à commettre une infraction à un règlement municipal; composer le rôle d'évaluation de fiches ou de feuilles mobiles; percevoir du propriétaire la taxe de locataire ainsi que la taxe de vidanges sauf recours du propriétaire contre le locataire ou l'occupant; rétablir le droit de vote du locataire dont les taxes n'auraient pas été payées; exercer un contrôle sur la subdivision cadastrale faite sur son territoire en vertu de l'article 2175 du Code civil; étendre le pouvoir qu'elle possède de légiférer sur le territoire des municipalités adjacentes, en matière d'urbanisme, au zonage et à la construction; prévoir de l'espace pour le garage et le stationnement des automobiles des occupants d'immeubles commerciaux et à logements multiples à l'intérieur et à l'extérieur de ces immeubles; acquérir pour jusqu'à concurrence d'un prix global de \$200,000.00 des immeubles pour fins municipales et industrielles; contracter des emprunts à cette fin jusqu'à concurrence de ce montant; louer les immeubles ainsi acquis et les vendre pour fins industrielles; porter à \$1,800.00 la rémunération du maire et à \$900.00 celle des échevins.

Rimouski, le 8 septembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46032-41-2-o CASGRAIN & CASGRAIN.

Public notice is hereby given that the town of Rimouski will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session for the passing of an Act in order that the town may be given the power to prevent the contamination of waters supplying its waterworks; extend the application of its municipal sale tax to purchases made outside its territory by its residents; compel taxi owners under its jurisdiction to equip their taxis with taximeters; increase from five to seven per cent the interest on taxation arrears; extend to persons of the female sex, the poll-tax that it presently has the right to impose on persons of the male sex; compile electoral lists according to street numbers instead of electors names in alphabetical order; compel landlords to inform the town Clerk of any change in the tenants and occupants of their immovables; increase the value of immovables on valuation roll which, after compilation thereof, have undergone a change or increased in value; remove, in whole or in part, from vacant lots, objects or vegetation of a nuisance value; establish a presumption against a person in whose name a motor vehicle is registered and who contributed to the committing of an infraction to a municipal by-law; use cards or mobile sheets in the compilation of the valuation roll; collect from the landlord the tenant's tax as well as that of garbage except in the case of a landlord's claim against the tenant or occupant; restore the right to vote of a tenant whose taxes have not been paid; control the cadastral subdivision of its territory in accordance with article 2175 of the Civil Code; extend the power it has to legislate on the territory of adjacent municipalities, respecting town-planning, zoning and building; provide storing and parking space for the automobiles of occupants of commercial immovables and numerous flats inside or outside said immovables; purchase immovables up to a global amount of \$200,000 for municipal and industrial purposes; contract loans not exceeding said amount for the faoresaid purpose; rent the immovables thus acquired and sell same for industrial purposes; increase to the sum of \$1,800.00 the amount to be paid the mayor and to \$900.00 that paid to the aldermen for services rendered.

Rimouski, September 8, 1957.

CASGRAIN & CASGRAIN,
46032-41-2 Attorneys for Petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Nathan Dermer, marchand, Harry Marcovitch, manufacturier, David Yosipovich, manufacturier, Isadore Myers, marchand, Jacob Sholem Leiter, manufacturier, Abraham Luter-

Public notice is hereby given that Messrs. Nathan Dermer, merchant, Harry Marcovitch, manufacturer, David Yosipovich, manufacturer Isadore Myers, merchant, Jacob Sholem Leiter, manufacturer, Abraham Luter-

man, retraité, Jack Luterma, gérant, Jack Lerner, manufacturier, Moses Steinberg, marchand, S. David Freedman, manufacturier et Moses Goldstein, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une Loi les constituant en corporation et tels autres qui peuvent devenir subséquemment membres d'une congrégation religieuse connue sous le nom de "Congregation Beth-David-Beth-Yitzchok-Kehal Jeshurin", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières qui peuvent être requises pour une synagogue ou lieu du culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation; vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles et acquérir d'autres propriétés immobilières en lieu d'icelles; rédiger, faire, accepter et endosser à ses propres fins des lettres de change, billets provisoires et autres instruments négociables sous la signature de ses officiers ou autres qui peuvent être déterminés par son bureau de direction; conserver des registres d'actes de statut civil, nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants, et le ou les remplacer et en nommer un ou des autres à sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation détiendront l'autorité et le pouvoir de garder des registres concernant les actes de statut civil et les exercer relativement à ceux, tous autres pouvoirs civils propres aux ministres de congrégations religieuses; tel rabbin ou rabbins et/ou ministre ou ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou personne administrant le Gouvernement tel que décrété dans la Loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10, George IV, chapitre 75, et aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi relativement aux ministres ainsi licenciés; et assumer l'actif et les obligations des corporations Congregation of Roumanian Jewish, Beth-David; Congregation Beth-Yitzchok et Congregation Kehal Jeshurin dûment constituées par Loi privée, le tout sujet à l'approbation desdites corporations.

Montréal, 9 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
46057-41-4 ORENSTEIN & RUBY.

Les soussignés donne avis qu'ils présenteront à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi, pour admettre Michael John Fawcett, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat, dans la province de Québec.

Montréal, ce septième jour d'octobre 1957.

Les Procureurs du requérant,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.
46072-42-4-o

Avis est par les présentes donné que Maurice Lecompte, cultivateur, domicilié et résidant en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour faire adopter une loi déclarant que son titre aux lots 233, 236 et 240 du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse ne comporte pas de droit de retour ou de substitution ou de prohibition d'aliéner.

Saint-Jérôme, ce 12 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
(Signé) de MARTIGNY
& MARCHESSAULT.
46073-42-4-o

Luterma, manager, Jack Lerner, manufacturer, Moses Steinberg, merchant, S. David Freedman, manufacturer, and Moses Goldstein, manufacturer, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members into a religious congregation under the name of "Congregation Beth-David-Beth-Yitzchok-Kehal Jeshurin", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its board of directors; to keep registers for acts of civil status, to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, chap. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said Act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporations of Congregation of Roumanian Jewish, Beth-David; of Congregation Beth-Yitzchok and Congregation Kehal Jeshurin duly incorporated by private act, the whole with consent of the said corporations.

Montréal, October 9th 1957.

ORENSTEIN & RUBY,
46057-41-4-o Attorneys for petitioners.

The undersigned give notice that they will present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill for the admission of Michael John Fawcett, of Montreal, to the study and to the practice of law in the Province of Quebec.

Montreal, this seventh day of October 1957.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,
Attorney for the petitioner.
46072-42-4-o

Notice is hereby given that Maurice Lecompte, farmer, domiciled and residing in the parish of Sainte-Thérèse de Blainville, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have an Act adopted declaring that its title to lots 233, 236 and 240 of the cadaster of the parish of Sainte-Thérèse does not carry the right of return, nor of substitution, nor of prohibition to alienate.

Saint-Jérôme, October 12, 1957.

(Signed) de MARTIGNY
& MARCHESSAULT,
Attorneys for the Petitioner.
46073-42

AVIS

La ville d'Alma, corporation légalement constituée, ayant son siège sociale en la ville d'Alma, donne par les présentes, avis, qu'à la prochaine législature elle présentera un bill à l'effet suivant: être érigée en cité; demander pouvoir de règlementer services de taxi en ces limites et celles de la ville de Naudville, la paroisse d'Alma, la ville de Riverbend et la ville d'Isle-Maligne; pouvoir amender règlement de zonage par règlement ordinaire; amender la loi pour absence échevin aux séances de Conseil; demander certains pouvoirs pour contrôler colporteurs ou vendeurs étrangers; demander nouveaux pouvoirs de taxation sur commerce en général, local et étranger; demander le pouvoir d'acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation toutes parties d'exploitation ou de distribution d'électricité en le territoire de la ville d'Alma par Saguenay Électrique; demander pouvoir d'annexer quelques pointes ou petites parties de terrain isolé mais contigu à son territoire; demander juridiction sur certaines parties de la Rivière Saguenay; demander annexion de la rue Price; demander certains pouvoirs pour l'annexion de nouveaux territoires; amender la loi des cités et villes aux articles 26, 135, 143, 174, 175, 179, 196, 222, 426, et ajouter à l'article 68 d'autres articles concernant le pouvoir de créer une commission sportive, une commission d'urbanisme, une commission d'industrie, de tourisme; demander certains pouvoirs pour règlementer la construction ainsi que la circulation; demander certains pouvoirs pour perfectionner le rôle d'évaluation; demander certains pouvoirs pour emprunt afin de financer travaux temporaires, etc. . . ; demander certains pouvoirs pour l'administration de son réseau électrique; amender la loi des officiers municipaux; demander pouvoirs additionnels pour constables spéciaux; en plus des taxes, article 523, demander pouvoir pour prélever droit annuel ou taxe sur commerce, manufactures, personnes, bureaux, etc. . . ; demander certains pouvoirs concernant la construction, l'amélioration des égouts et du pose d'aqueduc; demander certains pouvoirs pour contribution à association sportive, éducationnelle ou autres; demander certains pouvoirs pour changer la date des élections et certains procédures électorales.

La ville d'Alma, ce 9 octobre 1957.

Vraie copie:

J. V. Tremblay, c.r.

LA VILLE D'ALMA,

Le Maire,

(S) PAUL LEVASSEUR.

Le Greffier,

(S) J. C. MOISAN.

Le Procureur et agent autorisé,

46075-42-4-o (S) J. V. TREMBLAY, C.R.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville d'Isle-Maligne s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, en vue de lui accorder certains pouvoirs additionnels à ceux dont elle est généralement nanti sous l'empire de la loi des cités et villes et en outre rectifier ou ratifier certaines descriptions du territoire municipal et régulariser certaines dépenses de deniers faites et dont la légalité peut être douteuse en raison d'une description erronée du territoire.

Les Procureurs de la requérante,

T. McNICOLL & P. MIQUELON.

46077-42-4-o

NOTICE

The town of Alma, corporation legally constituted, having its head office in the town of Alma, hereby gives notice that at the next Legislature it will submit a bill for the following purposes: to be erected into a city; the power to bring under regulations the taxi-cabs operating within its limits and those of the town of Naudville, parish of Alma, town of Riverbend and the town of Isle Maligne; amend zoning by-law by means of an ordinary by-law; amend the law for aldermen absent from sittings of the Council; request certain powers to control outside peddlars and salesmen; request new taxation powers on business generally, both local and foreign; the power to acquire, by mutual consent or expropriation, all parts of electric power development or distribution in the territory of the town of Alma by Saguenay Power; the power to annex a few isolated strips or pieces of land adjacent to its territory; request jurisdiction over certain parts of the Saguenay River; request certain powers in order to annex Price street thereto; certain powers for the annexation of new areas; amend the Cities and Towns Act respecting sections 26, 135, 143, 174, 175, 179, 196, 222, 426, and add to section 68 other sections concerning the power to create sports, town-planning, industrial, tourist commissions; request certain powers to bring under regulations building operations as well as traffic; request certain powers to bring taxi-cabs under regulations; request certain powers in order to improve the valuation roll; certain powers to borrow in order to finance temporary works, etc. . . ; certain powers for the management of its system of electricity; amend the Municipal Officers Act; request additional powers for special constables; in addition to taxes, section 523, request the power to levy an annual charge or tax on business, factories, persons, offices, etc. . . ; request certain powers concerning building operations, improvement of sewage system and the laying of pipes for waterworks; request certain powers in order to contribute to sports educational or other associations; request certain powers to change the date of elections and certain electoral procedure.

The town of Alma, this October 9, 1957.

True copy,

J. V. Tremblay, Q.C.

TOWN OF ALMA,

(S) PAUL LEVASSEUR,

Mayor.

(S) J. C. MOISAN,

Clerk.

(S) J. V. TREMBLAY, Q.C.,

46075-42-4 Attorney and authorized agent.

Public notice is hereby given, that the town of Isle-Maligne will apply to the Legislature of Québec, at its next session for the passing of an Act granting it additional powers to those it already enjoys generally under the provisions of the Cities and Towns Act and also to rectify or ratify part of the description of the municipal territory and to regularize expenses made for which there can be a doubt as to their legal standpoint if referring to an erroneous description of the territory.

T. McNICOLL & P. MIQUELON,

Attorneys for the Petitioner.

46077-42-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Hubert s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville sous le nom de Ville de St-Hubert, diviser la municipalité en quartiers et élire un échevin par quartier, fixer la date des élections, le mode d'élection du maire et des échevins, l'heure de l'ouverture et de la fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales et pour l'approbation des règlements municipaux, la confection immédiate d'un double rôle d'évaluation, l'imposition d'une taxe spéciale en raison de la superficie des terrains ou d'après leur évaluation sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité pour la construction d'un système ou d'une partie d'un système d'aqueduc ou d'égouts, de puits publics, citernes, réservoirs etc., autoriser le conseil de la municipalité, sur simple résolution à payer annuellement des frais de représentation au maire et à chacun des échevins, autoriser la création d'un fonds de roulement, l'adoption de règlements concernant le zonage, les permis de construction, l'imposition de droits annuels n'excédant pas cinq cents dollars sur les commerces de bric-à-brac dans la municipalité, l'émission de billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, limiter la taxation des terres en culture, l'imposition d'une taxe spéciale per capital sur les occupants de roulottes situées dans la municipalité, établir la procédure pour l'exécution et le paiement de travaux permanents, établir la propriété de certaines rues, permettre l'encouragement des arts, des sciences, l'établissement et l'organisation de centres de loirs, de jeux et de sports et pour autres fins.

Montréal, le 11 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
46080-42-4-o (Signé) LABELLE & CARDIN.

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of St-Hubert will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes: to erect the municipality in a town municipality under the name of the town of St-Hubert, to divide the municipality into wards and elect an alderman per ward, to fix the date of election, the form of election of the mayor and the councillors, the hours of opening and the closing of the polls for election and approval of by-laws, the immediate completion of two valuation rolls, the imposition of a special tax in proportion to the area of the immovables or according to their valuation on all the owners or occupants of immovables in the municipality for the construction of a system or part of a system of waterworks and sewers, public wells, cisterns, reservoirs, etc., to authorize the town Council, by mere resolution, to cover annually the costs of entertainment for the Mayor and each of the aldermen, to authorize the constitution of a working fund, the adoption of by-laws concerning zoning, construction permits, the imposition of annual dues not exceeding five hundred dollars on junk dealers in the municipality, the issue of notices of summons in cases of certain infractions to municipal by-laws relating to traffic and public safety, to limit taxation of farm lands, the imposition of a special tax per capital on occupants of trailers situated in the municipality, to establish procedures for the execution and payment of public works, to establish the property of certain streets, to allow encouragement of arts, science, establishment and organization of recreation, games and sports centers and for other purposes.

Montreal, October 11th, 1957.

(Signed) LABELLE & CARDIN,
46080-42-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Kénogami s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, afin de lui octroyer une charte de cité et certains pouvoirs additionnels à ceux dont elle est généralement nantie sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Les Procureurs de la requérante,
T. McNICOLL & NOËL PERRON.

46078-42-4-o

Public notice is hereby given, that the town of Kenogami will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act granting it a charter of city and other additional powers to those it already enjoys generally under the provisions of the cities and towns Act.

T. McNICOLL & NOËL PERRON,
Attorneys for the Petitioner.

46078-42-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Rivière des Prairies s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes:

1° Annexer à son territoire une partie du territoire de la ville de Montréal-Est, connu comme étant le lot originaire N° 44 des plan et livre de renvoi officiels de la corporation de la paroisse St-Joseph de Rivière des Prairies;

2° Imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire;

3° Imposer une taxe spéciale, à certaines conditions, sur les lots vacants situés dans son territoire;

4° Et pour d'autres fins;

Montréal, le 16 octobre 1957.

Les Procureurs de la requérante,
46115-42-4-o (Signé) LABELLE & CARDIN.

Public notice is hereby given that the town of Rivière des Prairies will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act granting certain powers and amending its charter, on the following matters:

1. To annex a portion of territory of the town of Montreal-East, known as lot No. 44 of the official cadastre of the parish of Rivière des Prairies;

2. To impose a sales tax of 2% in the limits of its territory;

3. To impose a special tax, under certain conditions, on the vacant lots situated in its territory;

4. And for other purposes.

Montreal October 16th, 1957.

(Signed) LABELLE & CARDIN,
46115-42-4-o Attorney for Petitioner.

Avis public est donné que Dame Blanche Mercier, épouse de Franklin Simonds, surintendant, de la cité de St-Michel, district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire de feu Dame Georgianna St-Georges, veuve de Charles-Antoine Lortie, en son vivant des cité et district de Montréal, et ledit Franklin Simonds, pour assister et autoriser son épouse, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale autorisant l'exécutrice testamentaire à liquider et partager définitivement les biens de la succession.

Montréal, le 15 octobre 1957.

Le Procureur des requérants,
46079-42-4 o **ÉMILIE BRAIS.**

Notice is hereby given that Dame Blanche Mercier, wife of Franklin Simonds, superintendent, of the city of St. Michel, district of Montreal, as much personally as in his capacity of testamentary executrix of the late Dame Georgianna St-Georges, widow of Charles-Antoine Lortie, in his lifetime of the city and district of Montreal, and the said Franklin Simonds, to assist and authorize his wife, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to request the adoption of a special act authorizing the testamentary executrix to liquidate and definitely divide the property of the estate.

Montreal, October 15, 1957.

ÉMILIE BRAIS,
46079-42-4 Attorney for the Petitioners.

AVIS

Les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, corporation avec siège social en la ville d'Alma; — et, Les commissaires d'école de la ville de Naudville, corporation avec siège social en la ville de Naudville; — et, Les commissaires d'école de la commission scolaire de la municipalité de la paroisse d'Alma, avec siège social en la ville d'Alma: tous dans le comté du Lac St-Jean, donnent par les présentes, avis, qu'ils présenteront un bill à la prochaine session ayant pour but: Accorder un salaire ou rémunération pour le président et les commissaires et imposer et prélever en sus de tous autres taxes, une taxe spéciale de 1%, dite taxe d'éducation de même nature et conforme aux dispositions de la loi de l'impôt sur la vente en détail, Statuts refondus de la province de Québec, 1941, chapitres et amendements, sur le prix de vente et d'achat en détails de tous biens, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce, quelconques y compris le gas et l'électricité dépensés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles desdites commissions scolaires ci-devant décrites.

Alma, ce 9 octobre 1957.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE D'ALMA,

Le Président,
(S) Dr. ANTONIO AUGER,
Le Secrétaire-trésorier,
(S) GEORGES-HENRI FORTIN.

COMMISSION SCOLAIRE

DE LA VILLE DE NAUVILLE,

Le Président,
(S) STANISLAS LABERGE,
Le Secrétaire-trésorier,
(S) THOMAS-LOUIS VILLENEUVE,

COMMISSION SCOLAIRE

DE LA PAROISSE D'ALMA,

Le Président,
(S) HENRI BEAUMONT,
Le Secrétaire-trésorier,
(S) ÉMILIE HARVEY,
L'Agent et Procureur autorisé,
(S) J. V. TREMBLAY, C.R.

Vraie copie:

J. V. TREMBLAY, C.R., Agent
46076-42-4 o

NOTICE

The school commissioners of the school municipality of the town of Alma, a corporation with head office in the town of Alma; and, the school commissioners of the town of Naudville, a corporation with head office in the town of Naudville; and, the school commissioners of the municipality of the parish of Alma, with head office in the town of Alma: all in the county of Lake St. John, give, by these presents, notice that they will present at the next session, which will have for object: to grant a salary or remuneration for the president and the commissioners and to impose and levy over and above all other taxes, a special tax of 1%, called educational tax, of the same nature and pursuant to the provisions of the tax on retail sales, Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapters and amendments, on the buying and selling retail prices of all goods, real estate, merchandise and commercial articles whatsoever, comprised therein gas and electricity used for lighting, motor power or heating purposes, and telephone service sold or bought within the present limits of the said school commissions hereinabove described.

Alma, October 9, 1957.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ALMA,

(S) Dr. ANTONIO AUGER,
President.
(S) GEORGES-HENRI FORTIN,
Secretary-Treasurer.

SCHOOL COMMISSION

FOR THE TOWN OF NAUVILLE,

(S) STANISLAS LABERGE,
President.
(S) THOMAS-LOUIS VILLENEUVE,
Secretary-Treasurer.

SCHOOL COMMISSION

OF THE PARISH OF ALMA,

(S) HENRI BEAUMONT,
President.
(S) ÉMILIE HARVEY,
Secretary-Treasurer.
(S) J. V. TREMBLAY, Q.C.,
Agent and authorized Attorney.

True copy:

J. V. TREMBLAY, Q.C., Agent.
46076-42-4

Avis est par les présentes donné, que les Commissaires d'école pour la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the town of La Tuque, in the County of Laviolette will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of a special Act for the following purposes:

1° Pour confirmer et ratifier à toutes fins que de droit une entente intervenue entre les Commissaires d'école pour la municipalité de la ville de La Tuque dans le comté de Laviolette et la compagnie Canadian International Paper Co. en rapport aux industries situées dans les limites du territoire sur lequel ils ont juridiction;

2° Pour toutes autres fins;

Donné à La Tuque, ce 15 octobre 1957.

Les Procureurs des Commissaires d'école pour la municipalité de la ville de La Tuque dans le comté de Laviolette,
46114-42-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

1. To confirm and ratify, for any legal purposes, an agreement concluded between the School Commissioners for the municipality of the town of La Tuque in the county of Laviolette and the Canadian International Paper Co. respecting the industries located within the limits of the territory over which they have jurisdiction;

2. For any other purposes;

Given at La Tuque, this October 15, 1957.

MÉTHOT & MÉTHOT,
Attorneys for the School Commissioners for the Municipality of the town of La Tuque
46114-42-4 in the County of Laviolette.

Avis public est par les présentes donné que Paul Rodier, administrateur, de la cité de Westmount, district de Montréal, Lucile Rodier, veuve de Clarence Gagnon, de la cité de Westmount, district de Montréal, tous deux exécuteurs testamentaires et grevés de substitution, et Yseult Rodier, épouse de Pierre Dieul, de Paris, France, grevée de substitution, de la succession de feu Marie Joseph Léonce Léopold Rodier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi définissant et étendant les pouvoirs des exécuteurs-testamentaires, et pour autres fins.

Montréal, ce 16 octobre 1957.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
BADEAUX FILION BADEAUX &
46116-42-4-o BÉLAND.

Public notice is hereby given that Paul Rodier, administrator of the city of Westmount, district of Montreal, Lucile Rodier, widow of Clarence Gagnon, of the city of Westmount, district of Montreal, both in their capacity of testamentary-executors and institutes, and Yseult Rodier, wife of Pierre Dieul, of Paris, France, in her capacity of institute, of the estate of the late Marie Joseph Louis Léonce Léopold Rodier, under the terms of the last will and testament of the said deceased, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act clarifying and extending the powers of the testamentary-executors, and for other purposes.

Montreal, October the 16th, 1957.

BADEAUX FILION BADEAUX &
BÉLAND,
46116-42-4-o Attorneys for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné, que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans les limites actuelles de la ville d'Iberville, une taxe de vente, dite taxe d'éducation, n'excédant pas un pour cent dont le produit sera additionné au produit de la taxe perçue par La commission scolaire de la cité de Saint-Jean, et La commission scolaire de Notre-Dame Auxiliatrice, de Saint-Jean, pour être ensuite partagé entre les commissions scolaires de la ville d'Iberville, de la cité de Saint-Jean et de la municipalité scolaire de Notre-Dame Auxiliatrice de Saint-Jean, proportionnellement au nombre d'enfants qui fréquentent les écoles de ces commissions scolaires.

Québec, le 16 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
JEAN-H. GAGNÉ, avocat,
LAPLANTE, GAGNÉ,
46117-42-4-o TROTIER & LETARTE.

Public notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of the town of Iberville, in the county of Iberville, will apply to the Legislature at its next session, for the adoption of an act for the purposes of imposing and levying within the present limits of the town of Iberville, a sales tax, called educational tax, not to exceed one per cent of which the produce shall be added to the produce of the tax collected by the school commission of the city of St. John's, and the school commission of Notre-Dame Auxiliatrice, of St. John's, to be then divided between the school commissions of the town of Iberville, the city of St. John's, and The school municipality of Notre-Dame Auxiliatrice of St. John's, proportionately to the number of children who attend the schools of these school commissions.

Quebec, October 16, 1957.

JEAN-H. GAGNÉ, advocate,
LAPLANTE, GAGNÉ,
TROTIER & LETARTE,
46117-42-4 Attorneys for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company, corporation formée par la loi 14 George VI, chapitre 159, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'abroger la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 150, d'autoriser la compagnie à donner suite à une entente intervenue entre elle et les souscripteurs à son fonds de réserves, et pour toutes autres fins.

Québec, le 16 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
JEAN-H. GAGNÉ, avocat,
LAPLANTE, GAGNÉ,
46118-42-4-o TROTIER & LETARTE.

Notice is hereby given that La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle — Zenith Mutual Insurance Company, a corporation formed by act 14 George VI, chapter 159, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act in order to repeal act 2-3 Elizabeth II, chapter 150, authorize the company to give effect to an agreement concluded between said company and the subscribers to the reserve fund of the company, and for any other purposes.

Quebec, October 16, 1957.

JEAN-H. GAGNÉ, advocate,
LAPLANTE, GAGNÉ,
TROTIER & LETARTE,
46118-42-4 Attorneys for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville d'Anjou, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander l'adoption d'une loi aux fins de permettre à BP Canada Limited d'ériger et d'opérer une raffinerie de pétrole et de débits d'essence, dans le territoire de la ville, et de fixer pour une période de quinze ans (15) le montant d'évaluation de cet établissement pour fins municipales et scolaires et aussi celui des taxes exigibles sur cette raffinerie, et pour l'autoriser à fixer l'évaluation des biens de monsieur Paul A. Fournier pour fins municipales et scolaires, et pour fixer le montant de ces taxes pour une période de dix ans (10) à venir, et lui permettre le droit de possession préalable en cas d'expropriation et autres pouvoirs divers.

Montréal, le 16 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46133-43-4-o YVES LAURIER, C.R.

Notice is hereby given that the town of Anjou, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to grant permission to BP Canada Limited to build and operate, within the territory of the town, a petroleum refinery and gasoline filling stations and to fix, for a period of fifteen (15) years, the amount of the valuation of the said refinery for municipal and school taxes, and also the amount of taxes to be payable on the said refinery, and authorizing the said town of Anjou to fix, for a period of ten (10) years, the amount of the valuation of the immovables of Paul A. Fournier for municipal and school taxes, the amount of taxes to be payable on the said immovables, and giving the said town of Anjou the right to preliminary possession in case of expropriation and with other various powers.

Montreal, October 16th, 1957.

46133-43-4-o YVES LAURIER, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Berthierville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Imposer et prélever une taxe spéciale de 2% de même nature et sujette aux mêmes exemptions, mutatis mutandis, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941 et ses amendements, ladite taxe devant être imposée dans les limites de la ville de Berthierville.

2° Accorder annuellement des frais de représentation au maire et aux échevins.

3° Obtenir un pouvoir d'emprunt limité à \$200,000.00 pour acquérir, améliorer, construire, entretenir, louer ou vendre un ou des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles.

4° Et pour toutes autres fins.

Avis est également par les présentes donné que par la même loi Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthierville dans le comté de Berthier demanderont l'autorisation d'imposer et prélever une taxe spéciale de 1% de même nature et sujette aux mêmes exemptions, mutatis mutandis, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941, et ses amendements, ladite taxe devant être imposée dans les limites régies par lesdits commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Berthierville dans le comté de Berthier.

Joliette, le 15 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46134-43-4-o MARCEL G. GUILBAULT.

Public notice is hereby given that the town of Berthierville will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

1. Impose and levy a special tax of 2% of the same kind and subject to the same exemptions, mutatis mutandis, than that now in force and provided for in chapter 88 of the Revised statutes of Quebec, 1941, and its amendments, said tax to be imposed within the limites of the town of Berthierville.

2. Grant annually representation expenses to the mayor and to the aldermen.

3. Obtain a borrowing power limited to \$200,000.00 to acquire, improve, build, maintain, rent or sell one or many immovables to be used for municipal or industrial purposes.

4. And for other purposes.

Notice is also given hereby that by the same act the School Commissioners for the municipality of the town of Berthierville in the county of Berthier shall demand the authorization to impose and levy a special tax of 1% of the same kind and subject to the same exemptions, mutatis mutandis, that that now in force and provided for in chapter 88 of the revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, said tax to be imposed within the limits governed by the said Schools commissioners for the municipality of the town of Berthierville in the county of Berthier.

Joliette, October 15th, 1957.

46134-43-4-o MARCEL G. GUILBAULT,
Attorney for petitioners.

Avis public est donné que la Corporation Municipale de Chibougamau s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine Session, dans le but de faire amender sa Charte.

Les objets du bill seront: la tenue d'élections pour le Conseil de Ville; l'agrandissement du territoire de la Ville; la réglementation des roulottes et l'acquisition de terrains par la Ville à cet effet; la nomination obligatoire d'un gérant; la taxation des lots vacants.

L'Agent de la Ville de Chibougamau,
46135-43-4-o (Signé) PAUL MIQUELON.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the city of Chibougamau will present a Bill at the next coming Session of the Quebec Legislature and will ask for amendments to its Charter.

The objects of this Bill will be: the holding of elections for the City Council; the enlargement of the City territory; the relementation of "roulottes" and the acquisition by the City of land for this object; the mandatory nomination of a manager for the City; the taxation of vacant lots.

(Signed) PAUL MIQUELON,
46135-43-4-o Agent for the City of Chibougamau.

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, aux fins suivantes:

Pour autoriser la Ville à créer un fonds industriel n'excédant pas deux cent mille dollars qu'elle pourra utiliser pour acquérir, construire et entretenir pour des fins municipales ou industrielles, des immeubles dont elle pourra disposer et à ces fins emprunter les sommes nécessaires;

Pour prolonger le terme d'office du maire et des échevins;

Pour payer une indemnité au maire et aux échevins et leur rembourser leurs dépenses de voyage;

Pour changer la date des élections et celle de la présentation des candidats ainsi que la date de certaines autres procédures préalables à la tenue des élections;

Pour changer le système de rotation pour l'élection des échevins;

Pour abroger des dispositions de la charte ayant servi à leur fin et n'ayant plus d'utilité pour la Ville;

Pour obliger tout acquéreur d'un terrain contenant une ou des parties de lot à faire faire un plan et livre de renvoi de ce terrain et augmenter l'amende prévue par l'article 430a de la Loi des cités et villes;

Pour restreindre les cas où le paiement de l'amende et des frais en vertu de l'article 527a de la Loi des cités et villes vaudra comme paiement de la licence ou du permis;

Et pour d'autres fins.

Coaticook, ce 16 octobre 1957.

Les Procureurs de la requérante,

GÉRIN & GÉRIN.

46136-43-4-o

Notice is hereby given that the town of Coaticook will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a Bill, for the following purposes:

To authorize the Town to establish an industrial fund not exceeding two hundred thousand dollars which the Town may use to acquire, construct and maintain, for municipal or industrial purposes, immoveables of which the Town may dispose, and for these purposes, borrow the necessary amounts;

To extend the term of office of the mayor and of the aldermen;

To pay an indemnity to the mayor and to the aldermen, and reimburse their travelling expenses;

To change the date of elections and that of the nomination of candidates, as well as the date of certain other proceedings preliminary to the holding of the elections;

To change the system of rotation for the election of aldermen;

To repeal certain provisions of the charter which have served their purpose and which are no longer useful to the Town;

To compel every acquirer of land comprising part or parts of lot to have made a plan and book of reference of this land and increase the fine provided by section 430a of the Cities and Towns Act;

To restrict the cases in which the fine and the costs, in virtue of section 527a of the Cities and Towns Act shall be considered as the payment of the licence or the permit.

And for other purposes.

Coaticook, October 16th 1957.

GÉRIN & GÉRIN,

Attorneys for Petitioner.

46136-43-4-o

Avis est par les présentes donné par la ville de Louiseville qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa Charte sur les matières suivantes:

a) De permettre une rémunération au maire et aux échevins;

b) De changer le sens d'éligibilité requis pour occuper la charge de maire et d'échevins;

c) De permettre la réglementation de dispositions relatives à la santé publique;

d) D'interrompre la circulation dans les rues de la ville lorsque besoin sera;

e) D'octroyer des pouvoirs spéciaux pour le progrès de la ville lors de la confection de certains travaux;

f) De réglementer, prohiber ou limiter le nombre des restaurants ambulants ou roulottes servant de restaurants ou à la confection de patates frites ou autres produits alimentaires;

g) De permettre la réglementation de la fermeture de certains commerces;

h) D'autoriser la ville à procéder à la confection de ses rôles d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles;

i) D'exiger certains renseignements ou avis des locataires résidants dans la ville;

j) Autoriser la création d'un fonds de roulement;

k) De construire et d'exploiter des édifices publics pour des fins municipales ou industrielles.

Louiseville, le 18 octobre 1957.

Le Procureur de la ville de Louiseville,

dans le comté de Maskinongé,

RÉMI PAUL.

46138-43-4-o

Notice is hereby given by the town of Louiseville that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its Charter on the following matters:

a) To allow a remuneration for the Mayor and Aldermen;

b) To change the property rating for the eligibility required to occupy the offices of mayor and aldermen;

c) To allow a control of provisions relative to public health;

d) To interrupt traffic in the streets of the city wherever need be;

e) To grant special powers for the progress of the town upon construction of certain works;

f) To control, prohibit or limit the number of rolling restaurants or stands which serve as restaurants or for French Fried Potatoes or other food products;

g) To allow the control of the closing of certain businesses;

h) To authorize the town to proceed with the drawing up of its valuation rolls on files or loose leaf folders;

i) To exact certain reports or notices on tenants residing in the town;

j) To authorize the creation of a rolling fund;

k) To construct and exploit public buildings for municipal or industrial purposes.

Louiseville, October 18, 1957.

RÉMI PAUL,

Attorney for the town of Louiseville,

in the county of Maskinongé.

46138-43-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "La Société Agricole des Cantons de l'Est (E.T.A.A.)" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi décrétant que les propriétés immobilières qu'elle possède dans la cité de Sherbrooke soient déclarées non imposables à compter du 1er janvier 1957 au 1er janvier 1962, et cela nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire.

Sherbrooke, ce 15 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,

LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC.

46137-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Eastern Townships Agricultural Association" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act enacting that the immovable properties owned by the corporation in the limits of the city of Sherbrooke be declared exempt from taxation from the 1st of January 1957 to the 1st of January 1962, notwithstanding any general law or special act to the contrary.

Sherbrooke, October 15th, 1957.

LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC,

46137-43-4-o

Attorneys for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est donné que Dame Elvire Raymond, veuve de Joseph Édouard Nelson, des cité et district de Montréal, en sa qualité de seule grevée à la substitution créée par son grand-père Marius Raymond, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi déterminant à qui appartiennent les biens substitués et à qui ils appartiendront au cas de caducité du legs, et pour autres fins.

Montréal, ce 17 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

46139-43-4-o

MAURICE SAUVÉ.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dame Elvire Raymond, widow of Joseph Edouard Nelson, of the city and district of Montreal, in her capacity as sole institute under the terms of the last will and testament of her grandfather, the late Marius Raymond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act determining to whom belong the property affected by the substitution and to whom they shall belong in the event of caducity of the legacy, and for other purposes.

Montreal, October the 17th, 1957.

MAURICE SAUVÉ,

46139-43-4-o

Attorneys for the petitioner.

Avis est, par les présentes donné, que la Ville de Richmond s'adressera à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte la Loi I Édouard VII, chapitre 50 et les divers statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: permettre de fixer l'évaluation des immeubles industriels de Richmond Wood Heel Co. Limited; autoriser le conseil à passer un règlement, sujet à référendum, accordant une rémunération annuelle pour le maire et pour chaque échevin; autoriser la Ville de Richmond à créer un fonds industriel; autoriser le conseil à percevoir les taxes de locataire de tout propriétaire qui refuse ou néglige d'aviser la corporation de tout changement de locataire; autoriser la Ville de Richmond à changer la date des élections municipales; autoriser le conseil à passer un règlement de zonage et de répartition pour travaux permanents; autoriser la Ville à imposer une taxe pour servir à l'enlèvement de la neige; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 30 septembre 1957.

Le Procureur de la requérante,

46140-43-4-o

LÉONCE CÔTÉ, C.R.

Notice is hereby given that the town of Richmond will apply to the Legislature, at its next Session, for the passing of an Act amending its charter Act I Edward VII, chapter 50 and the various Statutes with amendments thereto, respecting the following matters: to fix the valuation of the industrial immoveables of the Richmond Wood Heel Co. Limited; authorize the Council to pass a by-law, subject to a referendum, granting an annual indemnity for the mayor and each alderman; authorize the town of Richmond to create an industrial fund; authorize the Council to collect tenant taxes from any property owner who refuses or neglects to notify the corporation of any change in tenants; authorize the town of Richmond to change the date of municipal elections; authorize the Council to pass a by-law for zoning and apportionment for permanent works; authorize the town to impose a tax for the removal of snow; and for other purposes.

Sherbrooke, September 30, 1957.

LÉONCE CÔTÉ, Q.C.

46140-43-4

Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que Joseph Georges Aimé Carrière, de Pointe Gatineau, dans le district de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Joseph Georges Aimé Soucy.

Québec, 16 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,

(Signé) FERLAND, PERRON & PERRON.
Vraie Copie.

46143-43-4-o

Les Procureurs du pétitionnaire,

FERLAND, PERRON & PERRON.

Notice is hereby given that Joseph Georges Aimé Carrière, of Pointe Gatineau, in the district of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing him to be known and designated under the name of Joseph Georges Aimé Soucy.

Quebec, October 16th, 1957.

(Signed) FERLAND, PERRON & PERRON,

Attorneys for the petitioner.

True copy.

FERLAND, PERRON & PERRON,

46143-43-4-o

Attorneys for the Petitioner.

AVIS

Avis est, par les présentes donné que la cité de Saint-Jérôme, une corporation municipale ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session pour amender sa charte afin d'obtenir les pouvoirs suivants: Pour diviser la cité en quartiers sur plébiscite, pour la modalité d'amender le règlement de construction, pour faire certains travaux publics sur résolution, pour imposer aux propriétaires riverains une proportion du coût des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie, pour imposer une taxe sur les personnes qui vendent aux détaillants, commerçants, etc., mais qui transportent leurs marchandises avec eux pour livraison, pour imposer une taxe de \$500.00 annuellement aux colporteurs, pour payer une pension à tout membre du Conseil qui aura été en fonction pendant douze ans.

Saint-Jérôme, ce 17 octobre 1957.

Les Procureurs de la Cité
de Saint-Jérôme,

DE MARTIGNY & MARCHESSAULT.

46141-43-4-o

Avis est par les présentes donné que Son Excellence Monseigneur Émilien Frenette, évêque catholique romain de Saint-Jérôme, demeurant en la cité de Saint-Jérôme, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi à l'effet de constituer une corporation sous le nom, en français, de "Séminaire de Sainte-Thérèse", et en anglais, de "Seminary of St. Therese", sous certaines conditions, dont:

a) la dissolution de la corporation du Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse, constituée par la Loi 8 Victoria, chapitre 100;

b) le pouvoir d'adopter des règlements pour sa régie interne;

c) le droit de contracter des emprunts pour la poursuite de ses fins;

d) le droit d'ester en justice.

Québec, ce 17 octobre 1957.

Les Procureurs du requérant,

DORION, DORION & BERNIER.

46142-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que La Corporation Municipale de la Paroisse St-Jacques-le-Majeur de Causapsal et les commissaires d'écoles pour les municipalités de Causapsal village et Causapsal paroisse, dans le comté de Matapédia, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever dans la municipalité de la paroisse de St-Jacques-le-Majeur de Causapsal une taxe de vente de deux pour cent (2%), et dans les limites des municipalités scolaires de Causapsal village et Causapsal paroisse une taxe spéciale, dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconque, et pour toutes autres fins.

Québec, 16 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
(Signé) FERLAND, PERRON & PERRON.
Vraie copie.

Les Procureurs du pétitionnaire,

FERLAND, PERRON & PERRON.

46144-43-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the city of St. Jerome, a municipal corporation having its head office in the city of St. Jerome, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session to amend its charter so as to obtain the following powers: To divide the City in wards by plebiscite, for methods of amending the building by-law, to carry on certain public works by resolution, to impose upon riparian property owners a proportion of the cost of the work on aqueduct, sewers and road work, to impose a tax on person who sell retail, dealers, etc., but who transport their merchandise with them for delivery to, impose a \$500.00 tax annually on pedlars, to pay a pension to any member of the Council who will have been in office during twelve years.

St. Jerome, October 17, 1957.

DE MARTIGNY & MARCHESSAULT,

Attorneys for the City

of St. Jerome.

46141-43-4

Notice is hereby given that His Excellency Monseigneur Émilien Frenette, roman catholic archbishop of Saint-Jérôme, residing in the city of St. Jerome, will apply to the Legislature of Quebec, during the course of the next session, for the obtention of the project of an Act for incorporation of a corporation under the name, in french, of "Séminaire de Sainte-Thérèse", and in english, of "Seminary of St. Therese", under certain conditions, such as:

a) the dissolution of the corporation of the "Petit-Séminaire de Sainte-Thérèse", incorporated by Act 8 Victoria, chapter 100;

b) the power to adopt these by-laws for its internal administration;

c) the right to contract loans for the pursuit of its objectives;

d) the right to appear in court.

Québec, October 17, 1957.

DORION, DORION & BERNIER,

Attorneys for the petitioner.

46142-43-4

Public notice is, hereby, given that the municipal Corporation of St. Jacques-le-Majeur of Causapsal and the School Commissioners of the village and the parish of Causapsal, county of Matapédia, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law giving them the power to impose and levy in the municipality of St. Jacques-le-Majeur of Causapsal a sale tax of two per cent (2%), and within the limits of school municipalities of Causapsal village and Causapsal parish a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, and for all other purposes.

Quebec, October 16th, 1957.

(Signed) FERLAND, PERRON & PERRON,

Attorneys for petitioner.

True copy.

FERLAND, PERRON & PERRON,

Attorneys for petitioner.

46144-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de la Rivière des Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse St-Joseph de la Rivière des Prairies, dans le comté Laval, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine Session, pour présenter un projet de loi pour obtenir le pouvoir d'imposer une taxe spéciale de 1%, dite taxe d'éducation, sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens faite dans leur territoire respectif; payer une rémunération aux Commissaires et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 18 octobre 1957.

Le Procureur des requérants,
46145-43-4-o ROBERT HODGE, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Shawinigan Falls pour les fins suivantes: pouvoir d'emprunter pour les fins de bâtisses industrielles; abrogation d'une disposition spéciale applicable à la cité de Shawinigan Falls en cas de vacance dans la charge de maire; exemption pour la cité de Shawinigan Falls des dispositions de la loi 13 George VI chapitre 26 quant à la durée des conventions collectives avec ses employés manuels et le Syndicat des policiers de la cité de Shawinigan Falls; ratification et validité du règlement 727 de la cité de Shawinigan Falls dans sa teneur; et pour d'autres fins.

Shawinigan Falls, le 17 octobre 1957.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
46146-43-4-o J.-CLAUDE GUILLEMETTE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité de Shawinigan Sud s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi concernant la repartition des taxes scolaires imposées sur les immeubles appartenant à des corporations et à des compagnies légalement constituées qui sont situés dans les territoires sous la juridiction des commissaires d'écoles de la municipalité de Shawinigan Falls, entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Sud; et pour d'autres fins.

Shawinigan Falls, 17 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46147-43-4-o J.-CLAUDE GUILLEMETTE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que messieurs Victor-Joseph Jaquin, Émile-Louis Jaquin, Alphonse Jaquin et Anne-Marie Jaquin, tous du comté Laval, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi concernant le testament de feu Joseph Coutaller, passé devant Me J.-A. Guy, notaire, aux fins de donner à l'exécuteur testamentaire des pouvoirs additionnels concernant l'actif de ladite succession.

Montréal, ce 17 octobre 1957.

Les Procureurs des requérants,
46148-43-4-o ADOLPHE PREVOST et
ROBERT HODGE, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de la Rivière des Prairies et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse St-Joseph de la Rivière des Prairies, in Laval county, will apply to the Provincial Legislature, at its next Session, to obtain the power to impose a special sale tax of 1% on the retail sale and purchase price, called education tax, within the limits of their territory; to pay a remuneration to the School Commissioners and for other purposes.

Montreal, October 18th, 1957.

ROBERT HODGE, Q.C.,
46145-43-4-o Attorney for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the city of Shawinigan Falls for the following purposes: abrogation of a special disposition applicable to the city of Shawinigan Falls in case of vacancy in the office of mayor; exemption for the city of Shawinigan Falls of the dispositions of the Act respecting municipal and school corporations and their employees; ratification and validity of by law 727 of the city of Shawinigan Falls; and other purposes.

Shawinigan Falls, October 17, 1957.

J.-CLAUDE GUILLEMETTE,
46146-43-4-o Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Shawinigan South in the county of St. Maurice will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, respecting the apportionment of the school taxes, levied on the immovables belonging to corporations and companies legally incorporated, which are situated within the territories under the jurisdiction of the municipality of Shawinigan Falls, between the school commissioners for the municipality of Shawinigan Falls and the school commissioners for the municipality of Shawinigan South; and other purposes.

Shawinigan Falls, October 17, 1957.

J.-CLAUDE GUILLEMETTE,
46147-43-4-o Attorney for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Victor-Joseph Jaquin, Émile-Louis Jaquin, Alphonse Jaquin and Anne-Marie Jaquin, all residing in Laval county, will apply to the Provincial Legislature, at its next Session, to present a law concerning the will of the late Joseph Coutaller, received by Me J.-A. Guy, notary, for the purpose of giving to the testamentary executor additional powers concerning the assets of the said estate and for other purposes.

Montreal, October 17th, 1957.

ADOLPHE PREVOST and
46148-43-4-o ROBERT HODGE, Q.C.,
Attorneys for Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que Bruno Hyland, mécanicien de machines fixes, domicilié en la ville de Nicolet, dit district, et Marie-Jeanne-Alice Côté, étudiante infirmière, domiciliée à Nicolet, dit district, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour changer le nom de famille de cette dernière de "Côté" en celui de "Hyland".

Nicolet, le 19 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46149-43-4-o PIERRE SMITH.

Public notice is hereby given that Bruno Hyland, mechanic, domiciled in the town of Nicolet, said district, and Marie-Jeanne-Alice Côté, student nurse, also domiciled in the town of Nicolet said district, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the purpose of changing her surname "Côté" to that of "Hyland".

Nicolet, October 19th, 1957.

PIERRE SMITH,
46149-43-4-o Attorney for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs suivants:

a) Déclarer et décréter nuisances publiques le fait de placer, déposer, accumuler ou amonceler certains objets et substances sur tout terrain ou emplacement sis sur une rue de la cité, ainsi que toute excavation, trou ou dépression de terrain existant dans les limites de la cité et ayant été créé par la démolition, le transport, l'incendie ou l'éroulement d'un immeuble; et prescrire des mesures propres à empêcher ou faire disparaître telles nuisances.

b) Imposer et percevoir sur tous ou certains commerces des droits ou taxes pouvant consister en une somme fixe ou être basés sur la valeur locative annuelle des lieux occupés aux fins des dits commerces.

c) Acquérir, construire ou entretenir des immeubles pour fins industrielles ou municipales et emprunter à cet effet une somme n'excédant pas cinq cent mille dollars.

Drummondville, ce 19 octobre 1957:

Les Procureurs de la requérante,
46150-43-4-o RINGUET ET SAINT-PIERRE.

Notice is hereby given that the city of Drummondville, in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act granting in the following powers:

a) To declare and enact as public nuisances the fact of placing, depositing, accumulating or piling up certain objects and substances on any lot or emplacement situated on a city street, as well as any excavation, hole or depression of land existing within the limits of the city and having been created by demolition, transportation, fire or the collapsing of a building; and to prescribe proper measures to prevent or make disappear such nuisances.

b) To impose and levy on all or certain businesses the rights or taxes which may consist of a fixed amount or which shall be based upon the annual renting value of the places occupied for the purposes of the said businesses.

c) To acquire, construct or maintain immovables for industrial or municipal purposes and to borrow for this purpose an amount not exceeding five hundred thousand dollars.

Drummondville, October 19, 1957.

RINGUET AND SAINT-PIERRE,
46150-43-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par le présent donné que la Corporation de la paroisse de Sainte-Flore et la Cité de Grand'Mère s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi prohibant l'aliénation, le louage ou le grèvement de l'île du Lac des Piles, actuellement possédée par la Corporation de la paroisse de Sainte-Flore dans les limites de la municipalité qu'elle régit; le tout afin de rendre plus faciles la surveillance et la police de ladite île ainsi que l'assainissement de l'eau qui l'entoure et qui alimente l'aqueduc de Grand'Mère.

Grand'Mère, le 19 octobre 1957.

Les Procureurs des requérantes,
46151-43-4-o DÉSILETS, CRÊTE
ET LÈVESQUE.

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of Sainte-Flore and the city of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act prohibiting the alienation, the lease and hire or the imposition of any charge whatsoever affecting the island of Lac des Piles actually owned by the Corporation of the Parish of Sainte-Flore, within the limits of the municipality submitted to its authority; such prohibitions intended to facilitate the supervision and police of the said island as well as the purifying of the waters which surround it and which feed the Grand'Mère waterworks.

Grand'Mère, October 19th, 1957.

DÉSILETS, CRÊTE
AND LÈVESQUE,
46151-43-4-o Attorneys for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Jonquière s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, afin d'amener sa charte de façon à lui octroyer certains pouvoirs additionnels nécessités par les progrès et l'extension de la cité.

Les Procureurs de la Requête,
46161-43-4-o T. McNICOLL et P. MIQUELON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is, by these presents, given that the city of Jonquière will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act, so as to amend its charter in order to be granted certain additional powers necessitated by progress and the extension of the city.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,
46161-43-4 Attorneys for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la corporation du canton Langlier, dans le comté municipal de Champlain, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine Session:

Pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant le règlement municipale numéro 41, de la corporation du canton Langlier dans le comté municipal de Champlain, concernant l'évaluation de certains biens imposables possédés par The Shawinigan Water & Power Company, dans les limites de la municipalité du canton Langlier.

La Croche, 21 octobre 1957.

La Corporation du Canton Langlier dans le comté municipal de Champlain.

Le Maire,

FRANÇOIS BEAUCHESNE.

Le Secrétaire-trésorier,

ÉMILE DUGAS.

46162-43-4-o

Notice is hereby given that the corporation of the township of Langelier in the municipal county of Champlain, will apply to the Legislature of Quebec at its next Session:

To obtain the passing of an Act ratifying by-law number 41 of the corporation of the township of Langelier in the municipal county of Champlain, concerning the valuation of certain taxable properties owned by The Shawinigan Water & Power Company, within the limits of the municipality of the township of Langelier.

La Croche, October the 21st, 1957.

The Corporation of the township of Langelier in the Municipal County of Champlain.

FRANÇOIS BEAUCHESNE,

Mayor.

ÉMILE DUGAS,

Secretary-Treasurer.

46162-43-4-o

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche, dans le comté Laviolette, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session:

Pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant une résolution en date du 20 octobre 1957, des commissaires d'écoles pour la municipalité de la rivière Croche, dans le comté Laviolette, concernant l'évaluation de certains biens imposables possédés par The Shawinigan Water & Power Co. dans les limites du territoire de la commission scolaire de rivière Croche, dans le comté Laviolette;

La Croche, 21 octobre 1957.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche, dans le comté Laviolette.

Le Président,

CAMILLE RICARD.

Le Secrétaire-trésorier,

ÉMILE DUGAS.

46163-43-4-o

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Rivière Croche, in the county of Laviolette, will apply to the Legislature of Quebec at its next Session:

To obtain the passing of an Act ratifying a resolution of October the 20th 1957, of the school commissioners for the municipality of Rivière Croche, in the county of Laviolette, concerning the valuation of certain taxable properties owned by the Shawinigan Water & Power Company, within the limits of the territory of The School Commission of Rivière Croche, in the county of Laviolette.

La Croche, October the 21st, 1957.

The school commissioners for the municipality of Rivière Croche, in the county of Laviolette.

CAMILLE RICARD,

President.

ÉMILE DUGAS,

Secretary-Treasurer.

46163-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant leur corporation: a) à établir et maintenir un fonds de pension au bénéfice de certains de leurs employés qui ne sont pas qualifiés à participer au fonds de pension prévu par la Loi de l'instruction publique; b) à assigner à tout instituteur et à toute institutrice, en une époque quelconque de l'année scolaire, une classe, une école et une fonction pédagogique différentes de celle mentionnée dans le contrat d'engagement, mais à la condition que de ce fait le traitement ne soit pas réduit; c) à cotiser et taxer tout immeuble situé dans la municipalité scolaire de Shawinigan Falls et appartenant à une corporation municipale, en autant que ledit immeuble est possédé pour en retirer un revenu et non possédé pour les fins pour lesquelles la corporation municipale a été établie; d) à accorder, par des résolutions qui seront irrévocables, des pensions viagères d'un montant défini dans chaque cas, payables à même les fonds généraux de la corporation, à J. O. S. Brunet et Philias Charest respectivement.

Shawinigan Falls, le 19 octobre 1957.

Les Procureurs des requérants,

DÉSILETS, CRÊTE

ET LÉVESQUE.

46164-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of Shawinigan Falls, in the county of Saint-Maurice, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing their corporation: a) to establish and maintain a pension fund for the benefit of certain of their employees who are not entitled to participate to the pension fund provided for by the Education Act; b) to assign to any teacher at any time during the school year a class, a school or a pedagogic function different from the one mentioned in his or her deed of engagement, provided that his or her salary be not reduced thereby; c) to assess and tax any immovable property situate in the school municipality of Shawinigan Falls and owned by a municipal corporation, insofar as said property is held for profit and not held for the purposes for which the municipal corporation has been established; d) to grant, by resolutions that shall be irrevocable, pensions for life of definite amounts, in each case, payable from the general funds of the corporation, to J. O. S. Brunet and Philias Charest respectively.

Shawinigan Falls, October 19th, 1957.

DÉSILETS, CRÊTE

AND LÉVESQUE,

Attorneys for the petitioners

46164-43-4-o

Avis public est par les présentes donné, que Dame Sarah Hamel Gélinas, de la cité de Longueuil et Henri Gélinas, médecin, de la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi relative à l'autorisation de vendre des lots de terra vacants sis rues Westborne Silverson et Elgin Road dans la municipalité de Côte St-Luc, connus et désignés comme étant les subdivisions six, sept, huit, cinquante-six, soixante-huit et soixante-neuf du lot originaire numéro quatre-vingt-treize (93-6-7-8-56-68-69) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Montréal, le 4 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
JACQUES FOURNIER, C.R.

10, est, rue St-Jacques, ch. 63, Montréal.
46159-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Beaconsfield s'adressera à la Législature de la province de Québec à la prochaine Session pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins suivantes: corriger un renvoi statutaire dans ladite charte; annexer à son territoire une partie du territoire de la ville de Pointe-Claire et le territoire de la municipalité de la paroisse de St-Joachim de la Pointe-Claire; augmenter jusqu'à \$10,000.00 les montants qu'elle peut octroyer annuellement pour aider aux institutions de charité et à d'autres semblables; augmenter les pouvoirs de son gérant de ville; changer l'époque des élections municipales; permettre que la liste des électeurs soit rédigée suivant les numéros de rue ou de cadastre; prolonger les heures de votation; augmenter jusqu'à \$4,000.00 le montant qu'elle peut dépenser annuellement pour faire connaître les avantages de la ville; augmenter ses pouvoirs relatifs aux fossés d'épandage, au bain, à la natation, aux plages, à la location d'embarcations, à l'octroi des permis de bâtir et à la subdivision des terres; abroger des dispositions de sa charte qui sont actuellement incorporées dans la loi générale relatives aux contraventions aux règlements de circulation, aux nuisances et à l'approbation des règlements d'emprunt; mettre à la disposition des estimateurs les conseils d'experts; permettre que le rôle d'évaluation puisse être composé de fiches ou de feuilles mobiles; permettre au conseil de déléguer à un bureau de révision l'audition des plaintes à l'encontre du rôle d'évaluation; augmenter à sept pour cent le taux maximum d'intérêt sur les taxes en souffrance; permettre que les constructions sur les terrains municipaux et servant à des fins récréatives ou d'éducation puissent être exemptées de la taxe générale municipale; permettre que les institutions religieuses et d'autres semblables soient imposées pour les améliorations locales dont ils auront demandé l'exécution; changer ses pouvoirs relatifs à l'évaluation des terres en culture ou affermées; autoriser l'imposition d'une taxe de vente; augmenter le montant qu'elle peut emprunter sur billets en attendant la perception des taxes; augmenter jusqu'à \$50,000.00 le montant du capital permis de son fonds de roulement; et porter à sept le nombre des échevins.

Beaconsfield le 21 octobre 1957.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,

HIBBARD & GRIGG.

46160-43-4-o

Public notice is hereby given that Mrs. Sarah Hamel Gelinias, of the city of Longueuil and Henri Gelinias, doctor, of the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session, for the passing of an Act concerning the authorization to sell vacant emplacements situate on Westborne street, Silverson street and Elgin Road, municipality of Côte St-Luc and composed of the lots of land known and designated under numbers six, seven, eight, fifty-six, sixty-eight and sixty-nine of the subdivision of lot ninety-three (93-6, 7, 8, 56, 68 and 69) upon the Official plan and in the book of referencies of the parish of Montreal.

Montreal, October 4th, 1957.

JACQUES FOURNIER, Q.C.,
Attorney for the petitioners.

10, St. James Str. East, room 63, Montreal.
46159-43-4-o

Public notice is hereby given that the town of Beaconsfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for an act to amend its charter for the following purposes: to correct a statutory reference in the said charter; to annex to its territory a portion of the territory of the town of Pointe-Claire and the territory of the municipality of the parish of St. Joacim de la Pointe-Claire; to increase to \$10,000.00 the amount it may grant annually to assist charitable and similar institutions; to increase the powers of its town manager; to change the time for holding municipal elections; to permit the electoral list to be prepared according to street or cadastral numbers; to prolong the hours for polling; to increase to \$4,000.00 the amount it may spend annually to advertise the town; to increase its powers respecting drainage ditches, bathing and swimming and the use of beaches, the renting of boats, the granting of building permits and the subdivision of land; to repeal charter provisions now incorporated in the general law respecting traffic offences, nuisances and the approval of loan by-laws; to make expert advice available to the assessors; to permit the valuation roll to be composed of index-cards or loose leaves; to permit the council to delegate the hearing of complaints against the valuation roll to a board of revision; to increase the maximum interest rate chargeable on overdue taxes to seven per cent; to permit recreational or educational buildings on municipal land to be exempted from the general municipal tax; to permit religious and similar institutions to be taxed for local improvements which they have requested; to change its powers respecting the valuation of cultivated or farm lands; to authorize the imposition of a sales tax; to increase the amount it may borrow on notes pending the collection of taxes; and to increase to \$50,000.00 the authorized capital of its working fund; and to increase the number of the aldermen to seven.

Beaconsfield October 21, 1957.

HIBBARD & GRIGG,

Attorneys for Petitioner.

46160-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Pont-Viau, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, aux fins d'obtenir des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes: ériger son territoire en cité, sous le nom de "Cité de Pont-Viau"; réglementer la division des quartiers; amender le règlement de zonage; ordonner la fermeture ou réglementer les dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; réglementer la subdivision des lots; réglementer l'exécution de travaux permanents sur requête des propriétaires; réglementer les marchands ambulants; confectionner le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles; autoriser la mutation des locataires au rôle d'évaluation; autoriser la signification des procédures de la Cour Municipale par lettre recommandée; autoriser la vente d'effets non réclamés; annexer à son territoire une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de St-Martin et comprenant les parties de lots numéros 328 et 308; les lots numéros 329, 307, 307A, 306, 305, 304 et 301 du cadastre de la paroisse de St-Martin et une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de St-Vincent-de-Paul comprenant les lots numéros 56, 57, 58, 59, 60 et 60A du cadastre de la paroisse St-Vincent-de-Paul et pour autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Le Procureur de la Ville,
46165-43-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Public notice is hereby given that the town of Pont-Viau, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter, in order to obtain special powers in the following matters: to erect its territory into a City, under the name of "City of Pont-Viau"; to regulate the division of wards; to amend the zoning by-law; to close or to regulate automobile and other junk yards; to regulate the subdivision of lots; to regulate the execution of permanent works upon petition made by the proprietors; to regulate the itinerant merchants; to prepare the valuation roll on a card-index or loose leaf folder system; to authorize the change of tenant on the valuation roll; to authorize the service of the Municipal Court proceedings by registered letter; to authorize the sale of unclaimed goods; to annex to its territory part of the territory of the Municipal Corporation of the parish of St. Martin including parts of lots nos 328 and 308; and lots nos 329, 307, 307A, 306, 305, 304 and 301 of the cadastral plan of parish of St. Martin and part of the territory of the Municipal Corporation of the parish of St. Vincent de Paul including lots nos 56, 57, 58, 59, 60 and 60A of the cadastral plan of parish of St. Vincent de Paul and for other purposes.

Montreal, October 21st, 1957.

Me ANDRÉ DUCHARME,
46165-43-4-o Attorney for the Town.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "La Manufacture de Laine de St-Camille de Bellechasse Ltée" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi fixant l'évaluation de ses immeubles, situés dans ladite municipalité, et servant pour exploitation industrielle, à la somme de \$500.00, tant pour fins scolaires que pour fins municipales, à compter du 1er janvier 1958, pour une période de vingt ans.

Québec, 22 octobre 1957.

Le Procureur,
46168-43-4-o Me ANDRÉ TROTIER.

Notice is hereby given that the company "La Manufacture de Laine de Saint-Camille de Bellechasse Ltée" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act to fix valuation of its property, built in the said Municipality and used for industrial exploitation, at the sum of \$500.00 for school and Municipal purposes, for a period of twenty years, as from January 1st, 1958.

Quebec, October 22nd 1957.

Me ANDRÉ TROTIER,
46168-43-4-o Attorney.

Avis public est par les présentes donné que l'"Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke", constituée en corporation en vertu de la Loi 4, George V, chapitre 153, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour modifier son acte d'incorporation et obtenir de plus amples pouvoirs, notamment: l'augmentation de la valeur des biens que la corporation a le droit de posséder.

Sherbrooke, ce 15 octobre 1957.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
46169-43-4-o LEBLANC, DELORME, BARNARD
& LEBLANC.

Notice is hereby given that "Hôpital Général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke", a corporation incorporated by virtue of the law 4, George V, chapter 153, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, to amend its act of incorporation and obtain greater powers, specially an increase of the value of immovable property that the corporation may hold.

Sherbrooke, this 15th of October 1957.

LEBLANC, DELORME, BARNARD
& LEBLANC,
46169-43-4-o Attorneys for Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la Municipalité de la paroisse de Laprairie comté de Laprairie, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Maisonneuve", et aux fins de fixer la date et les modalités des élections, étendre le mandat de maire et de conseillers à trois ans et pour d'autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,
46170-43-4-o BERNARD LEFEBVRE C.R.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Laprairie, county of Laprairie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town of Maisonneuve", and to determine the date and the formalities of elections, to extend the mandate of the mayor and the councillors to three years, and for other purposes.

Montreal, October 21, 1957.

BERNARD LEFEBVRE C.R.,
46170-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation Municipale de la paroisse de Sainte-Rose Est, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes: amender le règlement de construction; régler les rues publiques, les fossés et les cours d'eau, la subdivision des lots, l'obtention des permis de construction, la confection de plans ou cartes du territoire de la Municipalité et pour autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Le Procureur de la Municipalité,
46167-43-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Sainte-Rose Est, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act, in order to obtain special powers in the following matters: to amend its construction by-law; to regulate public streets, ditches and water courses; to regulate the subdivision of lots; to regulate the building permits; to regulate the making of plans or maps of the territory of the Municipality, and for other purposes.

Montreal, October 21st, 1957.

Me ANDRÉ DUCHARME,
46167-43-4-o Attorney for the Municipality.

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de la paroisse de Saint-François-de-Sales, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de "Ville Saint-François-de-Sales" et aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; désigner les quartiers; constituer un fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement de rue sur tout terrain à subdiviser; régler la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; réglementer les marchands ambulants; réglementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; réglementer l'exécution de travaux permanents sur requête des propriétaires; ordonner la fermeture ou réglementer les dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs; réglementer la construction des conduites privées d'eau; entrées d'eau et d'égout; modifier le règlement de construction et de zonage; et pour autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Le Procureur de la Municipalité,
46166-43-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Saint-François-de-Sales, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town Saint-François-de-Sales" and to determine the date and the formalities of elections; to extend the mandate of the mayor and the councillors; to fix an indemnity for the mayor and the aldermen; to give a description of the wards; to constitute a working fund; to regulate the building permits; to limit the assessment and the taxation of the farm lands; to fix the location of street on all land to be subdivided; to regulate the subdivision of lots; to impose a special tax for waterworks; to regulate the itinerant merchants; to regulate the ditches and water courses; to impose a special tax for the removal of the snow and the maintenance of the streets and the sidewalks; to regulate the execution of permanent works upon petition made by the proprietors; to close or to regulate automobile and other junk yards; to grant moneys for charitable purposes and for recreation centers; to regulate the construction of private conduits; water intakes and sewers; to amend the construction and zoning by-law and for other purposes.

Montreal, October 21st, 1957.

Me ANDRÉ DUCHARME,
46166-43-4-o Attorney for the Municipality.

Avis public est par les présentes donné que "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval" demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente, dite taxe d'éducation, ne dépassant pas un pour cent.

Québec, le 22 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46183-43-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Public notice is hereby given that "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act authorizing them to impose a sale's tax not exceeding one per cent.

Quebec, October 22nd 1957.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
46183-43-4-o Attorney for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Bourlamaque, dans le comté d'Abitibi-Est, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Autorisant l'annexion au territoire de la ville de Bourlamaque d'une partie du canton de Bourlamaque;

2° Autorisant le conseil de ville à payer annuellement des frais de représentation au maire et à chacun des échevins.

Bourlamaque, le 17 octobre 1957.

Le Procureur de la Ville de Bourlamaque,
46184-43-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

Public notice is hereby given that the town of Bourlamaque, in the county of Abitibi-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes:

1. To authorize the town to annex to its present territory part of the township of Bourlamaque;

2. To authorize the Council to pay annually costs of entertainment to the mayor and each of the aldermen.

Bourlamaque, October 17th, 1957.

LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
46184-43-4-o Attorney for the Town of Bourlamaque.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Val d'Or, et certaines autres corporations municipales du comté d'Abitibi-Est, c'est-à-dire la Ville de Malartic, la ville de Bourlamaque, la ville de Cadillac, la ville de Senneterre et la municipalité de la paroisse de Senneterre, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir le droit d'imposer, par résolution de leur conseil, et de prélever, dans les villes de Val d'Or, Malartic, Bourlamaque, Cadillac, Senneterre et la paroisse de Senneterre, une taxe spéciale de 2%, dite taxe de vente, de même nature que la taxe actuellement en vigueur et que prévoit l'article 4 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, et qui sera établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets, et qui sera assujettie aux mêmes exemptions que ladite taxe de vente provinciale.

Val d'Or, le 17 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46185-43-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

Public notice is hereby given that the town of Val d'Or, and certain other municipal corporations of the county of Abitibi-East, namely the town of Malartic, the town of Bourlamaque, the town of Cadillac, the town of Senneterre and the municipality of the parish of Senneterre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of imposing, by resolution of its respective councils, and to levy in the towns of Val d'Or, Malartic, Bourlamaque, Cadillac, Senneterre and the parish of Senneterre a special tax of two per cent, called sales tax, of the same kind as the tax now in force and provided for by Section 4 of Chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, and which shall be established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions as the said provincial sales tax.

Val d'Or, October 17th, 1957.

LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
46185-43-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Archie Shiroyan, restaurateur, Albert Kojoian, restaurateur, et Zareh Charkougian, épiciier, tous trois de la Cité et du District de Montréal, et autres, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation, eux et les autres personnes professant la même foi, et qui peuvent appartenir à la même communion religieuse, sous le nom de "The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal" avec tous les pouvoirs corporatifs des corporations ecclésiastiques, tels que la tenue des registres de l'état civil, la nomination et la destitution des prêtres officiants, avec tous les pouvoirs civils dont sont revêtus les Ministres des corporations religieuses, le droit d'acquérir et de détenir des propriétés immobilières pour églises ou pour résidences des prêtres officiants, ou pour cimetières ou pour toute autre fin de la corporation, et la faculté de vendre, louer, échanger, hypothéquer, transférer lesdites propriétés ou d'en disposer autrement, et en général, de faire et accomplir tous autres actes ordinairement accomplis par les corporations ecclésiastiques ou religieuses, et pour d'autres fins.

Montréal, le 21 octobre 1957.

Les Procureurs des requérants,
DUSSAULT, VADBONCOEUR,
46186-43-4-o MARTEL & PRÉVOST.

Public notice is hereby given that Archie Shiroyan, restaurant owner, Albert Kojoian, restaurant owner and Zareh Charkougian, grocer, all three of the City and District of Montreal, and others, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them and the other members who profess the same faith and who belong to the same religious community, under the name "The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal", with all the corporate powers of ecclesiastical corporations, such as the keeping of records of civil status, the appointment and removal of officiating priests, with all the civil powers pertaining to ministers of religious corporations, the right to acquire ad hold immoveable property for churches or for residences for officiating priests or for cemeteries of for any other purposes of the corporation, and to sell, lease, exchange, hypothecate, transfer or otherwise dispose of the said immoveable property and generally, to do and perform such other acts usually performed by ecclesiastical or religious corporations, and for the other purposes.

Montreal, October 21st, 1957.

DUSSAULT, VADBONCOEUR,
MARTEL & PRÉVOST,
46186-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Maximilien Jeanson, cultivateur, de la paroisse de l'Assomption, comté de l'Assomption, s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant le testament de Téléphore Jeanson-Lapalme, aux fins que ledit Maximilien Jeanson soit déclaré propriétaire absolu du lot numéro 72 du cadastre du village de l'Assomption.

Joliette, le vingt-deuxième jour d'octobre 1957.

Le Procureur du Pétitionnaire,
46214-43-4-o MAURICE MAJEAU.

Public notice is hereby given that Maximilien Jeanson, farmer, of the parish of l'Assomption, county of l'Assomption, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the passing of an act modifying the will of Téléphore Jeanson-Lapalme as to the said Maximilien Jeanson be declared the absolute owner of lot number 72 of the cadaster of the village of l'Assomption.

Joliette, October 22th, 1957.

MAURICE MAJEAU,
46214-43-4-o The Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la cité de Jacques-Cartier s'adressera à la Législature de la province à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale amendement sa

Notice is hereby given that the city of Jacques-Cartier will apply to the Legislature of the Province at its next session to request the adoption of a special act amending its charter for the

charte aux fins suivantes: élections par rotation sur une période de trois années; augmentation de l'indemnité des membres du conseil; révision et amendement périodique du zonage, sauf quant aux zones agricoles où il pourra être changé en tout temps; pouvoir d'obliger certains établissements à réserver du terrain pour fins de stationnement; mode de répartition des taxes spéciales de pavages et trottoirs; interdiction du dépôt des subdivisions de lots sans approbation du conseil; interdiction de construire sur des lots qui n'ont pas de numéros de cadastre; modification du taux des intérêts sur les taxes; augmentation du fonds de roulement autorisé; appropriation des rues et ruelles cadastrées; augmentation du montant annuel autorisé pour les travaux exécutés sur requête; pouvoir de faire vendre les biens non réclamés en possession de la police; réglementation des taxis; pouvoir de décréter l'imposition d'une taxe de vente; pour ce dernier objet, la cité de Longueuil, les commissaires d'écoles pour la cité de Jacques-Cartier, et les commissaires d'écoles pour la paroisse de St-Bruno s'unissent à la cité de Jacques-Cartier dans sa demande.

Montréal, le 22 octobre 1957.

Le Procureur des requérants,

ÉMILIE BRAIS.

46188-43-4-o

following purposes: elections by rotation for a period of three years; increase of the indemnity of the members of the Council; revision and periodical amendment of zoning, save farm zones where zoning may be changed at any time; right to oblige certain establishments to reserve land for parking purposes; mode of distribution of special taxes for paving and sidewalks; interdiction of the deposit of subdivisions of lots without the approbation of the council; interdiction to build on lots which have no cadastral numbers; modification of the rate of interest on taxes; increase of the authorized rolling fund; appropriation of streets and lanes in the cadaster; increase of the authorized annual amount for work executed by petition; right to have sold unclaimed properties in the hands of the police; regulation of taxis; power to enact the imposition of a sales tax; for this latter purpose the city of Longueuil, the school commissioners for the city of Jacques-Cartier and the school commissioners for the parish of St. Bruno will unite at the city of Jacques-Cartier in its request.

Montreal, October 22, 1957.

ÉMILIE BRAIS,

Attorney for the Petitioners.

46188-43-4

Avis est par les présentes donné que la cité de St-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 24 Georges V, chapitre 94, concernant les matières suivantes: pour valider et confirmer une résolution du conseil relative à la Griffin Steel Foundries Limited concernant la fixation des taxes municipales, pour une période de cinq ans; pour valider et confirmer une résolution des commissions d'écoles du village de St-Joseph relative à la même compagnie concernant la fixation de taxes scolaires pour cinq ans; pour permettre au conseil d'adopter sans référendum, un règlement accordant aux échevins, à titre de frais de représentation, une somme n'excédant pas six cents dollars par année; pour qu'une pension de deux mille dollars par année soit accordée à toute personne qui, à compter de l'année 1930, aura occupée ou occupera la charge de maire ou d'échevin pendant une période d'au moins vingt-cinq ans; pour régler les salles de danse publiques, les salles de pool, de billards et de quilles et tout autre lieu public d'amusement dans la municipalité; pour réglementer ou prohiber les restaurants ambulants, les roulottes servant de restaurants dans lesquels on fait la préparation, la cuisson ou la vente de patates frites ou autres produits alimentaires; pour permettre à la ville de réduire, par règlement, l'évaluation de toute habitation unifamiliale; pour permettre à la ville de réduire, par règlement, d'un montant non inférieur à cinquante pour cent de leur valeur réelle, l'évaluation des machineries et accessoires qui sont immeubles par destination; pour porter à sept pour cent par an l'intérêt sur les taxes municipales; pour amender son règlement d'emprunt de façon à ce que la demande de votation soit faite par soixante électeurs; pour autoriser la cité à emprunter, par règlement, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du Ministre des affaires municipales une somme n'excédant pas cent mille dollars pour coût de confection d'un rôle d'évaluation scientifique, et pour autres fins.

Saint-Hyacinthe, ce 22 octobre 1957.

Le Procureur de la cité de Saint-Hyacinthe,

GAÉTAN SYLVESTRE.

46190-43-4-o

Notice is hereby given that the city of St. Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, Act 24 George V, chapter 94, concerning the following: to validate and confirm a resolution of the Council respecting the Griffin Steel Foundries Limited regarding the assessment of municipal taxes for a period of five years; validate and confirm a resolution of the School Commissioners of the village of St. Joseph respecting the same company, regarding the assessment of school taxes for a period of five years; allow the Council to adopt, without a referendum, a by-law granting the aldermen a sum not exceeding six hundred dollars a year as an entertainment allowance; that a pension in the amount of two thousand dollars per year be granted to any person who, from and after the year 1930, may have held or shall hold the post of mayor or alderman during a period of at least twenty-five years; bring under regulations, the public dance-halls, pool and billiard-rooms, bowling-alleys and any other public place of amusement in the municipality; bring under regulations or prohibit mobile restaurants, trailers used as restaurants in which fried potatoes or other foodstuffs are prepared, cooked or sold; allow the town to decrease, by a by-law, the valuation of any one-family dwellings; decrease the valuation, by a by-law, in an amount of not less than fifty per cent of the real value, of machinery and accessories that are immovables by destination; increase to seven per cent per year, the interest on municipal taxes; amend its loan by-law in a manner that a voting request be made by sixty electors; authorize the city to borrow, by means of a by-law, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, a sum not exceeding one hundred thousand dollars to meet the cost of preparation of a scientific valuation roll, and for other purposes.

St. Hyacinthe, this October 22, 1957.

GAÉTAN SYLVESTRE,

Attorney for the city of St. Hyacinthe.

46190-43-4

CITÉ DE VERDUN

Avis — Amendements à la charte

Avis est par les présentes donné par la cité de Verdun, qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1° Pour déterminer les dimensions des lots à bâtir;
- 2° Pour contribution à l'établissement de centres d'art, science et récréation;
- 3° Pour pensions aux échevins du conseil;
- 4° Pour ratification de l'entente entre la cité de Verdun et Quebec Home & Mortgage Corporation Ltd.;
- 5° Pour la construction de certains travaux municipaux et d'une digue dans l'île St-Paul, et pouvoir d'emprunt à ces fins;
- 6° Indemnité aux échevins;
- 7° Règlements d'emprunt pour expropriation d'immeubles.

Donné à Verdun, P. Q., ce 24ème jour du mois d'octobre 1957.

46215-43-4-o

L'Aviséur légal,
FRS. FAUTEUX.

CITY OF VERDUN

Notice — Charter amendments

Notice is hereby given by the city of Verdun that at the next session of the Provincial Legislature it will apply for amendments to its charter on the following subjects:

1. To fix the dimensions of buildings lots;
2. To contribute to the establishment of art, science and recreation centres;
3. To pension aldermen of the council;
4. To ratify the agreement between the city of Verdun and the Quebec Home and Mortgage Corporation Ltd.;
5. To construct certain municipal works and a dyke on St. Paul Island and to borrow funds for these purposes;
6. To increase the annual indemnity to the aldermen;
7. Loan by-laws for expropriation of property.

Given at Verdun, P. Q., this 24th October 1957.

46215-43-4-o

FRS. FAUTEUX,
City Solicitor.

Avis est par les présentes donné que Zofia Ortowska-Orny, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'Art Dentaire après examen.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
(Signé) COURTEMANCHE
& PERDRIAU.

46213-43-4-o

Notice is hereby given that Zofia Ortowska-Orny, of the city of Montreal, will apply to the legislature, at its next session, praying for the adoption of an act authorizing the college of dental surgeons of the Province of Quebec to admit her to the practice of dental surgery after examination.

(Signed) COURTEMANCHE
& PERDRIAU,
Attorneys for the petitioner.

46213-43-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine ou présente session pour l'adoption d'une loi pour les fins suivantes: Pour amender la charte de la ville en ce qui concerne le cens d'éligibilité du maire et des échevins, de l'époque de la confection de la liste des électeurs, de la nomination du secrétaire d'élection, de la publication de l'avis de l'élection des candidats, et la durée des heures du scrutin et pour accorder à la ville le pouvoir de réglementer les antennes de télévision et de radio, d'enlever aux frais de leurs propriétaires les véhicules stationnés illégalement, de payer des pensions à ses employés prenant leur retraite après des années de service prolongé, de signifier des assignations de la Cour municipale par poste recommandée, de vendre à l'enchère la propriété mobilière non réclamée en la possession de la ville, de photographier ou microphotographier les documents et dossiers de la ville et pour échanger avec la cité de Montréal certains territoires dans les environs de Brinton Road, et pour annuler et étendre des conditions restrictives contenues dans des actes de vente de The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, affectant des subdivisions des lots originaux 625, 630, 631 et 632 de la paroisse de St-Laurent concernant le genre de construction à y être érigée et leurs usages, et pour autres fins.

Montréal, le 23 octobre 1957.

Les Procureurs de la ville Mont-Royal,
HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,
SMITH & DAVIS.

46216-43-4-o

Notice is hereby given that the town of Mont Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next or current session thereof for the passing of an act for the following purposes: to amend the charter of the town as regards the property qualification of the Mayor and Aldermen, the time of preparation of the electoral list, of the appointment of the Election clerk, of the publication of the Notice of Election and of the nomination of candidates, and the duration of polling hours and to grant to the town the power to regulate television and radio aeriels, to remove at the expense of the owners vehicles parked illegally, to pay pensions to employees retiring after long service, to serve municipal court summonses by registered mail, to sell at auction unclaimed moveable property in the possession of the town, to photograph or microphotograph records of the town and to exchange with the city of Montreal certain territory in the vicinity of Brinton Road, and for the cancellation and extinction of certain restrictive provisions contained in deeds of sale from The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, affecting certain subdivisions of original lots 625, 630, 631 and 632 of the parish of St. Laurent relative to the types of buildings and uses thereof to be erected thereon, and for other purposes.

Montreal, October 23rd, 1957.

HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,
SMITH & DAVIS,
Attorneys for town of Mont Royal.

46216-43-4-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Avis est, par la présente, donné que messieurs Alfred Cherrier, Louis Desrosiers, Lionel Forté et le Trust General du Canada, tous exécuteurs testamentaires de la succession de feu Dame Hortulane Perron, s'adresseront à la prochaine Session de l'Assemblée Législative de Québec, aux fins d'obtenir une loi les autorisant à vendre certains immeubles composant la dite succession et d'en faire sans délai le partage à même le prix de vente, pour acquitter les legs particuliers décrits au dit testament.

Saint-Jérôme, le 21 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46189-43-4-o LUCIEN THINEL.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Notice is hereby given that Messrs. Alfred Cherrier, Louis Desrosiers, Lionel Forté and the General Trust of Canada, all testamentary executors for the estate of the late Dame Hortulane Perron, will apply to the next session of the Legislative Assembly of Quebec, for the purposes of obtaining an act authorizing them to sell certain immovables composing the said estate and to divide same without delay, proceeds of the selling price, to acquit the private legacies described in the said testament.

Saint-Jérôme, October 21, 1957.

LUCIEN THINEL,
46189-43-4 Attorney for the petitioners.

Avis est par les présentes donné que l'Association des diplômés en technologie médicale de la province de Québec s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi à l'effet d'obtenir que les technologues médicaux soient constitués en corporation sous le nom de "L'Association des technologues médicaux de Québec", et que pleins pouvoirs lui soient donnés à cette fin.

Québec, le 17 octobre 1957.

Le Procureur,
46217-43-4-o NOËL DORION, C.R.

Notice is hereby given that the Association of graduates in medical technology of the Province of Quebec will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the purpose of obtaining an act to the effect of obtaining that the medical technologists be incorporated under the name of "L'Association des technologues médicaux de Québec", and that full powers be granted them for this purpose.

Québec, October 17, 1957.

NOËL DORION, Q.C.,
46217-43-4 Attorney.

Avis est par les présentes donné qu'un certain nombre de contributeurs au fonds de réserve de la "Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle" s'adresseront à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour qu'il soit donné effet sans délai aux dispositions de la loi 2-3 Elizabeth II, 1953-1954, chapitre 150, et pour qu'à cette fin le Trust General du Canada, soit autorisé à agir comme fiduciaire.

Québec, le 8 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46218-43-2-o NOËL DORION, C.R.

Notice is hereby given that a certain number of contributors to the reserve fund of the "Zenith Mutual Insurance Company" will apply to the provincial legislature at its next session to obtain the adoption of an act to be effective without delay for the provisions of Act 2-3 Elizabeth II, 1953-1954, chapter 150, and so that, for this purpose, the General Trust of Canada be authorized to act as fiduciary.

Québec, October 8, 1957.

NOËL DORION, Q.C.,
46218-43-2 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la corporation "L'Institut Canadien de Québec" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, et demandera l'adoption d'un bill modifiant sa loi 11 Victoria, chapitre XVII et lui octroyant certains pouvoirs additionnels relatifs à la réglementation de sa régie interne, à l'augmentation des immeubles qu'elle peut posséder et pour autres fins.

Québec, le 24 octobre 1957.

Les Procureurs de la requérante,
46225-43-4-o BEAUPRÉ, CHOQUETTE & ROY.

Notice is hereby given that the Corporation "L'Institut Canadien de Québec" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, and will request the adoption of a bill modifying its corporation Act 11 Victoria, chapter XVII and granting it certain additional powers respecting its internal administration, the increasing of the number of immovables that it may hold and for other purposes:

Québec, October 24, 1957.

BEAUPRÉ, CHOQUETTE & ROY,
46225-43-4 Attorneys for petitioner.

Avis est par les présentes donné que "Joseph Antonio Lincourt", cultivateur, de la paroisse de St-Barthélemy, district de Joliette, s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir une autorisation aux fins de vendre l'immeuble portant nos. 397 et 398, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Barthélemy et grevé de substitution par contrat de mariage du requérant, en date du 26 janvier 1920 et reçu par Me J. Arthur Barette, notaire.

Louiseville, le 25 octobre 1957.

Le Procureur du pétitionnaire,
46234-44-4-o RÉMI PAUL.

Notice is hereby given that "Joseph Antonio Lincourt", farmer, of the parish of St. Barthélemy, district of Joliette, shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain the authorization to sell the immovable bearing Nos. 397 and 398, of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Barthélemy and burdened with a substitution by the petitioner's marriage contract, dated January 26, 1920 and received by Me J. Arthur Barette, notary.

Louiseville, October 25, 1957.

RÉMI PAUL,
46234-44-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la "Corporation municipale du Conseil de comté Jacques-Cartier", s'adressera à la Législature provinciale, à sa présente session, pour adopter une loi pour les fins suivantes:

- 1° Changer le Chef-lieu du comté;
- 2° Toutes les sessions générales et spéciales tenues par ledit Conseil du Comté de Jacques-Cartier depuis le 1er décembre 1955, sont par les présentes ratifiées et validées comme ayant été tenues régulièrement et légalement.

Montréal, le 23 octobre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ.
46233-44-4-o

Notice is hereby given that the "Municipal Corporation of the Council of the county of Jacques-Cartier", will apply to the Provincial Legislature at its present session, to adopt an Act for the following purposes:

1. Change the County Seat;
2. All the general and special meetings held by the said Council of the county of Jacques-Cartier since December 1st, 1955, are by these presents ratified and validated as having been regularly and legally held.

Montreal, October 23, 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
Attorneys for the petitioner.
46233-44-4

Avis est par les présentes donné que "James Alfred Lowry", marchand, du village de Sawyer-ville, dans le district de St-François, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour passer un acte pour l'adoption par ledit James Alfred Lowry, d'Ivan Rufus Williams, marchand, de la ville de Waterloo, dans la province de Québec, et de changer le nom dudit Ivan Rufus Williams à celui de Hazell Lowry.

Sherbrooke, Qué., le 22 octobre 1957.

Le Procureur pour le requérant,
B. N. HOLTHAM, C.R.
46235-44-4-o

Notice is hereby given that "James Alfred Lowry", merchant, of the village of Sawyer-ville, in the district of St. Francis, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, for the adoption by the said James Alfred Lowry, of Ivan Rufus Williams, merchant, of the town of Waterloo, in the Province of Quebec, and to change the name of the said Ivan Rufus Williams to the name of Hazell Lowry.

Sherbrooke, Que., October 22nd, 1957.

B. N. HOLTHAM, Q.C.,
Attorney for the petitioner.
46235-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village du Moulin, dans le comté de Chicoutimi", s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Pour que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village du Moulin, dans le comté de Chicoutimi, soient connus et désignés sous le nom de "La Commission scolaire de Rivière du Moulin";

b) Pour annexer au territoire régi par La commission scolaire de Rivière du Moulin les lots numéros 24-b, 25, 26, 27-a, et 27-b, du 3ième rang, nord-est, du Chemin Sydenham, les lots 13-a, 13-b, 13-c, 14-a, 14-b, 15, 16-a, 16-b et 17 du 4ième rang, nord-est, Chemin Sydenham, ainsi que les lots numéros 13-a, 13-b, 13-c, 13-d, 14-a, 14-b et 14-c du 5ième rang, nord-est, du Chemin Sydenham, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Chicoutimi, avec effet rétroactif à tous points de vue au 31 juillet 1956.

Chicoutimi, le 21 octobre 1957.

Le Procureur du pétitionnaire,
ROGER GOSSELIN.
46236-44-4-o

Notice is hereby given that "The school commissioners for the municipality of village du Moulin, county of Chicoutimi", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the adoption of an act for the following purposes:

a) To authorize The school commissioners of village du Moulin, county of Chicoutimi, to be designated as "The school board of Rivière du Moulin";

b) To annex to the territory under The school board of Rivière du Moulin lots numbers 24-b, 25, 26, 27-a and 27-b, Range III, northeast, Sydenham Road, lots 13-a, 13-b, 13-c, 14-a, 14-b, 15, 16-a, 16-b and 17 of Range IV, northeast Sydenham Road, and lots 13-a, 13-b, 13-c, 13-d, 14-a, 14-b and 14-c of Rrange V, northeast Sydenham Road, on the official plan and book of reference of the parish of Chicoutimi, with retroactive effect in every respect to the 1st July, 1956.

Chicoutimi, October 21st 1957.

ROGER GOSSELIN,
Attorney for the petitioner.
46236-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville de Victoriaville, s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Pour modifier les formalités concernant la confection de la liste des électeurs;

2° Pour abroger l'article 399 tel qu'amendé pour la ville;

3° Pour amender l'article 426, tel que modifié pour la ville;

4° Pour défendre l'usage de roulottes pour fins d'habitation et de commerce;

5° Pour autoriser la signification des procédures à la cour Municipale par courrier recommandé. Victoriaville, le 24 octobre 1957.

Les Procureurs de la Ville de Victoriaville,
LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ & GAGNON.
46238-44-4-o

Notice is hereby given that the town of Victoriaville will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law to have its charter amended for the following purposes:

1. To modify the formalities of preparation of the electoral list;

2. To abrogate article 399 as amended for the town;

3. To amend article 426, as modified for the town;

4. To decree, that leaving of trailer for dwelling or commercial purposes constitutes a nuisance;

5. To authorize service of proceedings of municipal court by registered letter.

Victoriaville, October 24 1957.
LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ & GAGNON,
Attorneys for the town of Victoriaville.
46238-44-4-o

Avis est par les présentes donné que "Marcel Van de Putte", de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom sous celui de "Marcel Marion" et de ratifier tous actes, contrats qu'il a fait sous le nom de "Marcel Marion", et que ce changement de nom profite à lui-même et à son épouse.

Montréal, ce 25 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
46237-44-4-o **BLAIN & LONG.**

CITÉ DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Hull et la Commission des écoles catholiques de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendement la charte de la cité de Hull pour les fins suivantes: pour amender la délimitation générale de la cité, afin d'y inclure les territoires annexés; pour amender la délimitation des quartiers de la cité et ajouter le quartier Dollard; pour augmenter le nombre des quartiers; pour que le rôle d'évaluation en dernier lieu homologué, serve de base pour la qualification des candidats aux élections; pour modifier les causes d'incapacité aux charges municipales; pour modifier la liste des documents requis pour la mise en nomination des candidats; pour abroger certaines dispositions relatives au relevé du scrutin; pour augmenter le nombre des électeurs par arrondissements; pour établir les conditions donnant droit de vote aux compagnies; pour augmenter le quorum des assemblées du Conseil; pour déterminer les délais relativement au vote sur règlements d'emprunt; pour établir les heures durant lesquelles les documents du Conseil peuvent être examinés; pour établir un minimum d'amende relativement aux infractions à la circulation et pour que la Commission des écoles catholiques de Hull puissent établir un fonds de retraite pour ses officiers et employés; établir un fonds de pension aux officiers et employés non éligibles aux fonds de retraites, souscrire un contrat d'assurance-groupe; faire la nutation des instituteurs; modifier la procédure d'engagement des instituteurs et pour d'autres fins.

Hull, ce 23ième jour d'octobre 1957.

Le Maire,
THOMAS MONCION.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Le Procureur de la cité de Hull,
ROY FOURNIER. 46239-44-4-o

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'étendre l'application de la taxe de vente édictée par la Loi 14 George VI, chapitre 136 à tout bien mobilier, marchandise ou article de commerce acquis en dehors du territoire des municipalités scolaires couvertes par ladite loi, pour consommation ou usage dans les limites territoriales desdites municipalités; et aussi pour porter de 3 à 5 ans le délai de prescription relatif à la taxe recouvrable en vertu de ladite loi.

Québec, le 28 octobre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46254-44-4-o **ROGER GOSSELIN.**

Public notice is hereby given that "Marcel Van de Putte", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a law to change his name to "Marcel Marion" and to ratify all the acts, contracts he has passed under the name of "Marcel Marion", the said change of name to profit to himself, his wife.

Montreal, this 25th day of October, 1957.

BLAIN & LONG,
46237-44-4-o Attorneys for the petitioner.

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the city of Hull and the Catholic School Commission of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain the adoption of a special Act, amending the charter of the city of Hull, for the following purposes: to amend the general delimitation of the city, in order to include therein the annexed territories; to amend the delimitation of the wards of the city and to add the Dollard ward; to increase the number of wards; in order that the valuation roll, recently homologated, serve as a basis for the qualification of the election candidates; to modify the causes of disability for municipal office; to modify the list of documents required for nomination of candidates; to abrogate certain provisions relative to the listing of the ballot; to increase the number of electors by wards; to establish conditions giving the right of vote to companies; to increase the quorum of Council meetings; to determine delays relative to voting on loan by-laws; to establish hours during which documents of the Council may be examined; to establish a minimum fine relative to traffic offences and so that the Catholic School Commissions of Hull may establish a retirement fund for its officers and employees; to establish a pension fund for officers and non-eligible employees from the retirement fund, to pass a group-insurance contract; to transfer teachers; to modify the procedure of engaging teachers and for other purposes:

Hull, this 23rd day of October, 1957.

THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
Town clerk.

Countersigned:

ROY FOURNIER,
Attorney for the city of Hull. 46239-44-4-o

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to extend the application of the sales tax payable under 14 George VI, chapter 136 to any moveable effects, merchandise on article of trade acquired without the territory of the school municipalities covered by the said act, for consumption or use within the territorial limits of the said municipalities; and also to extend from three to five years the delay for the prescription of any tax recoverable under the said act.

Quebec, October 28th 1957.

ROGER GOSSELIN,
46254-44-4-o Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la municipalité de St-Joseph de Coleraine dans le district de Mégantic, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs spéciaux suivants:

1° Pour obliger quiconque à demander au préalable les services publics de la municipalité de St-Joseph de Coleraine avant de requérir les services d'une autre municipalité, sans quoi la municipalité de St-Joseph de Coleraine ne sera pas tenue de payer le coût desdits services.

2° Pour obliger toute municipalité désirant de fournir les services d'aqueduc et d'égout à toute personne, société ou corporation de la municipalité de St-Joseph de Coleraine, à soumettre au préalable des plans pour approbation par ladite municipalité de St-Joseph de Coleraine.

3° Pour que les articles 415 à 421 inclusivement du code municipal s'appliquent à la municipalité.

4° Pour empêcher, toute personne, société ou corporation résidant en dehors de la municipalité et n'y ayant pas de commerce de détail, de faire des affaires sans avoir été autorisé par un permis ne devant pas excéder \$100.00.

5° Pour que dans le cas d'un règlement de zonage et de construction, la municipalité soit autorisée à refuser un permis de construction dans les rues ou chemins ou parties de rues ou de chemins, où ne passe le service d'aqueduc et d'égout, et cela dans les zones suivantes:

1° La superficie totale du rang VII de la municipalité de St-Joseph de Coleraine.

2° La superficie des lots N° 1, 2, 3, 4, 5 et leurs subdivisions du rang VIII de Coleraine, canton Coleraine.

3° Les lots 1, 2, 3, 4A, 4B, et 5 du rang VI de Coleraine, au cadastre officiel du canton de Coleraine.

4° Le block BI et ses subdivisions du canton de Coleraine, et leurs subdivisions.

5° Les lots 76 du rang II et 200 du rang III canton d'Irlande, partie annexée à la municipalité de Coleraine, ces lots comprenant le village de Vimy Ridge Mine et ses environs.

6° Pour accorder à la municipalité certains pouvoirs spéciaux quant aux lieux d'aisance construits sur les bords du lac East Lake ou s'approvisionne d'eau, l'aqueduc de la municipalité.

7° Pour obtenir le droit de réglementer la vitesse des véhicules automobiles dans la municipalité.

8° Pour construire des immeubles pour fins industrielles ou municipales et affecter à cette fin une somme de \$75,000.00 sur approbation au préalable de la Commission de Québec.

St-Joseph de Coleraine, 25 octobre 1957.

Le Procureur de la Requérente,
46240-44-4-o LUCIEN DROLET C.R.

Public notice is hereby given that the municipality of St-Joseph de Coleraine in the district of Megantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the following special powers:

1. To oblige anyone to request preliminarily public services from the municipality of St. Joseph de Coleraine before requesting the services of another municipality, as otherwise the municipality of St. Joseph de Coleraine shall not be obliged to pay the cost of the said services.

2. To oblige municipality desiring to supply aqueduct and sewer service to any person, association or corporation of the municipality of St. Joseph de Coleraine, to previously submit plans for approbation by the said municipality of St. Joseph de Coleraine.

3. In order that sections 415 to 421 inclusively of the municipal code be applied to the municipality.

4. To prevent any person, association or corporation residing outside of the municipality and having no retail business there, from carrying on business without having been authorized by a permit which shall not exceed \$100.00.

5. In order that, in the case of a zoning and construction regulation, the municipality be authorized to refuse a construction permit in the streets or roads or parts of roads or of streets where the services of aqueduct and sewers do not pass, and this in the following zones:

1. The total area of range VII of the municipality of St. Joseph de Coleraine.

2. The area of lots No. 1, 2, 3, 4, 5 and the subdivisions of range VIII of Coleraine, township Coleraine.

3. Lots 1, 2, 3, 4A, 4B and 5 of range VI of Coleraine, in the official cadaster of the township of Coleraine.

4. Block BI and its subdivisions of township of Coleraine and their subdivisions.

5. Lots 76 of range II and 200 of range III township of Irlande, partly annexed to the municipality of Coleraine, these lots comprising the village of Vimy Ridge Mine and its surroundings.

6. To grant to the municipality certain special powers insofar as comfort stations are constructed along the shores of East Lake from which is supplied the water for the aqueduct of the municipality.

7. To obtain the right to regulate the speed of motor vehicles in the municipality.

8. To construct buildings for industrial or municipal purposes and to set aside for this purpose the sum of \$75,000.00 upon the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

St. Joseph de Coleraine, October 25, 1957.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
46240-44-4 Attorney for the Petitioner.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1040

Québec, le 23 octobre 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du
Département de la chasse et des pêcheries.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1040

Quebec, October 23, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements
of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNANT les sanctuaires pour l'élevage du castor.

ATTENDU qu'à la suite de l'inventaire annuel des castors, il importe de fixer, chaque année, un quota de capture pour les réserves de la province spécialement affectées à l'élevage du castor à l'état naturel;

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

Qu'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre les castors dans les réserves ou sanctuaires établis pour des fins d'élevage à l'état naturel, à l'exception cependant des réserves suivantes, où, comme conséquence de l'accroissement naturel, il soit permis de capturer au cours de la saison du premier (1er) novembre mil neuf cent cinquante-sept (1957), au quinze (15) avril mil neuf cent cinquante-huit (1958) inclusivement, le nombre maximum de:

- 3,600 dans la réserve de Fort George,
- 5,000 dans la réserve du Vieux Comptoir,
- 1,420 dans la réserve de Rupert House,
- 2,000 dans la réserve de Nottoway,
- 2,000 dans la réserve d'Abitibi,
- 12,000 dans la réserve de Mistassini,
- 1,000 dans la réserve de Péribonka,
- 1,500 dans la réserve du Grand Lac Victoria,
- 800 dans la réserve de Manouan,
- 1,000 dans la réserve de Roberval,
- 1,000 dans la réserve de Bersimis et, en plus,
- 200 au profit de Watt's Memorial dont
 - 100 dans la réserve de Rupert House et
 - 100 dans la réserve de Nottoway.

CONCERNANT les fourrures de castor.

ATTENDU qu'en vue d'un meilleur contrôle, il y aurait lieu d'adopter certains règlements pour la mise sur le marché des peaux de castor;

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941, et la partie de l'arrêté en conseil numéro 695, en date du 4 juillet 1956, concernant le castor;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE le paragraphe 4 de la partie de l'arrêté en conseil numéro 695, en date du 4 juillet 1956, se lise à l'avenir comme suit:

4° Tout commerçant de fourrure, muni de son permis d'acheteur, devra identifier les peaux de castor qu'il achètera, par le numéro de permis du trappeur qu'il devra inscrire sur son rapport mensuel.

Aucune peau de castor provenant de la province, ne pourra être achetée à moins qu'elle ne porte le sceau à fourrure ou que le coupon régulier n'y soit attaché.

Toutes les peaux de castor provenant des réserves à castor, doivent être envoyées au Département de la chasse et de la pêche pour y être vendues au profit des trappeurs. Il y a toutefois exception pour les réserves du Grand Lac Victoria ainsi que pour la réserve de Rupert House et celle de Fort George où des arrangements spéciaux ont été conclus, pour ces deux dernières, avec la compagnie de la Baie d'Hudson.

Qu'il soit ajouté audit arrêté ministériel un paragraphe 6°.

6° Qu'en sus de toute autre pénalité prévue par la loi, toute contravention soit punissable suivant l'article 6 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

CONCERNING sanctuaries for the breeding of Beaver.

WHEREAS following an annual inventory of Beaver, it is essential to fix, each year, a quota for the capturing of Beaver in the reserves of the Province organized for the breeding of Beaver in its natural state.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be forbidden to hunt, kill or capture Beaver in the reserves or sanctuaries established for breeding purposes in its natural state, save however, in the following reserves where owing to the natural increase in number it be permitted to capture, during the season as from November first (1st) one thousand nine hundred and fifty-seven (1957) to April fifteenth (15th) one thousand nine hundred and fifty-eight (1958) inclusive, the maximum number of:

- 3,600 in the Reserve of Fort George,
- 5,000 in the Reserve of Vieux Comptoir,
- 1,420 in the Reserve of Rupert House,
- 2,000 in the Reserve of Nottoway,
- 2,000 in the Reserve of Abitibi,
- 12,000 in the Reserve of Mistassini,
- 1,000 in the Reserve of Péribonka,
- 1,500 in the Reserve of Grand Lac Victoria,
- 800 in the Reserve of Manouan,
- 1,000 in the Reserve of Roberval,
- 1,000 in the Reserve of Bersimis and moreover
- 200 on behalf of Watt's Memorial of which,
 - 100 in the Reserve of Rupert House and
 - 100 in the Reserve of Nottoway.

CONCERNING beaver furs.

WHEREAS in view of a better control, it is deemed expedient to adopt certain regulations for the marketing of beaver skins;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, that part of Order in Council number 695, dated July 4, 1956, which concerns beaver;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT paragraph 4 of that part of the Order in Council number 695, dated July 4, 1956, in future, will read as follows:

4. Any dealer in fur, in possession of his buyer's permit, will identify the beaver skins he may purchase, by the number of the trapper's permit which he shall enter in his monthly report.

No beaver skin originating in the Province, may be purchased unless it carries the fur seal or providing the regular coupon be attached thereto.

All beaver skins originating from beaver reserves shall be sent to the Department of Game and Fisheries, there to be sold for the profit of the trappers. There shall be, however, exception for the reserves of "Grand Lac Victoria" as well as for the reserve of Rupert House, and that of Fort George where special arrangements have been concluded, for the latter two, with the Hudson Bay Company.

THAT a sixty paragraph be added to the said Order in Council.

6. THAT over and above any other penalty provided by law, any infringement be punishable according to section 6 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 932

Québec, 13 septembre 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le crédit maritime.

ATTENDU QUE le Crédit Maritime a été adopté à la suite d'une entente entre les Caisses Populaires de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord du golfe St-Laurent d'une part et le Département des Pêcheries de Québec, d'autre part, pour venir en aide aux pêcheurs au moyen de prêts pour l'achat et la construction d'embarcations, l'achat d'engins et d'agrès de pêche et aux Coopératives de pêcheurs pour la construction, la réparation ou l'amélioration d'ateliers de poisson;

ATTENDU QUE les Caisses consentent à prêter aux pêcheurs, sur recommandation de leur Commission de Crédit, les argents nécessaires pour l'achat ou la construction d'embarcations, l'achat d'engins et d'agrès de pêche; qu'elles consentent à prêter aux coopératives de pêcheurs les argents nécessaires pour la construction, la réparation ou l'amélioration d'ateliers de poisson;

ATTENDU QUE les prêts consentis aux pêcheurs sont pour une période variant entre un et cinq ans, selon le montant du prêt;

ATTENDU QUE les prêts consentis aux Coopératives de pêcheurs sont pour une période de 10 ans;

ATTENDU QUE les emprunteurs doivent se conformer aux règlements ordinaires des Caisses Populaires pour obtenir ces prêts;

ATTENDU QUE chacun des prêts doit être protégé par une assurance-vie pour les pêcheurs ou une assurance-feu pour les coopératives de pêcheurs;

ATTENDU QUE les Caisses populaires font rapport à l'honorable Ministre des Pêcheries tous les six mois de l'état des prêts et les remboursements faits par les pêcheurs et les coopératives de pêcheurs;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE le ministre des pêcheries maritimes soit autorisé à faire avec les Caisses populaires ou les Unions ou la Fédération des Caisses populaires des conventions à cette fin (7 George VI, chapitre 34, article 14):

QUE le Département des pêcheries défraye en partie le coût de l'intérêt sur les prêts consentis aux pêcheurs et aux coopératives de pêcheurs par les Caisses populaires pour la construction ou l'achat ou la réparation de bâtiments de pêche, pour l'achat ou la réparation d'agrès ou d'engins de pêche et pour la construction ou la réparation ou l'amélioration d'ateliers de poisson, aux conditions déterminées par l'entente avec les Caisses populaires ou par le Ministre des Pêcheries. La partie des intérêts ainsi payée par le Département des Pêcheries sera de 4%, laissant aux pêcheurs et aux Coopératives le soin de payer la balance de l'intérêt sur les prêts obtenus;

QUE la prime d'assurance aux taux annuel de 1% prise sur la vie du pêcheur-emprunteur pour le montant du prêt consenti, soit payée par le Département des pêcheries; le tout à même le et subordonné au budget en cours, item S-1 Crédit Maritime;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 932

Quebec, September 13, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Maritime Credit.

WHEREAS Maritime Credit was adopted following an agreement concluded between the Credit Unions of the Gaspesian Peninsula, the Magdalen Islands and North Shore of the Gulf of St. Lawrence, on one part, and the Quebec Department of Fisheries, on the other part, in order to assist fishermen by means of loans for the purchasing and building of fishing boats, the buying of fishing gear and tackle, and Fishermen's Cooperatives for the building, repairing fish plants and improvements thereto;

WHEREAS Credit Unions agree to lend fishermen, upon the recommendation of their Credit Committee, the necessary moneys for the purchasing and building of boats, the purchasing of fishing tackle and gear; agree to lend the Fishermen's Cooperatives the necessary moneys for the building, repairing or improving of fish plants;

WHEREAS the loans granted to fishermen are for a period of from one to five years, according to the amount of the loan;

WHEREAS the loans granted to Fishermen's Cooperatives are for a period of 10 years;

WHEREAS borrowers must comply with the standard regulations of the Credit Unions, in order to obtain said loans;

WHEREAS each loan must be guaranteed by life insurance in the case of fishermen or fire insurance in that of Fishermen's Cooperatives;

WHEREAS Credit Unions report to the Honourable the Minister of Fisheries every six months, concerning the state of these loans and the payments made by the fishermen and Fishermen's Cooperatives;

CONSEQUENTLY, it is ordained, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the Minister of Maritime Fisheries be authorized to enter into agreements with Credit Unions or Union or the federation of Credit Unions, for said purposes (7 George VI, chapter 34, section 14):

THAT the Department of Fisheries pay a portion of the rate of interest on loans granted fishermen and Fishermen's Cooperatives by Credit Unions, for the building or purchasing or repairing of fishing boats, the purchasing or repairing of equipment or fishing tackle or for the building or repairing or improving of fish plants, according to the conditions determined by the agreement with the Credit Unions or by the Minister of Fisheries. The portions of the interest thus paid by the Department of Fisheries shall be of 4%, leaving the fishermen and Cooperatives to pay the balance of the interest on the loans obtained;

THAT the insurance premium, at an annual rate of 1% taken out on the life of the borrowing fisherman for the amount of the loan granted, be paid by the Department of Fisheries. All of which to be taken from and according to the current budget, item S-1 Maritime Credit;

QUE le present arrêté en conseil annule celui portant le numéro 995, adopté le 3 septembre 1953.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

THAT this Order in Council annuls that bearing number 995, adopted September 3, 1953.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ENTENTE RELATIVE À LA RÉGLEMENTATION DU CRÉDIT MARITIME

AGREEMENT CONCERNING THE BRINGING UNDER REGULATIONS OF THE MARITIME CREDIT

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC.

CANADA,
PROVINCE OF QUEBEC.

Le Ministre des Pêcheries, l'Honorable Camille-Eugène Pouliot, m.d. représentant Sa Majesté aux droits de la province, (7 George VI ch. 34-a 14 et Arrêté-en-Conseil 932 du 13 septembre 1957), partie de première part, et Monsieur Raymond Audet de l'Union Régionale des Caisses Populaires de Gaspé et Monsieur René Croteau de l'Union Régionale des Caisses Populaires de Québec, tous deux à ce dûment autorisés, partie de second part, lesquelles parties conviennent la présente entente relative à l'application de la réglementation du Crédit Maritime.

The Minister of Fisheries, the Honourable Camille-Eugène Pouliot, M.D., representing Her Majesty in the rights of the Province, (7 George VI, chapter 34-a 14 and Order in Council number 932 of September 13, 1957), party of the first part, and Mr. Raymond Audet, of "l'Union Régionale des Caisses Populaires de Gaspé", and Mr. René Croteau, of "l'Union Régionale des Caisses Populaires de Québec", both duly authorized, party of the second part, which parties consent to this agreement concerning the bringing under regulations of the Maritime Credit.

Il est convenu :

It is agreed :

1° Que pour bénéficier des avantages du Crédit Maritime, chaque emprunteur et chaque prêteur doivent respecter les conditions des présents règlements;

1. That to enjoy the advantages of the Maritime Credit, each borrower and each lender must respect the conditions of the regulations herein;

2° Que les Caisses Populaires locales des régions maritimes de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, conformément aux règlements ordinaires des Caisses Populaires et sur l'approbation de leur Commission de Crédit, consentent à effectuer des prêts aux pêcheurs de bonne foi pour l'achat ou la réparation d'engins marins ou d'agrès de pêche, l'achat, ou la construction ou la réparation de bâtiment de pêche;

2. That the local Credit Unions of the Maritime Regions of the Gaspesian Peninsula, Magdalen Islands and the North Shore of the Gulf of St. Lawrence, according to the standard regulations of the Credit Unions and with the approval of their Credit Committee agree to grant loans to bona fide fishermen, for the purchasing or repairing of marine engines or fishing tackle, the purchasing, building or repairing of fishing boats;

3° Que ces Caisses Populaires locales, conformément à leurs règlements ordinaires et sur l'approbation de leur Commission de Crédit, consentent à effectuer des prêts aux Coopératives de pêcheurs pour la construction ou la réparation ou l'amélioration d'ateliers de poisson, à la condition que les plans et devis du projet aient été approuvés au préalable par le Département des Pêcheries de Québec;

3. That said local Credit Unions, in accordance with their standard regulations and with the approval of their Credit Committee, agree to grant loans to Fishermen's Cooperatives for the building or repairing of or for improvements to fish plants, on condition that the plans and specifications of the project be first of all approved by the Quebec Department of Fisheries;

4° Qu'aucun bénéficiaire du Crédit Maritime ne puisse vendre, louer ou disposer autrement de tout matériel de pêche, incluant bâtiment de pêche, embarcation engin agrès de pêche, ou de tout immeuble ou terrain, qui est l'objet d'une garantie, d'une première ou d'une deuxième hypothèque tant et aussi longtemps que son emprunt n'aura pas été entièrement remboursé, sauf si ce bénéficiaire obtient un assentiment écrit du prêteur concerné;

4. No leprover of the Maritime Credit may sell, rent or otherwise dispose of any fishing equipment, including fishing boats, boats, fishing tackle and gear, any immovable or piece of land, the object of a guarantee, of a first or second mortgage, as long as his loan is not completely paid off, save and except if the borrower has a written consent from the lender concerned;

5° Que les Caisses Populaires soient autorisées à procurer les avantages de cette nouvelle réglementation aux bénéficiaires de prêts, effectués selon la réglementation du Crédit Maritime mise en vigueur le 3 septembre 1953;

5. That Credit Unions be authorized to grant the advantages under these new regulations to borrowers who were granted loans under the regulations of the Maritime Credit which came into force on September 3, 1953;

6° Que la présente réglementation n'annule pas les avantages inhérents aux prêts effectués par les Caisses Populaires en vertu de la réglementation du 3 septembre 1953.

6. That the present regulations do not annul the advantages inherent in loans granted by the Credit Unions under the regulations of September 3, 1953.

7° Que le Département des Pêcheries défraye en partie le coût de l'intérêt sur les prêts consentis aux pêcheurs et aux coopératives de pêcheurs par les Caisses Populaires pour la construction ou l'achat ou la réparation de bâtiments de pêche, pour l'achat ou la réparation d'engins ou d'agrès de pêche et pour la construction ou la réparation ou l'amélioration d'ateliers de poisson.

7. That the Department of Fisheries shall pay a portion of the rate of interest on loans granted to fishermen and Fishermen's Cooperatives by Credit Unions for the building, purchasing or repairing of fishing boats, for the purchasing or repairing of fishing tackle and the building, repairing or improving of fish plants. The portion of the interest thus paid by the Depart-

La partie des intérêts ainsi payée par le Département des Pêcheries sera de 4% l'an, laissant aux pêcheurs et aux Coopératives l'obligation de payer la balance de l'intérêt sur les prêts obtenus;

8° Que dans les présents règlements:

a) pêcheur de bonne foi signifie tout homme majeur qui exerce le métier de pêcheur dans un district maritime durant la saison régulière de pêche et en tire son principal revenu pour sa subsistance et celle de ses dépendants;

b) Coopérative de pêcheurs signifie un syndicat coopératif de pêcheurs ou une société coopérative de pêcheurs formée et enregistrée selon les exigences des lois de la province de Québec.

c) bâtiment de pêche signifie tout bateau de pêche devant servir à une entreprise de pêche fondamentale, qui est muni d'une machine pour sa propulsion et comprend l'outillage y attaché pour servir à son exploitation, sans inclure aucun matériel électronique ou agrès de pêche.

d) ateliers de poisson signifie des structures, des bâtisses, des dépendances, un outillage ou des appareils fixés au sol, d'une catégorie ou sorte prescrite, employés relativement à une entreprise de pêche sans inclure des agrès de pêche ou des bâtiments de pêche;

e) engins de pêche désignant tous articles d'outillage, dispositifs et appareils non habituellement fixés au sol ou à un immeuble, devant servir à une entreprise de pêche fondamentale, incluant machines marines, treuils, cabestans, areres, matériel électronique et autres dispositifs de capture, tous demeurant habituellement à bord du bâtiment de pêche;

f) agrès de pêche désignent des appareils et accessoires immergés en tout ou en partie aux fins d'une opération de pêche fondamentale;

g) coque et superstructure signifient le corps d'un bâtiment de pêche et l'outillage qui y est fixé aux fins de son exploitation, autres que ses machines et son matériel électronique, mais comprenant les mâts gréments et voiles;

h) assurance-vie signifie une assurance en cas de décès du pêcheur et cette assurance jointe à une assurance contre l'invalidité totale ou permanente pour une somme n'excédant pas le montant dû en tout temps par le pêcheur au titre ou à l'égard du prêt;

i) assurance-feu signifie une assurance sur les biens sur lesquels une garantie est prise, de tel montant et contre tels périls que le prêteur estime nécessaires et utiles en regard au montant du prêt, au risque en jeu, au montant que cette assurance coûte effectivement à l'emprunteur, aux usages locaux et toutes autres circonstances relatives au prêt.

PRÊTS AUX PÊCHEURS

9° Que la durée de chacun des prêts à un pêcheur de bonne foi soit respectivement de:

1 an pour tout prêt de plus de \$1 et de moins de \$249.99

2 ans pour tout prêt de plus de \$250. et de moins de \$499.99

3 ans pour tout prêt de plus de \$500. et de moins de \$749.99

4 ans pour tout prêt de plus de \$750. et de moins de \$1,499.99

5 ans pour tout prêt de plus de \$1,500.

10° Que le montant maximum prêté à un pêcheur de bonne foi pour l'achat ou la construction ou l'acquisition ou la réparation d'un bâtiment de pêche soit:

ment of Fisheries shall be 4% per year, leaving the fisherman and Fishermen's Cooperatives to pay the balance of the interest on the loans obtained;

8. That in the present regulations:

a) a *bona fide* fisherman means a man having reached the age of majority practising the fishing trade in a maritime district during the regular fishing season from which he derives his principal source of income for his own subsistence and that of his dependents;

b) Fishermen's Cooperative means a cooperative syndicat of fishermen or a cooperative association of fishermen formed and registered according to the requirements of the Laws of the Province of Quebec;

c) fishing boat means any fishing boat being used in a basic fishing undertaking, equipped with, a propelling motor and including the equipment attached thereto for its operation, not including any electronic equipment or fishing tackle;

d) fish plants mean structures, buildings, dependencies, equipment or apparatus permanently installed of a prescribed class or kind, used in connection with a basic fishing undertaking, not including fishing tackle or fishing boats;

e) fishing gear means tooling, devices and apparatus not usually installed permanently on the ground or in an immovable, to be used in a basic fishing undertaking, including marine engines, hoists, inches, anchors, electronic equipment and other fish catching devices, all of which usually remaining on board the fishing boat;

f) fishing tackle means apparatus and accessories partly or wholly immersed in the water for the purpose of carrying out a fishing operation;

g) hull and superstructure mean the body of the fishing boat and the equipment attached thereto for its operation, other than its motors and electronic equipment but including its masts, rigging and sails;

h) life insurance means an insurance in case of the death of the fisherman and said insurance in addition to an insurance against total or permanent disability for a sum not exceeding the amount owing by the fisherman at any time on a loan or concerning said loan;

i) fire insurance means an insurance on property for security purposes, in such amount and against such hazards which the lender deems necessary and useful with respect to the amount of the loan, the risk involved, the actual amount the borrower has to pay for said insurance, the use made thereof on the premises, and any other circumstances respecting the loan.

LOANS TO FISHERMEN

9. That each loan granted a *bona fide* fisherman shall be for a period of:

1 year for a loan of over \$1 and under \$249.99

2 years for a loan of over \$250 and under \$499.99

3 years for a loan of over \$500 and under \$749.99

4 years for a loan of over \$750 and under \$1,499.99

5 years for a loan over and above \$1,500.

10. That the maximum amount loaned to a *bona fide* fisherman for the purchase, building, acquiring or repairing of a fishing boat be used:

a) pour le financement du versement initial et les dépenses de mise en opération d'un bâtiment de pêche acheté du Service de Construction Navale du Département des Pêcheries de Québec:

\$4,000.00 pour un bâtiment de pêche de 65 pieds de longueur et plus,

\$3,000.00 pour un bâtiment de pêche de 60 à 65 pieds de longueur,

\$2,000.00 pour un bâtiment de pêche de 50 à 60 pieds de longueur,

\$1,000.00 pour un bâtiment de pêche de 45 à 50 pieds de longueur, ou une barge appelée "La Gaspésienne";

b) pour tout autre bâtiment de pêche ne relevant pas de la compétence du Service de Construction Navale des Pêcheries de Québec:

\$3,000.00 pour un bâtiment de pêche de 35 pieds de longueur et plus,

\$2,000.00 pour un bâtiment de pêche de 30 à 35 pieds de longueur,

\$1,000.00 pour un bâtiment de pêche de 25 à 30 pieds de longueur,

\$500.00 pour un bâtiment de pêche de 20 à 25 pieds de longueur,

\$250.00 pour un bâtiment de pêche de 10 à 20 pieds de longueur;

c) pour la réparation des bâtiments de pêche achetés du Service de Construction Navale; 10% de la valeur totale du bâtiment de pêche (valeur inscrite au contrat de vente);

d) pour la réparation de tout autre bâtiment de pêche: les deux tiers (2/3) des montants de l'Item (10-b) précédent:

11° Que le montant maximum prêté à un ou des pêcheurs de bonne foi travaillant sur un même bâtiment de pêche pour l'achat ou la réparation d'engin de pêche, de matériel électronique et d'agrès de pêche soit de \$1,500. par bâtiment de pêche ou pour tous agrès de pêche non utilisés par un bâtiment de pêche.

12° Que les prêts consentis aux pêcheurs de bonne foi soient faits sur reconnaissance de dettes, portant la signature de deux cautions, et au besoin qu'une deuxième hypothèque soit consentie avec l'assentiment du Département des Pêcheries de Québec lorsqu'il existe un prêt pour l'achat d'un bâtiment de pêche du Service de Construction Navale du Département des Pêcheries de Québec;

13° Qu'en vue du remboursement des prêts consentis aux pêcheurs de bonne foi, l'emprunteur doit fournir une procuration à tous les acheteurs ou consignataires de ses prises de poisson ou de sous-produits marins les enjoignant d'effectuer une retenue de 10% de la valeur de ses prises de poisson ou de sous-produits marins au bénéfice de la Caisse Populaire concernée dans les cas suivants:

a) l'achat de bâtiment de pêche du Service de Construction Navale du Département des pêcheries de Québec;

b) Les réparations de ces dit bâtiments de pêche à la condition que ces réparations soient approuvées par le service de Construction Navale du Département des Pêcheries de Québec;

14° Qu'aucun argent d'un prêt effectué à un pêcheur de bonne foi ne soit remis entre les mains du pêcheur emprunteur, tant et aussi longtemps qu'une assurance-vie d'un montant équivalent au montant du prêt, ne soit mise effectivement en vigueur par la Compagnie d'Assurance-Vie Desjardins de Lévis.

15° Que la Caisse Populaire concernée ait droit à un remboursement d'une prime au taux de 1% l'an sur le montant effectivement dû par l'emprunteur durant chaque semestre de la durée totale du prêt. Ce remboursement, payable en

a) to finance the first instalment and expenses incurred for the putting into operation of a fishing boat purchased from the Naval Building Service of the Quebec Department of Fisheries.

\$4,000 for a fishing boat of 65 feet or longer,

\$3,000 for a fishing boat of 60 or 65 feet long,

\$2,000 for a fishing boat of 50 to 60 feet long,

\$1,000 for a fishing boat of 45 to 50 feet long, or a fishing boat called "La Gaspésienne";

b) for any other fishing boat that has not been purchased from the Naval Building Service of the Quebec Department of Fisheries:

\$3,000 for a fishing boat of 35 feet or longer,

\$2,000 for a fishing boat of 30 to 35 feet long,

\$1,000 for a fishing boat of 25 to 30 feet long,

\$500 for a fishing boat of 20 to 25 feet long,

\$250 for a fishing boat of 10 to 20 feet long,

c) for the repairing of fishing boats purchased from the Naval Building Service; 10% of the total value of the fishing boat (value indicated in the bill of sale);

d) for the repairing of any other fishing boat: the two thirds 2/3 of the amount of the preceding Item (10-b).

11. That the maximum amount loaned to one or more *bona fide* fishermen operating on a same boat, for the purchasing or repairing of fishing gear, electronic equipment and fishing tackle be in the amount of \$1,500 per boat, or for any other fishing tackle not being used on a fishing boat.

12. That loans to *bona fide* fishermen shall be made upon acknowledgement of debt, bearing the signature of two endorsers, and if required, a second mortgage be given as security, with the consent of the Quebec Department of Fisheries when there is an existing loan for the purchase of a fishing boat from the Naval Building Service of the Quebec Department of Fisheries;

13. That in view of the reimbursement of loans granted *bona fide* fishermen, the borrower must give a power of attorney to all buyers or consignees regarding his fish catches or sea by-products, requesting them to retain 10% of the value said catches or by-products in favour of the Credit Union concerned, in the following cases:

a) the purchase of a fishing boat from the Naval Building Service of the Quebec Department of Fisheries;

b) the repairing of said fishing boats, on condition that the repairs be approved by the Naval Building Service of the Quebec Department of Fisheries.

14. That no money from a loan granted a *bona fide* fisherman be handed to him as long as a life insurance policy in an amount equivalent to that of the loan has been declared actually in force by "La Compagnie d'Assurance-Vie Desjardins de Lévis".

15. That the Credit Union concerned shall have a right to a reimbursement of a premium at a rate of 1% per year on the amount actually owing by the borrower, during each half-year period for the duration of the loan. This reim-

deux versements semi-annuels par le Département des Pêcheries de Québec, équivalent à la prime de l'Assurance-Vie mise en vigueur par la Compagnie d'Assurance-Vie Desjardins sur chaque prêt effectué à un pêcheur de bonne foi selon les conditions de la présente réglementation.

16° Qu'une assurance soit prise par l'emprunteur, sur tout bâtiment de pêche, engin de pêche ou agrès de pêche, qui peut être protégé par la Caisse Fédérale d'indemnités ou par l'Assurance-groupe de la flotte moderne de bâtiments de pêche patronnée par le Département des Pêcheries de Québec. Cette assurance doit demeurer en vigueur durant toute la durée du prêt.

PRÊTS AUX COOPÉRATIVES DE PÊCHEURS

17° Que la durée d'un prêt à une coopérative de pêcheurs soit 10 ans au maximum.

18° Que le montant maximum prêté à une coopérative de pêcheurs soit de \$25,000.00 pour la construction, la réparation ou l'amélioration d'ateliers de poisson; à la condition que les plans et devis de l'objet du prêt ait été approuvés au préalable par le Département des Pêcheries de Québec.

19° Que les prêts consentis aux coopératives de pêcheurs soient effectués avec la garantie d'une première hypothèque en faveur du prêteur sur le ou les immeubles et sur le ou les terrains appartenant à l'emprunteur.

20° Que toute coopérative de pêcheurs qui bénéficie d'un prêt du Crédit Maritime fournisse la garantie d'une assurance-feu, sur toute bâtisse ou autre donnée en première hypothèque en faveur du prêteur, dont la preuve est à la charge de l'emprunteur à la satisfaction du prêteur en tout temps durant la durée du prêt.

Dont acte. En foi de quoi, la partie de première part et la partie de seconde part ont dûment signé la présente entente à Québec, district de Québec, ce dix-septième jour d'octobre de l'an mil neuf cent cinquante-sept (1957).

Le Ministre des Pêcheries de Québec,
Partie de première part,
CAMILLE-E. POULIOT.

ARTHUR LABRIÉ

L'Union Régionale des Caisses
Populaires de Québec,
Partie de seconde part,
RENÉ CROTEAU.

GERMAIN GIROUX

L'Union Régionale des Caisses
Populaires de Gaspé,
Partie de seconde part,

46248-o

Par RAYMOND AUDET.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1036

Québec, le 23 octobre 1957.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT un amendement à l'article 3b, des règlements en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du travail:

QUE les règlements en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q., 1941, chapitre

boursement, payable in two half-yearly instalments by the Quebec Department of Fisheries, is equivalent to the premium of the life-insurance policy issued by "La Compagnie d'Assurance-Vie Desjardins" on each loan granted a *bona fide* fisherman according to the conditions in said regulation.

16. That the borrower shall take an insurance on any fishing boat, fishing gear or tackle, which may be covered by the Fishermen's Indemnity Fund or by Group-Insurance for the modern fleet of Quebec fishing boats patronized by the Quebec Department of Fisheries. This insurance shall remain in force for the whole duration of the loan.

LOANS TO FISHERMEN'S COOPERATIVES

17. That the duration of a loan granted a Fishermen's Cooperative be of a maximum of 10 years.

18. That the maximum amount loaned to a Fishermen's Cooperative be in the amount of \$25,000.00 for the building, repairing of fish plants or improvements thereto; on condition that the plans and specifications of the object of the loan be previously approved by the Quebec Department of Fisheries.

19. That loans granted Fishermen's Cooperatives be guaranteed by a first mortgage in favour of the lender on one or more immovables or on one or more pieces of land belonging to the borrower.

20. That any Fishermen's Cooperative receiving a loan from Maritime Credit must guarantee said loan by means of fire-insurance on any building given as first mortgage as security to the lender, proof of which is to be given by the borrower, to the satisfaction of the lender, at all times during the duration of the loan.

The following constitutes legal publication. In witness whereof, the party of the first part and the party of the second part have duly signed this Agreement at Québec, District of Québec, this seventeenth day of October in the year one thousand nine hundred and fifty-seven (1957.)

CAMILLE-E. POULIOT,
The Minister of Fisheries of Québec,
party of the first part.

ARTHUR LABRIÉ

RENÉ CROTEAU,
Québec Credit Unions,
party of the second part.

GERMAIN GIROUX

Gaspé Credit Unions,
party of the second part,
Per: RAYMOND AUDET.

46248

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1036

Québec, October 23, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to article 3b of the regulations under the Pipe Mechanics Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the regulations under the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173), approved by

173) approuvés par l'arrêté N° 1117, du 16 mai 1934, et amendés par les arrêtés N° 2757, du 23 décembre 1938, N° 697, du 14 juin 1950, et N° 287, du 22 mars 1951, soient de nouveau amendés comme suit:

QUE l'alinéa suivant soit ajouté à l'article 3b des règlements:

"L'apprenti devra de plus fournir au Bureau des examinateurs un certificat ou une attestation qu'il a complété sa 8e année de cours primaire, ou, à défaut, subir un examen d'équivalence."

46246-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

Order in Council No. 1117 of May 16, 1934, and amended by Orders in Council No. 2757 of December 23, 1938, No. 697 of June 14, 1950, and No. 287 of March 22, 1951, be again amended as follows:

THAT the following paragraph be added to article 3b of the said regulations:

"The apprentice shall also furnish the Board of Examiners with a certificate or statement proving that he has completed the 8th year of the Primary Course; in the absence of such certificate or statement, he shall sit for an examination for the purpose of proving equivalent qualification."

46246-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1037

Québec, le 23 octobre 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modification au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond et Wolfe.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements; relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond et Wolfe;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 septembre 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 122, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a" et "b" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après énumérés:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1037

Quebec, October 23, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond and Wolfe.

WHEREAS, pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 122 of February 29, 1956 and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond and Wolfe;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 21, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefor, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 122, be amended as follows:

1. Paragraphs "a" and "b" of article V are replaced by the following:

"a) The following rates of wages shall be paid to the employees hereafter mentioned:

Salaires horaire
Hourly rates
Zones

Métiers — Trades:	Zones		
	I	II	III
Briqueleur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer	\$1.85	\$1.80	\$1.70
Compagnon junior — Junior journeyman	1.40	1.35	1.25
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.65	1.60	1.50
Compagnon junior — Junior journeyman	1.35	1.325	1.25
Charretier — Carter	1.45	1.40	1.30
Chauffeur de bouilloires à vapeur (certificat de 4e classe) — Boiler fireman (4th class certificate)	1.50	1.45	1.35
Chauffeur de camion — Truck driver	1.25	1.20	1.10
Chauffeur de pelle mécanique — Power shovel fireman	1.50	1.45	1.35
Conducteur de gratte mécanique — Grader operator	1.80	1.80	1.75
Aide sur gratte mécanique — Grader operator's helper	1.50	1.50	1.40
Électricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	1.60	1.55	1.45

Métiers — Trades:	Salaires horaires Hourly rates Zones		
	I	II	III
	Finisseur de ciment: salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Cement finisher: Wages fixed for the trade to which the employee belongs.		
Foreur et préposé au sautage des mines — Drill operator and blaster	1.55	1.50	1.40
Forgeron — Blacksmith	1.55	1.50	1.45
Gardien de nuit — Night watchman	1.10	1.05	0.95
Graisseur et huileur (sur machinerie) — Greaser and oiler (machinery)	1.40	1.35	1.30
Gréeur — Rigger	1.55	1.55	1.45
Maçon (maçonnerie brute de solages)—Mason (rough foundation masonry)	1.75	1.70	1.60
Manœuvre — Labourer	1.25	1.20	1.10
Mécanicien de machines fixes et portatives à vapeur; grues et malaxeurs — Stationary and portable engineman: cranes and mixers	1.60	1.55	1.45
Peintre — Painter	1.55	1.50	1.40
Compagnon junior — Junior journeyman	1.30	1.275	1.20
Peintre au pistolet — Sprayman	1.60	1.55	1.45
Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble — Painter: work done at a height exceeding 45 feet outside a building	1.75	1.70	1.65
Porteur d'eau — Water carrier	1.20	1.20	1.15
Poseur de linoléum incrusté, de tuile d'asphalte, de caoutchouc ou de produits similaires: le salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Layer of linoleum, asphalt, rubber tiles or similar products: wages fixed for the trade to which the employee belongs.			
Poseur de marbre et terrazzo — Marble and terrazzo layer	1.45	1.40	1.30
Poseur de fer ornemental — Ornamental iron erector	1.50	1.45	1.35
Poseur de tuile — Tile layer	1.75	1.70	1.60
Préposé aux ascenseurs ou monte-charge à vapeur — Steam elevator operator	1.60	1.55	1.50
Préposé aux malaxeurs, fixes ou portatifs, à essence (gazoline) ou à l'électricité — Stationary or portable, gasoline or electric mixer operator	1.25	1.20	1.10
Préposé aux grues fixes ou portatives, à essence (gazoline) ou à l'électricité — Stationary or portable (gasoline or electric) crane operator	1.45	1.40	1.30
Préposé aux tracteurs avec accessoires et compresseurs — Tractor (with accessories) and compressor operator	1.55	1.50	1.40
Aide préposé aux tracteurs et compresseurs — Tractor or compressor operator's helper	1.45	1.40	1.30
Préposé au polissage du terrazzo à sec ou humide — Terrazzo polishing machine operator, dry or wet process	1.50	1.45	1.35
Sableur de planchers — Floor polisher	1.50	1.45	1.35
Pelleteur d'asphalte — Asphalt shoveller	1.40	1.40	1.35
Râtelier d'asphalte — Asphalt raker	1.75	1.75	1.70
Aide râtelier d'asphalte — Asphalt raker's helper	1.50	1.50	1.45
Conducteur de rouleau à asphalte — Asphalt roller operator	1.70	1.70	1.65
Attacheur de fer — Steel brace setter	1.50	1.50	1.40
	Par semaine per week		
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	77.20	77.20	70.00
Aide préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator's helper	66.00	63.80	59.40

Pour les occupations spécialisées énumérées au présent article, et pour lesquelles il n'y a pas d'apprentissage, les normes suivantes sont établies pour une période d'entraînement d'un (1) an:

1er semestre: le taux du journalier.

2ème semestre: taux moyen en prenant comme termes le taux du journalier et celui établi dans l'échelle de salaires précédente.

b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés.

The following standard rates for a training period of one (1) year are established for the specialized occupations mentioned in the present article and for which there is no apprenticeship:

1st six months: common worker's rate.

2nd six months: average rate based on the common worker's rate and that established in the above wage schedule.

b) Minimum rates of wages for apprentices: The following minimum rates of wages shall be paid to apprentices as follows:

Métiers — Trades:	Salaires horaires Hourly rates Zones		
	I	II	III
	Briqueleurs — Bricklayer:		
1ère année — 1st year	\$1.10	\$1.05	\$0.95
2ème année — 2nd year	1.20	1.15	1.05
3ème année — 3rd year	1.30	1.25	1.15
4ème année — 4th year	1.40	1.35	1.25
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner:			
1ère année — 1st year	1.05	1.025	0.95
2ème année — 2nd year	1.15	1.125	1.05

Métiers — Trades:	Salaires horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
3ième année — 3rd year	1.25	1.225	1.15
4ième année — 4th year	1.35	1.325	1.25
Électricien — Electrician:			
1ère année — 1st year	1.00	0.975	0.90
2ième année — 2nd year	1.10	1.075	1.00
3ième année — 3rd year	1.20	1.175	1.10
4ième année — 4th year	1.30	1.275	1.20
Maçon — Mason:			
1ère année — 1st year	1.10	1.05	0.95
2ième année — 2nd year	1.20	1.15	1.05
3ième année — 3rd year	1.30	1.25	1.15
4ième année — 4th year	1.40	1.35	1.25
Peintre — Painter:			
1ère année — 1st year	1.00	0.975	0.90
2ième année — 2nd year	1.10	1.075	1.00
3ième année — 3rd year	1.20	1.175	1.10
4ième année — 4th year	1.30	1.275	1.20
Plâtrier — Plasterer:			
1ère année — 1st year	1.10	1.05	0.95
2ième année — 2nd year	1.20	1.15	1.05
3ième année — 3rd year	1.30	1.25	1.15
4ième année — 4th year	1.40	1.35	1.25
Sableur de planchers — Floor Polisher:			
1ère année — 1st year	1.10	1.05	0.95
2ième année — 2nd year	1.20	1.15	1.05
3ième année — 3rd year	1.30	1.25	1.15

bb) *Dispositions spéciales:* De plus, tous les taux horaires minima mentionnés aux paragraphes "a" et "b" du présent article, pour les zones I et II seulement, seront augmentés de \$0.05 à compter du 1er janvier 1958 et d'un autre \$0.05 à compter du 1er novembre 1958; les taux hebdomadaires seront aussi augmentés de \$2.20 à compter du 1er janvier 1958 et de \$2.20 à compter du 1er novembre 1958.

Dans le cas de travaux exécutés dans la zone III et dont le coût, salaires et matériaux compris, est de \$25,000.00 ou plus, les taux minima déterminés pour la zone II doivent être payés."

2° Le paragraphe "b" de l'article X est remplacé par les suivants:

"b) *Taux de salaires minima:* Les taux de salaires suivants doivent être payés:

	Salaires hebdomadaires Weekly wages		
	Zones		
	I	II	III
Ouvrier qualifié ou homme de métier — Skilled worker	\$44.40	\$44.40	\$42.40
Ouvrier non qualifié ou journalier — Common worker	40.40	40.40	38.40

De plus, dans les zones I et II, les taux minima ci-haut mentionnés seront augmentés de \$2.40 à compter du 1er janvier 1958 et de \$2.40 également à compter du 1er novembre 1958."

3° L'article XVI est radié et remplacé par le suivant:

"XVI. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1959. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit, à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars de l'année 1959 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

bb) *Special provisions:* Also, all minimum hourly rates mentioned in paragraphs "a" and "b" of the present article for zones I and II (only) shall be increased by \$0.05 from January 1, 1958 and by another \$0.05 from November 1, 1958. The weekly rates shall also be increased by \$2.20 from January 1, 1958 and by \$2.20 from November 1, 1958.

In the case of operations carried out in zone III where the cost, including wages and material, is \$25,000.00 or more, the minimum rates of zone II shall be paid."

2. Paragraph "b" of article X is replaced by the following ones:

"b) *Minimum wage rates:* The following rates of wages shall be paid.

	Salaires hebdomadaires Weekly wages		
	Zones		
	I	II	III
Ouvrier qualifié ou homme de métier — Skilled worker	\$44.40	\$44.40	\$42.40
Ouvrier non qualifié ou journalier — Common worker	40.40	40.40	38.40

In zones I and II, the above minimum rates shall be increased by \$2.40 from January 1, 1958 and by another \$2.40 from November 1, 1958."

3. Article XVI is deleted and the following substituted therefor:

"XVI. *Duration of the decree:* The decree remains effective until March 31, 1959. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before March 31 of the year 1959, or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labor."

(Document "A" annexed to the Order)

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1037

Québec, le 23 octobre 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe de l'industrie de la chemise de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 1284 du 15 novembre 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1174-A du 6 novembre 1952, 101-G du 29 janvier 1953, 188, 325-E, 774-H et 1151-C des 11 mars, 1er avril, 28 juillet et 18 novembre 1954, 1043-K et 1267-A des 28 septembre et 15 décembre 1955, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 juin 1957.

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1284, soit modifié comme suit:

Les articles I à XIX inclusivement sont remplacés par les suivants:

I. *Jurisdiction industrielle*: a) Le présent décret régit l'industrie de la confection ou de la production, en tout ou en partie, pour hommes et garçons, de chemises et de pyjamas de toutes descriptions sans restriction, y compris les chemises fabriquées de tissus tricotés, les chemises de travail, les "shorts" et les sous-vêtements taillés et cousus.

b) Le travail visé par ce décret comprend celui de toutes personne exécutant quelqu'une ou plusieurs des opérations participantes, incidentes ou connexes à la confection et à la production des chemises et des vêtements précités, que lesdites opérations soient définies ou non, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdits articles soient fabriqués pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

c) Le décret s'applique aussi à tous les manufacturiers, sous-traitants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs et manufacturiers détaillants qui confectionnent dans leur propre établissement ou ailleurs, en tout ou en partie, des vêtements compris dans la susdite jurisdiction industrielle.

d) Sont cependant expressément exclus:

1° Les articles ou vêtements déjà assujettis à un décret existant;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1037

Quebec, October 23, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and boys' shirt industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission for the Shirt Industry in the Province of Quebec has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 1284 of November 15, 1951, amended by Orders in Council numbers 1174-A of November 6, 1952, 101-G of January 29, 1953, 188, 325-E, 774-H and 1151-C of March 11, April 1, July 28 and November 18, 1954, 1043-K and 1267-A of September 28 and December 15, 1955, relating to the men's and boys' shirt industry in the Province;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 22, 1957;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1284, be amended as follows:

Article I to XIX inclusive are replaced by the following:

I. *Industrial jurisdiction*: a) The present decree shall apply to the industry of manufacturing or producing in whole or in part, for men and boys, shirts and pyjamas of all types and descriptions, without limitations, and including shirts made of knitted fabrics, work shirts, "shorts" and underwear which are cut and sewn.

b) The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing or producing of the above described shirts and garments, whether the said operations are defined or not in the present decree, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise and whether the said shirts and garments are manufactured or produced for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

c) The Decree shall apply also to all manufacturers, jobbers, contractors, subcontractors and manufacturing retailers who produce in their own establishment or elsewhere, in whole or in part, garments covered by the present industrial jurisdiction.

d) The following garments are however specially excluded:

1. The articles and garments which are already covered by an existing decree;

2° Les sous-vêtements fabriqués de tissus tricotés:

3° Les chemises, pyjamas et vêtements de toutes descriptions jusqu'à et y compris l'âge de six (6) ans.

e) Dans le cas de différend entre la Commission Conjointe et/ou ses inspecteurs et tout employeur quant à la classification des articles manufacturés, le différend est soumis pour règlement à un sous-comité de la Commission Conjointe composé de quatre membres désignés par cette dernière, dont deux employeurs et deux salariés, et du président de la commission Conjointe, à titre de président du sous-comité.

Les décisions unanimes ou majoritaires du sous-comité précité, dans tous les cas, sont soumises à la considération de la Commission Conjointe qui donne sa décision dans le cadre de sa juridiction.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend toute la province de Québec et, pour fins d'application, est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: L'île de Montréal et un rayon de dix (10) milles autour de ses limites.

Zone II: La province de Québec à l'exception de la zone I.

III. *Heures de travail*: Les heures de travail des salariés sont établies comme suit:

a) Zone I: Quarante (40) heures constituent une semaine régulière de travail et sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine, le travail commence à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m. Un intervalle d'une heure pour le repas du midi doit être donné aux salariés entre 11.30 a.m. et 1.30 p.m.

b) Zone II: Quarante-quatre (44) heures constituent une semaine régulière de travail et sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, le travail commence à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 6.00 p.m.; le vendredi de chaque semaine, le travail commence à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m. Un intervalle d'une heure pour le repas du midi doit être donné aux salariés entre 11.30 a.m. et 1.30 p.m.

c) *Répartitions différentes*: A la demande de la majorité de ses salariés, l'employeur peut redistribuer les heures de travail mais il doit aviser, par écrit, la Commission conjointe de cette redistribution avant de la mettre en vigueur.

IV. *Travail supplémentaire*: a) Tout travail exécuté après les heures régulières mentionnées à l'article III, doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire et demi.

b) Tout travail supplémentaire exécuté en plus ou après les heures régulières est permis dans les deux (2) zones:

1° Les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine jusqu'à 9.00 p.m. seulement.

2° Le samedi de chaque semaine de 8.00 a.m. à midi.

c) Aucun travail supplémentaire n'est permis dans les deux (2) zones:

1° Du 24 juin au 15 août de chaque année;

2° Tous les dimanches de l'année;

3° Pendant la période du repas du midi de chaque jour;

4° Le vendredi de chaque semaine après 5.00 p.m.;

5° Le samedi après-midi de chaque semaine.

V. *Définition des métiers*: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

2. Underwear made of knitted fabrics;

3. Shirts, pyjamas and garments of all descriptions up to and including the age of six (6).

e) In the event of a dispute between the Joint Commission and/or its inspectors and any employer regarding the classification of a garment, such dispute shall be submitted for decision to a sub-committee of the Joint Commission composed of two employers and two employees, all four designated by the said Joint Commission, with the Chairman of the Joint Commission acting as Chairman of the sub-committee.

The unanimous or majority decisions of the above sub-committee in all cases, will be referred to the consideration of the Joint Commission which shall decide within its competence.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the entire province of Quebec and, for purposes of enforcement, is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and a radius of ten (10) miles around its limits.

Zone II: The entire province of Quebec, with the exception of Zone I.

III. *Hours of work*: The hours of work for the employees are fixed as follows:

a) Zone I: Forty (40) hours shall constitute a regular work week, in the following manner:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week, work shall begin at 8.00 a.m. and continue until 5.00 p.m. with an interval of one hour for lunch each day, to be scheduled between 11.30 a.m. and 1.30 p.m.

b) Zone II: Forty-four (44) hours shall constitute a regular work week, in the following manner:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week, work shall begin at 8.00 a.m. and continue until 6.00 p.m., and on Friday in each week, work shall begin at 8.00 a.m., and shall continue until 5.00 p.m., with an interval of one hour for lunch each day, to be scheduled between 11.30 a.m. and 1.30 p.m.

c) *Change of hour*: Upon request from the majority of his employees, the employer may redistribute the hours of work but he shall notify the Joint Commission, in writing, of such change before putting it into effect.

IV. *Overtime*: a) All work done after the regular hours as outlined in section III, shall be considered as overtime and paid for at the rate of time and one half.

b) Overtime work, in addition to or after regular hours is permitted in the two (2) zones:

1. On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week until 9.00 p.m. only.

2. On Saturday of each week, from 8.00 a.m. to 12.00 noon.

c) Overtime work is prohibited in the two (2) zones:

1. From June 24th to August 15th of each year;

2. On all Sundays of the year;

3. Every day, during lunch hour;

4. On Friday of each week after 5.00 p.m.;

5. On Saturday afternoon of each week.

V. *Definition of crafts*: For the purposes of enforcement of the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) Le terme "Opérateurs" désigne ceux qui, à l'aide de machines à coudre ordinaires, à deux aiguilles ou plus, et selon les règles de l'art, assemblent, en partie ou en entier, tout article visé par le présent décret, une fois taillé. Ce terme comprend aussi les opérateurs sur machines à coudre préposés aux échantillons, aux réparations ou travaillant sur des machines dites "spéciales" telles que: machine à border, machine à fermer, machine à boutons, machine à boutonnières, machine à froncer, machine à ourler, machine à boutons-pression, machine à surjeter, qui sont capables d'exécuter et qui exécutent, à l'aide de machine à coudre et selon les règles de l'art, une ou plusieurs des opérations, lesquelles réunies, comprennent toute la couture des vêtements assujettis au présent décret.

b) Le terme "presseurs" désigne ceux qui font le repassage et le pressage en partie ou en entier de tout article compris dans la juridiction du présent décret, avant ou une fois cousu par l'opérateur.

c) Le mot "examineurs" désigne ceux qui font l'inspection d'une partie ou de l'ensemble de tout vêtement assujetti au présent décret pour y découvrir les défauts de façon et qui, de plus, s'occupent du coupage de fils ou de tout autre travail nécessaire à compléter le vêtement avant ou une fois cousu par l'opérateur.

d) Le terme "ouvriers généraux" désigne ceux qui font les divers ouvrages de fabrication accessoire à celle de tout vêtement assujetti au présent décret, tels que les aides-centremaitresses, la distribution des paquets de marchandises aux opérateurs, aux presseurs ou aux examineurs, ou encore le numérotage, l'emballage mineur.

e) 1° Le mot "marqueurs" désigne ceux qui placent et reproduisent les patrons sur les tissus ou sur papier et qui, de plus, taillent aux ciseaux, coupent à la machine, au couteau ou autrement, selon les règles de l'art, tous les tissus bruts employés à la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

2° Le terme "coupeurs au couteau à la main" désignent ceux qui coupent au couteau à la main, selon les règles de l'art, tous tissus, fournitures et doublures employés à la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

3° Le mot "coupeurs" désigne ceux qui, selon les règles de l'art, taillent aux ciseaux, ou coupent au couteau électrique, à la matrice, à la machine ou autrement, tous tissus employés à la fabrication des vêtements visés par le présent décret mais qui ne placent ni ne reproduisent les patrons.

f) Le mot "étaleurs" désigne ceux qui font le travail d'étendre le matériel employé dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret, en vue de préparer le travail du coupeur.

g) Le mot "assortisseurs" désigne ceux qui font le travail de séparer les coupes et les attacher en paquets par quantité et grandeur, de tout matériel employé dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret.

h) Le terme "Commission Conjointe" désigne le comité paritaire constitué en vertu de la Loi pour surveiller et assurer l'observance du décret.

VI. *Interprétation*: Dans ce décret, le genre masculin comprend les deux sexes à moins que le contexte n'indique le contraire; le singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension.

VII. *Salaires minima pour le travail à l'heure ou à la pièce*: Les taux horaires minima pour le travail régulier de jour, durant une semaine régulière, sujets aux dispositions apparaissant

a) The term "operatofs" applies to those actually performing by ordinary sewing machines, (two needle machines, or more) in a workmanlike manner, the operation of sewing together, in part or in whole, any of the products falling within the present jurisdiction, after the said garment has been cut; this term includes also sample makers, repair makers and the operators working on machines called "Special Machines" such as: taping, overlock, button-sewer, buttonhole, tucking, botton-making, snap-fastening button, over-casting seams; who are able to and actually perform, by sewing machines and in a workmanlike manner, anyone or more of the operations which together comprise the complete work of sewing anyone of the garments herein concerned.

b) The term "pressers" applies to those actually performing the work of ironing or pressing, in part or in whole, garments falling within the present jurisdiction before or after the garment has been sewn together by the operator.

c) The term "examiners" applies to those actually performing the work of inspecting part of or a completed garment falling within the present jurisdiction for faults in workmanship and performing the operations of thread clipping or other necessary work for the completion of the garment after or before it has been sewn by the operator.

d) The term "general hands" applies to those actually performing sundry factory work incidental to the manufacture of all garments falling within the present jurisdiction, for example, assisting forelady, carrying bundles of merchandise to operators, pressers or to examiners, stamping, minor packing.

e) 1. The term "makers" applies to those who make markers on materials or on paper and who also cut by shears, machine, knife or otherwise, in a workmanlike manner, all raw materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

2. The term "hand-knife cutters" applies to those who cut by hand with a short knife, in a workmanlike manner, all materials, trimmings and linings used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

3. The term "cutters" applies to those who cut by shears, electric knife, die machine or otherwise, in a workmanlike manner, all materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction but who do not make markers.

f) The term "spreaders" applies to those who perform the work of spreading materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction in preparation for the work of the cutter.

g) The term "dividers" applies to those actually performing the work of dividing the cuts and attaching them in bundles, per quantities and sizes, of all materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

h) The term "Joint Commission" means the parity committee formed under the act to administer the decree.

VI. *Interpretation*: In this decree, the masculine gender includes all genders unless the contrary intention is evident by the context; the singular number extends to more than one person or more than one thing of the same sort whenever the context admits of such extension.

VII. *Minimum scale of wages for hour or piece-work*: The hourly minimum rates of wages for work performed during a regular working day and during a regular working week, subject to

ci-après, doivent être ceux mentionnés pour chaque opération dans leur zone respective:

1° Taux horaires minima: a) Opérateurs, pres-seurs, examinateurs et employés généraux:

	Taux horaires Zones	
	I	II
Premier mois	\$0.45	\$0.40
Deuxième et troisième mois	0.50	0.45
Deuxième trimestre	0.55	0.50
Après six mois	0.61	0.55
Après douze mois	0.67	0.60
Après dix-huit mois	0.75	0.67

La moyenne générale pour les salariés auxquels s'applique ce paragraphe, après un an d'expérience dans l'industrie doit être de \$0.85 l'heure dans la zone I et de \$0.75 l'heure dans la zone II.

b) Apprentis marqueurs et coupeurs:

Premier trimestre	\$0.75	\$0.70
Après trois (3) mois	0.80	0.75
Après un (1) an	0.91	0.83
Après deux (2) ans	1.02	0.94
Après trois (3) ans	1.13	1.05

Après quatre (4) années de services:

Coupeurs	\$1.35	\$1.25
Coupeurs au couteau à la main	1.45	1.35
Marqueurs	1.45	1.35

c) Employés généraux de la fabrique, sexe masculin:

Premier semestre	\$0.70	\$0.64
Après le 1er semestre	0.75	0.70
Après douze (12) mois	0.80	0.75
Après dix-huit (18) mois	0.86	0.80
Après vingt-quatre (24) mois	0.91	0.86

d) Étaliers:

Premier semestre	0.70	0.65
Après le 1er semestre	0.75	0.70
Après douze (12) mois	0.80	0.75
Après dix-huit (18) mois	0.86	0.80
Après vingt-quatre (24) mois	0.91	0.86

e) Assortisseurs:

Premier semestre	0.65	0.60
Après le 1er semestre	0.70	0.65
Après douze (12) mois	0.75	0.70
Après dix-huit (18) mois	0.80	0.75

2° Taux à la pièce: a) Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que le minima ci-haut.

b) Tous les salariés rémunérés à la pièce doivent recevoir les augmentations ci-après:

i. Dans les zones I et II, 5% sur tous les taux à la pièce payés lors de la publication du présent décret d'amendement dans la Gazette officielle de Québec.

ii. Dans la Zone II, 5% additionnel, à compter du 31 mars 1958, sur tous les taux à la pièce payés lors de la publication du présent décret d'amendement dans la Gazette officielle de Québec.

3° Incorporation du supplément de salaire horaire: a) Les suppléments de salaire horaire ci-après, présentement payés dans l'industrie:

i. Employés du sexe féminin:

	L'heure
Ayant un (1) mois de service ou plus	\$0.06
Ayant un (1) an de service ou plus	0.08

ii. Employée du sexe masculin:

Marqueurs et coupeurs	0.10
-----------------------	------

iii. Tous les autres employés masculins:

Ayant un (1) mois de service ou plus	0.10
--------------------------------------	------

sont incorporés aux taux horaires minima mentionnés au paragraphe 1 de la présente section, de même qu'aux taux horaires excédant les minima et actuellement payés dans le cas de chaque salarié.

b) Le pourcentage entre les suppléments de salaires horaires payés par rapport à la totalité des salaires payés pour l'année 1956, d'après les

the provisions hereinafter contained, shall be the rates appearing below opposite the respective operations in their respective zones:

1. Hourly minimum rates: a) Operators, pressers, examiners and general hands:

	Per hour Zones	
	I	II
First month	\$0.45	\$0.40
Second and third months	0.50	0.45
After three months	0.55	0.50
After six months	0.61	0.55
After twelve months	0.67	0.60
After eighteen months	0.75	0.67

The general average for the employees covered by this paragraph, after one year of experience in the industry, must be \$0.85 per hour in Zone I, and \$0.75 per hour in Zone II.

b) Apprentice markers and cutters:

First three months	\$0.75	\$0.70
After three months	0.80	0.75
After one year	0.91	0.83
After two years	1.02	0.94
After three years	1.13	1.05

After four (4) years of service:

Cutters	\$1.35	\$1.25
Hand knife cutters	1.45	1.35
Markers	1.45	1.35

c) General factory workers, male:

First six months	\$0.70	\$0.64
After six months	0.75	0.70
After twelve months	0.80	0.75
After eighteen months	0.86	0.80
After twenty-four months	0.91	0.86

d) Spreaders:

First six months	0.70	0.65
After six months	0.75	0.70
After twelve months	0.80	0.75
After eighteen months	0.86	0.80
After twenty-four months	0.91	0.86

e) Dividers:

First six months	0.65	0.60
After six months	0.70	0.65
After twelve months	0.75	0.70
After eighteen months	0.80	0.75

2. Piece-work prices: a) No piece-work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimums as above-mentioned.

b) All employees remunerated on a piece-work basis shall receive the following increases:

i. In Zones I and II, 5% on all piece work prices paid at the time of gazetting of this amending decree.

ii. In Zone II, an additional 5%, from March 31st, 1958, on all piece-work prices paid at the time of gazetting of this amending decree.

3. Incorporation of the additional hourly wage:

a) The following additional hourly wages actually paid in the Industry:

i. Female employees:

	Per hour
With one (1) month of service or more	\$0.06
With one (1) year of service or more	0.08

ii. Male employees:

Markers and cutters	0.10
---------------------	------

iii. All other employees (male):

With one (1) month of service or more	0.10
---------------------------------------	------

are incorporated to the hourly minimum rates mentioned under paragraph 1 of the present section and also to all hourly rates exceeding the minimums and actually paid in the case of each employee concerned.

b) The percentage between the additional hourly wages in relation to the total wages paid during the year 1956, as reported monthly to the

rapports mensuels soumis à la Commission Conjointe, détermine dans le cas de chaque employeur, pour les employés rémunérés à la pièce, les augmentations dans les taux à la pièce qui doivent remplacer les suppléments de salaires horaires.

c) L'incorporation des suppléments de salaires horaires tel que prévu dans la présente section doit se faire dans les conditions suivantes:

i. Ladite incorporation doit être effectuée dans les trois (3) mois de la date de publication du présent décret d'amendement dans la *Gazette officielle de Québec*, décrétant la présente disposition.

ii. Les employeurs peuvent effectuer l'incorporation avant l'expiration de la période de trois (3) mois en donnant à la Commission Conjointe un avis par écrit de trente (30) jours de leur intention d'incorporer, ledit avis devant contenir en détail les taux à la pièce actuellement existants et les taux incorporés proposés.

iii. Les taux proposés résultant de l'incorporation des suppléments de salaires horaires doivent être approuvés par la Commission Conjointe ou ses agents autorisés avant qu'ils ne soient mis en vigueur.

4 *Compensation*: Les employeurs des deux zones qui ont accordé à leurs salariés depuis le 1er janvier 1957, des augmentations générales de salaires horaires ou à la pièce, bénéficieront d'une compensation équivalente et proportionnelle lors de la mise en vigueur des augmentations générales de salaires décrétées dans la présente section.

VIII. *Aucune réduction dans les salaires*: Pendant la durée du présent décret il ne doit y avoir aucune réduction dans les salaires actuellement payés, soit à l'heure, à la pièce ou à la semaine, y compris les suppléments de salaire prévus au paragraphe 3° de l'article VII du présent décret.

IX. *Congé annuel payé*: Chaque salarié assujéti au décret a droit:

a) Après une année de services continus pour le même employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept (7) jours comprenant au moins cinq (5) jours ouvrables.

b) Si le salarié n'a pas encore complété une année de services continus pour son employeur, à un congé annuel payé d'une durée minimum d'autant de mi-journées ouvrables qu'il a de mois de calendrier de services continus pour son employeur.

c) Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié prend fin avant que se termine une année de services continus, ou si l'emploi commence et se termine pendant la période d'une année de services continus, ledit salarié doit, lors de la cessation de l'emploi, recevoir, au lieu du congé payé, une somme égale à 2% de la rémunération gagnée dans la partie de ladite année de services continus pendant laquelle il a été à l'emploi de l'employeur.

d) Pour chaque congé annuel payé, la période d'une année de services continus à l'emploi d'un employeur donnant droit à tel congé, commence le premier (1er) jour de juillet d'une année pour se terminer le trentième (30ème) jour de juin de l'année suivante.

e) Ledit congé annuel payé doit être donné pendant la période comprise entre le 15 juin et le 15 août de chaque année, et l'employeur doit aviser les salariés de la période exacte du congé au moins quinze (15) jours à l'avance.

Joint Commission, determines in the case of each employer, for all employees remunerated on a piece work basis, the increases on the piece work rates which are to replace the additional hourly wages.

c) The incorporation of the additional hourly wages as herein provided in the present section, shall be done in the following conditions:

i. That such incorporation shall take place on or before three (3) months from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the order-in-council enacting the present provisions;

ii. Employers may incorporate prior to the expiration of the afore-mentioned three (3) months period, by giving thirty (30) days written notice of their intention to incorporate to the Joint Commission, which notice shall detail the existing piece work rates and the proposed incorporated rates;

iii. The proposed rates resulting from the above incorporation of the additional hourly wages shall be first approved by the Joint Commission or its authorized representatives before they are put into effect.

4. *Compensation*: The employers in both zones who since January 1st 1957, have granted general hourly or piece-work wage increases to their employees shall be entitled to an equivalent or proportional compensation in the implementing of the general increases decreed in this section.

VIII. *Prohibition to reduce wages and rates*: There shall be no reduction in the wages presently paid, whether on an hourly, piece work or weekly basis, including the additional hourly wage provided for under paragraph 3 of article VII of the present decree.

IX. *Annual vacation with pay*: Each and every employee, governed by the Decree, is entitled:

a) After one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay for a minimum duration of seven (7) days, comprising at least five (5) working days.

b) If the employee has not yet completed a year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay, having a minimum duration of as many half working days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

c) If, for any reason whatsoever, employment of an employee is terminated before a year of continuous service is completed, or is commenced and terminated during a year of continuous service, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 2% of his earnings in that portion of the said year of continuous service during which he was in the employ of the employer.

d) For each annual vacation with pay, the period of a year's continuous service in the employ of any employer which gives right to such vacation begins on the first (1) day of July of one year and ends on the thirtieth (30th) day of June of the following year.

e) The said annual vacation with pay shall be granted during the period extending from the 15th day of June to the 15th day of August in each year, and the employer shall notify the employee of the exact period of the vacation at least fifteen (15) days in advance.

f) Après trois (3) ans d'emploi continu avec le même employeur, le salarié a droit à deux (2) semaines de vacances payées basées au taux de 4% du revenu qu'il aura gagné durant l'année.

g) Si pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié, ayant trois (3) ans de services continus ou plus avec le même employeur, se terminait avant la période du congé annuel, ledit salarié doit, lors de la cessation de l'emploi, recevoir, au lieu du congé payé, une somme égale à 4% du revenu qu'il aura gagné dans la partie de ladite année.

X. *Jours de fêtes:* a) Aucun travail n'est permis les jours de fêtes suivants:

Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

b) Après trois (3) mois d'emploi continu, les employeurs doivent accorder à leurs salariés les congés statutaires du Premier de l'An, de la Saint-Jean-Baptiste, de la fête du Travail et du jour de Noël, quel que soit le jour de ces fêtes, et leur payer pour ces congés une rémunération équivalente à huit heures (8) de travail dans la zone I et à huit heures et demie (8½) de travail dans la zone II, à leur salaire horaire moyen dans leur métier respectif.

XI. *Travail à l'extérieur:* Lorsque les grossistes, les soustraitants, les détaillants, les entrepreneurs, les manufacturiers ou autres personnes, en vertu ou non d'un permis spécial de la Commission Conjointe, donnent du travail à des ateliers de l'extérieur, à des entrepreneurs à l'intérieur ou autrement, ces grossistes, soustraitants, détaillants, entrepreneurs, manufacturiers ou autres personnes sont conjointement et solidairement responsables, avec les personnes auxquelles tel travail a été confié, du paiement des salaires et de l'observance des conditions de travail déterminés dans le décret.

XII. *Travail à domicile:* a) Nul ne peut donner, pour être exécuté à domicile, du travail sur des vêtements assujettis au décret à toute personne déjà à l'emploi de sa fabrique ou de son atelier ou à toute personne déjà à l'emploi de tout autre atelier ou fabrique.

b) Aucun manufacturier, sous-traitant, entrepreneur, sous-entrepreneur et manufacturier détaillant ne peut donner de l'ouvrage pour être effectué à domicile sans avoir au préalable, dans chaque cas, donné un avis écrit à la Commission conjointe, attestant son intention de donner tel travail.

c) Chaque manufacturier, sous-traitant, entrepreneur, sous-entrepreneur et manufacturier-détaillant qui fait exécuter du travail à domicile est tenu de remettre à la Commission conjointe, dans les quinze (15) jours du commencement des opérations à domicile, sur des formules fournies à cette fin par la Commission conjointe, le détail des nom, prénom, âge, occupation et adresse de chaque salarié.

d) Tout travail exécuté par des salariés à domicile (travailleurs à domicile) doit être rémunéré par l'employeur à un taux hebdomadaire, journalier ou horaire au moins égal aux taux payés dans son atelier ou dans les ateliers semblables pour des opérations de même nature, ou à un taux à la pièce, si le système de paiement est à la pièce, au moins égal aux taux payés dans son atelier ou dans des ateliers semblables de l'industrie, plus 20%, dont 2% est considéré comme rémunération de vacances payées.

e) Tous les employeurs qui font exécuter du travail à domicile doivent fournir, gratuitement, la machine nécessaire et pourvoir son entretien

f) After three (3) years of continuous employment with the same employer, the employee shall have two (2) weeks vacation with pay based on the rate of 4% of his total earnings during the year.

g) If, for any reason whatsoever, employment of an employee having three (3) years or more of continuous service with the same employer is terminated before the annual vacation period, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 4% of his total earning in that portion of the said year.

X. *Holidays:* a) No work shall be permitted on the following holidays:

New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, (July 1), Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) After three (3) months continuous employment all employers shall grant to their employees the following statutory holidays of New Year's Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, Christmas Day, whenever such holidays occur, and shall pay to such employees for such holidays an amount of pay equivalent to eight (8) hours of work in Zone I and 8½ hours in Zone II, at their hourly average wage for their particular craft.

XI. *Responsibility for outside work:* Whenever wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons, whether under special permit from the Joint Commission or not, give work to outside shops, inside contractors or otherwise, such wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons, shall be jointly and severally responsible with the persons to whom such work is given for wages and working conditions as fixed by the decree.

XII. *Home work:* a) No one shall give work to be done or performed at home, on garments coming under the jurisdiction of the decree, to any person who is already employed in his manufacturing establishment or shop or any other manufacturing establishment or shop.

b) Before any manufacturer, jobber, contractor, sub-contractor and retail-manufacturer can give work to be performed at home, notice in writing to that effect must previously be given, in each case, to the Joint Commission.

c) Every manufacturer, jobber, contractor, sub-contractor and retail manufacturer who gives work to be performed at home must furnish, on forms provided by the Joint Commission, within fifteen (15) days from the beginning of the said home operations, the Christian name, surname, age, occupation and address of each employee.

d) All work done or performed by employees at home (home workers) shall be paid for by the employer at a weekly, daily or hourly rate which is equal to the rates paid in his shop or in comparable shops in the industry, for similar operations, or at piece-work rates, if the system of payment is by the piece, which are equal to those paid in his shop or in comparable shops in the industry, plus 20% extra, 2% of which being considered as vacation pay.

e) All employers giving work to be done or performed at home must supply, without charge, the necessary machine for so doing, and maintain

sans frais pour le salarié. Il ne doit être fait aucune déduction du salaire du travailleur à domicile pour le fil et les frais de transport lesquels doivent être payés par l'employeur. Tous les articles doivent être livrés et recueillis par l'employeur ou son agent.

f) Toute imperfection dans le travail du travailleur à domicile doit être réparée par ce dernier. Il est loisible à l'employeur de faire faire les réparations ailleurs pourvu que le coût de ces opérations ne soit pas défrayé par le travailleur à domicile à qui ledit travail avait été confié en premier lieu.

XIII. *Contrats individuels*: Aucun employeur ne doit faire de contrats individuels contraire à l'article 13 de la Loi de la convention collective, avec un ou des salariés visés par le présent décret, ni exiger ou accepter aucun dépôt en argent comptant ou autre valeur d'un salarié. L'employeur a toutefois le droit de retenir le salaire de pas plus de trois (3) jours d'ouvrage comme garantie d'avis de congé.

XIV. *Systèmes de contrats*: À l'intérieur d'un atelier, il est défendu d'accorder des contrats ou des sous-contrats, sauf lorsqu'un contrat général est octroyé pour tout l'ouvrage. En pareil cas, le manufacturier est conjointement et solidairement responsable avec l'entrepreneur de l'application de tous les termes et conditions du présent décret.

XV. *Horloge enregistreuse*: Chaque employeur doit maintenir une horloge enregistreuse dans son atelier au moyen de laquelle tous les salariés doivent enregistrer leurs heures de travail.

XVI. *Carte-registre*: Tous les employeurs doivent remettre à la Commission Conjointe une carte d'enregistrement pour chaque salarié assujéti au décret indiquant l'expérience et les autres renseignements concernant le salarié, tel que requis par la Loi, sous la signature conjointe de l'employeur et du salarié. Ces cartes sont d'abord fournies par la Commission Conjointe.

Ces cartes d'enregistrement, émises pour chaque salarié, doivent être reçues au bureau de ladite Commission dans les quatorze (14) jours suivant la date de l'embauchage dudit salarié.

XVII. *Registre pour travail à la pièce*: Pour le travail à la pièce, l'employeur doit toujours tenir un registre indiquant le taux à la pièce et le nombre de pièces fabriquées.

Le registre demeure entre les mains de l'employeur, pour être gardé en tout temps à ses bureaux, durant une période d'au moins douze (12) mois, et doit être disponible en tout temps pour inspection par l'administrateur de la Commission Conjointe ou ses représentants dûment autorisés.

XVIII. *Rendement inférieur à la moyenne*: La Commission Conjointe peut, par résolution accorder d'après la preuve jugée suffisante à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes, un certificat l'autorisant à travailler à des conditions déterminées et différentes de celles prévues par le décret.

XIX. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1959. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'une ou plusieurs parties contractantes ne donnant un avis écrit à ce contraire aux autres parties dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars de chaque année. Un tel avis écrit doit aussi être adressé au Ministre du Travail et à la Commission Conjointe. (Document "B" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

free of charge, the said machine in good operating conditions. No deduction shall be made from the wages of the home worker for thread and transportation charges which must be paid by the employer. All work must be delivered and collected by the employer or his agent.

f) The home worker is obliged to repair all garments incorrectly made by him or her. The employer may, however, have the repairs executed elsewhere but shall not charge the cost thereof to the home worker who originally made the garments.

XIII. *Individual contracts*: No employer shall make any individual contracts in violation of article 13 of the Collective Agreement Act, with any employee falling within the scope of the decree, nor exact nor accept any cash deposit or any other securities from any such employee. However, the employer is entitled to retain not more than three (3) days wages as security for notice.

XIV. *Contracting system*: No contracting or subcontracting shall be permitted inside any shop except where a general contract is given for all the work, in which case the manufacturer shall be jointly and severally responsible with the subcontractor for compliance with all the terms and conditions of the present decree.

XV. *Punch Clock*: Every employer shall maintain a time clock in his factory on which all employees shall record their working hours.

XVI. *Employees' record card*: All employers must furnish the Joint Commission with an employee record card for each employee governed by the decree on forms to be provided by the said Joint Commission, giving thereon the experience and other information concerning the said employee, as required by the act, the whole to be certified by the signature of both employer and employee.

These records for each employee must be filed in the office of the said Commission not later than fourteen (14) days following the date of engagement of the said employee.

XVII. *Piece-work records*: In case of piece-work, the employer shall at all times maintain records showing the piece-work rates and the number of pieces worked.

These records shall be kept on the premises of the employer, at all times for a period of at least twelve (12) months and shall remain open for inspection, at any time, by the administrator of the Joint Commission or by his duly authorized representatives.

XVIII. *Production under average*: The Joint Commission may, by resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to any employee with restricted physical or mental capacity, a certificate authorizing such employee to work under determined conditions different from those of the decree.

XIX. *Duration of the Decree*: The present decree remains in force until March 31st, 1959. It shall renew itself automatically from year to year thereafter unless one or more contracting parties give a written notice to the contrary to the other parties between the sixtieth (60th) and the thirtieth (30th) day before March 31st of each year. Such notice must also be given to the Minister of Labour and to the Joint Commission.

(Document "B" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1037

Québec, le 23 octobre 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 18 avril 1946, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1409-A du 27 août 1947, 976 et 1197-D des 31 août et 27 octobre 1949, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 juillet 1957;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1336, soit modifié comme suit:

1° L'article II est remplacé par le suivant:

"II. *Jurisdiction: a) Jurisdiction commerciale:* Le présent décret s'applique à toute personne, société, association ou corporation exploitant un commerce d'épicerie, de boucherie ou de restaurant épicerie, dans les limites de la juridiction territoriale ci-après décrite.

Il ne s'applique pas, cependant, aux cultivateurs qui vendent exclusivement des produits de leurs fermes au Marché Bonsecours.

b) *Jurisdiction territoriale:* Le présent décret s'applique exclusivement à la cité de Joliette et au territoire compris dans un rayon d'un (1) mille de ses limites."

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Heures de travail: a) La semaine régulière de travail est de cinquante-trois (53) heures réparties de la façon suivante:*

Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Cependant, le travail est permis de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. le lundi, lorsqu'il y a une fête chômée au cours de la semaine.

b) *Employeurs et artisans comme les salariés ne doivent pas exécuter de travail de vente de marchandises d'épicerie ou de boucherie, en dehors des heures mentionnées au paragraphe "a" du présent article.*

c) *Notwithstanding les dispositions du paragraphe "b" du présent article dans les restaurants-épicerie, les heures de travail permises sont celles nécessaires à l'entreprise mais la vente des produits d'épicerie et de boucherie est totalement prohibée avant et après les heures de travail mentionnées au paragraphe "a" du présent article.*

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1037

Quebec, October 23, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees in the city of Joliette.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees in the city of Joliette, rendered obligatory by the decree number 1336 of April 18, 1946, amended by Orders in Council numbers 1409-A of August 27, 1947, 976 and 1197-D of August 31 and October 27, 1949, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 27, 1957;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1336, be amended as follows:

1. Article II is replaced by the following:

"II. *Jurisdiction: a) Commercial jurisdiction:* The present decree applies to any person, partnership, association or corporation operating a grocery, meat or restaurant-grocery trade within the limits of the territorial jurisdiction hereafter designated.

It does not extend, however, to farmers who sell nothing but products of their farm at the Marché Bonsecours.

b) *Territorial jurisdiction:* The present decree applies exclusively to the city of Joliette and to the territory comprised in a radius of one (1) mile around its limits."

2. Article III is replaced by the following:

"III. *Hours of work: a) The standard work week consists of fifty-three (53) hours distributed as follows:*

On Monday: from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.;

On Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

However, working hours shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. on Monday when a holiday occurs in the week.

b) *Employers and artisans, like employees, shall not sell meat or groceries outside the hours mentioned in paragraph "a" of the present article.*

c) *Notwithstanding the above paragraph "b", the hours of work in grocery-restaurants shall be as required by the concern, but the sale of meat and grocery goods is strictly prohibited before or after the hours of work mentioned in paragraph "a" of the present article.*

d) Nonobstant le paragraphe "b" du présent article, toute commande prise avant l'expiration des heures de travail peut être livrée.

e) Tout employeur peut exiger de ses salariés deux (2) heures de travail supplémentaires par semaine aux seules fins du nettoyage de l'établissement sans rémunération additionnelle. L'employeur doit cependant s'entendre avec ses employés au sujet de la répartition de ce travail.

f) Le travail de vente peut être prolongé jusqu'à 10.00 p.m.:

i. Les trois (3) jours précédant immédiatement la veille de la fête de Noël et les quatre (4) jours précédant immédiatement le Premier jour de l'An, le dimanche n'étant pas inclus dans ces jours.

ii. L'avant-veille de chaque fête chômée mentionnée au paragraphe "h", alinéa 1 et 2, du présent article, lorsque ces fêtes tombent un samedi et la veille de ces mêmes fêtes quand elles tombent un vendredi.

g) Les salariés ont le droit de prendre au moins une (1) heure pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir lorsqu'ils doivent travailler après 6.00 p.m.

h) Jours de fêtes chômés et payés: Il n'y a pas de travail les jours ci-après mentionnés:

1° Fêtes religieuses: Le Premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

2° Fêtes légales: La Saint-Jean-Baptiste (24 juin) ou le lendemain si cette fête tombe un dimanche, le 1er juillet (Confédération) et la fête du Travail.

3° Le jour de la Fête du Sacré-Cœur et le Vendredi-Saint, le travail doit cesser une (1) heure avant la cérémonie religieuse principale à la Cathédrale de Joliette pour ne reprendre qu'après cette cérémonie.

4° Nonobstant le paragraphe "a" du présent article, si le Premier de l'An tombe un vendredi, le lendemain est un jour de travail jusqu'à 10.00 p.m. et le lundi suivant est un jour de congé.

5° Si l'une ou l'autre des fêtes de l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée-Conception tombe un vendredi, le travail sera permis ce jour-là de 9.00 a.m. à 9.00 p.m. mais le lundi précédant cette fête doit être chômé toute la journée.

i. Aucune retenue ou déduction ne doit être faite sur le salaire pour tout jour de congé mentionné au paragraphe "h" du présent article.

Reserve: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée du travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175) aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes."

3° L'article IV est remplacé par le suivant:
"IV. Salaire minimum: Les taux de salaires ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

	<i>Par semaine</i>
Premier commis-boucher en charge de la boucherie (dont l'employeur n'est pas lui-même boucher).....	\$50.00
Premier commis-boucher, sous la juridiction d'un employeur-boucher.....	45.00
Commis-bouchers:	
Classe "A" (75%).....	40.00
Classe "B" (25%).....	35.00

d) Notwithstanding the provisions of paragraph "b" of the present article, orders taken before the expiration of working hours may be delivered.

e) Employers may require two (2) overtime hours of work from their employees, without extra pay, for the sole purpose of cleaning the establishment. Employers shall however agree with their employees upon the distribution of such overtime work.

f) Sales work may be performed until 10.00 p.m.:

i. on the three (3) days preceding Christmas Eve and the four days preceding New Year's Day, Sunday not being included in those days;

ii. on the day before the eve of holidays mentioned in paragraph "h" sub-paragraphs 1 and 2, of the present article, when such holidays fall on Saturday and on the eve of such holidays when they fall on Friday.

g) Employees are entitled to at least one (1) hour for their noon meal and to one (1) hour for their evening meal when they work after 6.00 p.m.

h) Days kept as holidays: No work shall be performed on the following days:

1. Religious holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

2. Legal holidays: St. John the Baptist Day (June 24) or the day after should such holiday fall on Sunday, Confederation Day (July 1) and Labour Day.

3. On Sacred Heart Day and Good Friday, work shall cease one hour before the principal religious ceremony at the Joliette Cathedral and shall be resumed but one hour after the ceremony.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph "a" of the present article, should the New Year's Day fall on Friday, the day after New Year's Day shall be worked until 10.00 p.m. and the following Monday shall not be worked.

5. Should any one of the foregoing holidays namely: Epiphany, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day fall on a Friday, hours may be worked on that day from 9.00 a.m. to 9.00 p.m., but the Monday preceding such holiday shall not be worked.

i. No wage deduction of any kind shall be made in respect, or as a result of a holiday mentioned in paragraph "h" of the present article.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in the commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the by-laws passed by the authorized municipalities."

3. Article IV is replaced by the following:
"IV. Minimum wages: The minimum rates shall be those hereafter mentioned:

	<i>per week</i>
Head butcher-clerk in charge of the butcher-shop (when the employer himself is not a butcher).....	\$50.00
Head butcher-clerk under the jurisdiction of a butcher-employer.....	45.00
Butcher-clerk:	
Class "A" (75%).....	40.00
Class "B" (25%).....	35.00

Apprenti-boucher ayant 16 ans révolus:

1er semestre	21.00
2ème semestre	23.00
3ème semestre	25.00
4ème semestre	28.00
5ème semestre	30.00

Après 3 ans: le salaire fixé pour les commis-bouchers.

b) *Par semaine*

Premier commis-épicié en charge de l'épicerie (dont l'employeur ne travaille pas habituellement comme épicié)	\$45.00
Premier commis-épicié sous la juridiction d'un employeur qui travaille habituellement comme épicié	38.00
Commis-épiciés:	
Classe "A" (75%)	33.00
Classe "B" (25%)	28.00

Apprenti-commis épicié ayant 16 ans ou plus:

1er semestre	21.00
2ème semestre	24.00
2ème année	26.00
3ème année	28.00

Après 3 ans: le salaire fixé pour le commis-épicié.

c) Pour tout travail en plus des heures permises par l'article III ci-dessus, le salarié doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, ce taux horaire devant être calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

d) *Par semaine*

Les livreurs doivent recevoir les salaires suivants:	
Livreur sur camion	\$35.00
Livreur sur voiture à traction animale	30.00
Si le livreur prend soin du cheval	33.00
Livreur sur bicyclette	18.55
Si le livreur fournit sa bicyclette	21.50"

4° L'article VII est radié.
5° L'article XI est remplacé par le suivant: "XI. *Vacances payées*: Tout salarié régi par ce décret a droit à des vacances annuelles basées sur l'ordonnance numéro 3 révisée de la Commission du Salaire Minimum."

6° "L'Association des Marchands Détaillants du Canada (Québec) Inc., section des vivres, succursale de Joliette, mentionnée comme partie contractante de première part, est radiée."
(Document "C" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
46246-o Greffier du Conseil Exécutif.

Apprentice-butcher, at least 16 years old:

1st 6 months	21.00
2nd 6 months	23.00
3rd 6 months	25.00
4th 6 months	28.00
5th 6 months	30.00

After 3 years (as indicated for butcher-clerk).

b) *per week*

Head grocer-clerk in charge of the grocery (when the employer does not work regularly as grocer)	\$45.00
Head grocer-clerk under the jurisdiction of an employer who works regularly as grocer	38.00
Grocer-clerk:	
Class "A" (75%)	33.00
Class "B" (25%)	28.00

Apprentice grocer-clerk, at least 16 years old:

1st 6 months	21.00
2nd 6 months	24.00
2nd year	26.00
3rd year	28.00

After 3 years (as indicated for a grocer-clerk).

c) For all time worked in excess of the hours permitted in article III, the employee shall be remunerated at the rate of time and one half based on the regular rate of pay, such hourly rate to be computed at the prorata of the weekly wages.

d) *per week*

Delivery men shall receive the following wages:	
Delivery man on truck	\$35.00
Delivery man on horse-drawn vehicle	30.00
When delivery man takes care of the horse	33.00
Delivery boy on bicycle	18.55
When delivery boy furnishes the bicycle	21.50"

4. Article VII is deleted.
5. Article XI is replaced by the following: "XI. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present decree shall be entitled to a yearly vacation with pay in pursuance of Ordinance No. 3, revised, of the Minimum Wage Commission."
6. The name of the Retail Merchants Association of Canada (Quebec) Inc., Food Products Section, Joliette Branch, mentioned as contracting party of the first part, is deleted.
(Document "C" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
46246-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1037

Québec, le 23 octobre 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés des postes de service et débits d'essence dans la région de Chicoutimi.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1037

Quebec, October 23, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decree relating to service station and gasoline station employees in the district of Chicoutimi.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour

collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 488 du 2 mai 1951, amendé par l'arrêté en conseil numéro 985-F du 3 septembre 1953, relatif aux employés des postes de service et débits d'essence dans la région de Chicoutimi, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 juillet 1957;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le paragraphe "d" de l'article I dudit décret, numéro 488, soit remplacé par le suivant:

"d) Le mot "employé" désigne tout salarié au sens de la Loi de la convention collective, qui travaille dans un établissement défini aux paragraphes précédents."

(Document "D" annexé à l'arrêté).

46246-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

agreement rendered obligatory by the decree number 488 of May 2, 1951, amended by Order in Council number 985-F of September 3, 1953, relating to service station and gasoline station employees in the district of Chicoutimi, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 27, 1957;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT paragraph "d" of article I of the said decree, number 488, be replaced by the following:

"d) The word "employee" means any employee, as defined in the Collective Agreement Act, working in an establishment defined in the foregoing paragraphs."

(Document "D" annexed to the Order).

46246-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, N° 20,417. Germaine D'Auteuil, demanderesse; vs Henri Vaillancourt, défendeur.

AVIS

Dame Germaine D'Auteuil épouse de Henri Vaillancourt, commerçant de bois de Saint-Fabien, district de Rimouski, a formé contre son mari une demande en séparation de biens. Rimouski, le 28 octobre 1957.

46283-o Les Procureurs de la demanderesse,
GAGNON & GAGNON.

Action for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 20,417. Germaine D'Auteuil, plaintiff; vs Henri Vaillancourt, defendant.

NOTICE

Dame Germaine D'Auteuil, wife of Henri Vaillancourt, dealer in lumber of Saint-Fabien, district of Rimouski, has instituted against her husband a request for separation as to property. Rimouski, October 28, 1957.

46283 GAGNON & GAGNON,
Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse d'Économie Chambly Credit Union", en date du 27 septembre 1957, dont le siège social est situé à Montréal-Sud, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le seize octobre 1957.

46230-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

EPSILON PHI REALTY COMPANY, LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Epsilon Phi Realty Company, Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la province de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a le 17 jour d'octobre 1957, adopté un règlement pourvoyant à la distribution de son actif proportionnellement entre ses actionnaires.

46231-o Montréal, ce 21e jour d'octobre, 1957.
Le Secrétaire,
(Signé) C. A. HULL.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse d'Économie Chambly Credit Union" under date September 27, 1957, whereof the head office is at Montreal South, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1957.

46230 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

EPSILON PHI REALTY COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that "Epsilon Phi Realty Company, Limited", a company incorporated under the Quebec Companies' Act and having its Head Office in the city of Montreal, has adopted on the 17th day of October, 1957, a By-law providing that the assets of the company shall be distributed rateably amongst its shareholders.

46231-o Montreal, this 21st day of October, 1957.
(Signed) C. A. HULL,
Secretary.

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DU GOLFE
ST-LAURENT LIMITÉE
THE GULF ST. LAWRENCE TELEPHONE
COMPANY LIMITED

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DU GOLFE
ST-LAURENT LIMITÉE
THE GULF ST. LAWRENCE TELEPHONE
COMPANY LIMITED

Par son règlement N° XXVI, adopté par ses directeurs le 27 décembre 1956 et sanctionné par ses actionnaires, la Compagnie ci-dessus a décrété que après la discontinuation de ses opérations à raison de la cession de tous ses biens et le paiement ou garantie de toutes ses dettes et obligations, ses actifs seraient distribués entre ses actionnaires.

By Company's By-law No. XXVI, adopted by its directors on December 27, 1956 and confirmed by the shareholders, the above company has enacted that after having ceased to carry on business following an assignment and that all its debts and obligations having been provided for or protected, its assets shall be distributed among its shareholders.

Rimouski, le 25 octobre 1957.

Rimouski, October 25, 1957.

46232-o

Le Secrétaire,
P.-E. GAGNON.

46232

P.-E. GAGNON,
Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Lait et Crème du Comté de Montcalm", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le dix-huit octobre 1957.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Lait et Crème du Comté de Montcalm" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests, of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October eighteenth, 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Esprit, comté de Montcalm.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Esprit, county of Montcalm.

46241-o

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

46241

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

ST. ALEXANDER PARKING CORPORATION

ST. ALEXANDER PARKING CORPORATION

Règlement N° 55

By-law No. 55

qui est un règlement concernant la distribution de l'actif de St. Alexander Parking Corporation.

being a by-law respecting the distribution of the assets of St. Alexander Parking Corporation.

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de ventilation de ses affaires;

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2° Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations;

2. Whereas the Company has no debts or obligations;

3° En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie "St. Alexander Parking Corporation", que:

3. Therefore be it enacted as a By-law of "St. Alexander Parking Corporation", that:

(1) La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et procéder subséquemment à sa dissolution par voie de procédure d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

(1) The Company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act.

(2) Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à la bonne exécution du précédent.

(2) The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Decrété ce 25e jour de février 1957.

Enacted this 25th day of February, 1957.

Le Président,
JACK L. CUMMINGS.

JACK L. CUMMINGS,
President.

Le Secrétaire,
H. WENER.

H. WENER,
Secretary.

46244

46244-o

(P.G. 10557-57)

(A.G. 10557-57)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 26 octobre 1957, approuvé les règlements comprenant les articles numéros I à XV inclusivement de "Côte St. Luc Merchants' Association", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 20 mars

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws comprising articles numbers I to XV inclusive of "Côte St. Luc Merchants' Association", as adopted at the meeting held on March 20th, 1957, have been approved by the Honorable the Provincial secretary on October 26th,

1957, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour d'octobre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46262 JEAN BRUCHESI.

(P.G. 6265-44)

LAKE LOUISA CORPORATION

Règlement 3

Un règlement qui augmente le nombre de directeurs.

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à sept (7), de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept (7) directeurs."

Décrité ce 1er jour de septembre 1956.

(Sceau) Le Secrétaire,
46263 EDWARD A. SMALL.

(P.G. 12261-56)

NORTH FINANCE CORPORATION

Règlement numéro 3

"Attendu qu'il y a intérêt pour cette compagnie de transporter à Chicoutimi son siège social;

Attendu qu'actuellement en vertu des lettres patentes constituant en corporation cette compagnie, le siège social a été fixé à Arvida.

Il est par le présent règlement ordonné et statué ce qui suit:

RÈGLEMENT NUMÉRO 3

Il est par le présent règlement ordonné et statué que les procédures nécessaires soient faites aux fins d'obtenir de l'Honorable Secrétaire de la province l'autorisation de fixer le siège social de cette compagnie à Chicoutimi, 440 est rue Racine, aux lieu et place de la cité d'Arvida.

Que M. Jean Dufour, l'un des directeurs de cette compagnie, soit autorisé à signer les procédures nécessaires pour et au nom de cette compagnie, aux fins d'obtenir pouvoir requis pour fixer le siège social de cette compagnie à Chicoutimi aux lieu et place d'Arvida."

Extrait véritable.

46264-o

Le Secrétaire,
C.-E. BOIVIN.

1957, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1957.

JEAN BRUCHESI,
46262-o Under Secretary of the Province.

(A.G. 6265-44)

LAKE LOUISA CORPORATION

By-law 3

A by-law increasing the number of directors.

"The number of Directors of the company be and the same is hereby increased from five (5) to seven (7), so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of seven (7) Directors".

Enacted this 1st, day of September 1956.

(Seal) EDWARD A. SMALL,
46263-o Secretary.

(A.G. 12261-56)

NORTH FINANCE CORPORATION

By-law number 3

"Whereas it would be in the interest of this company to transfer its head office to Chicoutimi;

Whereas that presently under letters patent incorporating this company into a corporation, the head office has been fixed at Arvida.

It is by this present by-law, ordained and enacted the following:

BY-LAW NUMBER 3

It is by the present By-law ordained and enacted that the necessary procedures be made for the purposes of obtaining from the Honourable the Provincial Secretary the authorization to fix the head office of this company at Chicoutimi, 440 Racine Street, east, in the place and stead of the city of Arvida.

That Mr. Jean Dufour, one of the Directors of this company, be authorized to sign the necessary procedures for and in the name of this company, for the purposes of obtaining the required power to fix the head office of this company at Chicoutimi at the place and stead of Arvida."

True Excerpt.

64264

C.-E. BOIVIN,
Secretary.

Chartes — Abandon de

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DU GOLFE
ST-LAURENT LIMITÉE
THE GULF ST. LAWRENCE TELEPHONE
COMPANY LIMITED

Avis est par le présent donné que la Compagnie ci-dessus demandera à l'Honorable Procureur Général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions des articles 26 et suivant de la Loi des Compagnies de Québec.

Rimouski, le 25 octobre 1957.

46232-o

Le Secrétaire,
P.-E. GAGNON.

Charters — Surrender of

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DU GOLFE
ST-LAURENT LIMITÉE
THE GULF ST. LAWRENCE TELEPHONE
COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that the above Company will apply to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of sections 26 and the following of the Quebec Companies' Act.

Rimouski, October 25, 1957.

46232

P.-E. GAGNON,
Secretary.

EPSILON PHI REALTY COMPANY, LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Epsilon Phi Realty Company, Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la province de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 21e jour d'octobre, 1957.
(Seal) Le Secrétaire,
46231-o (Signé) C. A. HULL.

EPSILON PHI REALTY COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that "Epsilon Phi Realty Company, Limited", a company incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its Head Office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, this 21st day of October, 1957.
(Seal) (Signed) C. A. HULL,
46231-o Secretary.

MOUNTVISTA LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que Mountvista Limited, une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, P.Q., ce 28e jour d'octobre 1957.
Le Secrétaire,
46258 M. C. HOLT.

MOUNTVISTA LIMITED

Notice is hereby given that Mountvista Limited, a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 28th day of October, 1957.
M. C. HOLT,
46258-o Secretary.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bernard de Massy Incorporée", constituée en corporation par la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'octobre 1957.
Le Secrétaire,
(Signé) HENRY DE LA MYRE MORY.
Keating & Brody,
avocats et procureurs,
152, rue Notre-Dame est, Montréal. 46265

NOTICE

Notice is hereby given that "Bernard de Massy Incorporée", constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal this 14th day of October, 1957.
(Sgd) HENRY DE LA MYRE MORY,
Keating & Brody,
Barristers & Solicitors,
152 Notre Dame St. East, Montreal. 46265-o

Avis est donné que la compagnie "La Corporation d'Expansion Industrielle de Chicoutimi" constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec s'adressera au procureur-général pour demander l'abandon de sa charte selon les dispositions de l'article 25, ch. 276, R.S.Q. 1941.

46266-o Le Secrétaire,
LOUIS-HENRI HARVEY.

Notice is hereby given that the company "La Corporation d'Expansion Industrielle de Chicoutimi" incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act will apply to the Attorney General, for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of Art 25. Ch. 276, R.S.Q. 1941.

46266-o LOUIS-HENRI HARVEY,
Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Les Prévoyants du Canada, corporation ayant son siège social à Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Valider les règlements Nos 4 et 5 de la compagnie portant son capital-actions respectivement à deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00) et à un million de dollars (\$1,000,000.00), et valider tous les statuts, règlements, ordonnances, conventions, dispositions, engagements ou actes quelconques passés ou adoptés.

Applications to Legislature

Notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada", a corporation having its head office in the city of Quebec, shall request the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

1. To validate by-laws Nos. 4 and 5 of the company increasing its share-capital respectively to two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00) and to one million dollars (\$1,000,000.00) and validate all statutes, by-laws, ordinances, agreements, enactments, undertakings or acts whatsoever passed or adopted.

par la compagnie et dont la validité dépend de celle desdits règlements Nos 4 et 5;

2. Obtenir l'autorisation de subdiviser son capital-actions en cent mille (100,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune, la subdivision devant s'effectuer sans suivre les formalités prévues par les articles 152 et 153 de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, ce 28ième jour d'octobre 1957.

Les Procureurs de Les Prévoyants
du Canada,
46255-44-4-o NOËL, ALLEYN & RIOUX.

by the company and the validity of which depends upon that of the said by-laws Nos. 4 and 5;

2. To be authorized to subdivide its share-capital into one hundred thousand (100,000) shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each, the subdivision to be effected without following the formalities provided for by sections 152 and 153 of the Quebec Companies' Act.

Quebec, this 28th day of October, 1957.

NOËL, ALLEYN & RIOUX,
Attorneys for Les Prévoyants
du Canada.

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi amendant sa charte la Loi 1 George VI, chapitre 105, aux fins suivantes:

1° Légaliser les règlements numéros 808, 901, 906 et 912 de la cité de Sherbrooke.

2° Obtenir l'autorisation de vendre le barrage de Bromptonville.

3° Accorder à la Combustion Engineering Limited, une évaluation fixe pour 10 ans.

4° Amender l'article 518 de la Loi des Cités et Villes pour la cité.

5° Amender l'article 62 de la Loi 1 George VI, chapitre 105;

Et autres demandes.

Sherbrooke, 25 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,
ALBERT RIVARD.

46253-44-4-o

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1 George VI, chapter 105, for the following purposes:

1. To legalise by laws numbers 808, 901, 906 and 912 of the city of Sherbrooke.

2. To be authorized to sell our dam at Bromptonville.

3. To grant a fixed valuation to the Combustion Engineering Limited for a ten year period.

4. To amend article 518 of the Cities and Towns Act.

5. To amend article 62 of the charter, the Act 1 George VI, chapter 105;

And other purposes.

Sherbrooke, October 25th, 1957.

ALBERT RIVARD,
Attorney for the petitioner.

46253-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que "La corporation municipale de la ville de l'Assomption", dans le comté de l'Assomption, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, sous le nom de "Ville de l'Assomption"; aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; modifier les qualifications foncières requises pour être élu membre du Conseil; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; adopter un règlement de couvre-feu; constituer un fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement des rues sur tout terrain à subdiviser; réglementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; amender tout règlement d'aqueduc ou d'égout; réglementer la construction des conduites privées d'eau, entrées d'égout et d'eau ainsi que la construction des aqueducs et des égouts; réglementer les marchands ambulants; réglementer l'évaluation; réglementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs; obtenir certains pouvoirs d'emprunts; obtenir permission de procéder à l'annexion d'un certain territoire appartenant à la corporation municipale de la paroisse de l'Assomption et pour autres fins.

L'Assomption, ce 21 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
46256-44-4-o BÉLANGER & PAGÉ.

Public notice is hereby given that "The municipal corporation of the town of l'Assomption, in the county of l'Assomption", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of an Act erecting its territory into a town municipality, under the empire of the Cities and Towns Act, under the name of "Town of l'Assomption"; for the purposes of fixing the date and methods of elections; to extend the mandate of the Mayor and Councillors; to modify the landed property qualifications required to be elected member of the Council; to fix an indemnity for the Mayor and the Aldermen; to adopt a by-law for curfew; to incorporate a rolling-fund; to govern building permits; to limit the valuation and taxation of farms under culture; to fix the emplacement of streets on all lots to be subdivided; to regulate subdivision of lots; to impose a special tax for aqueducts; to amend all by-laws for aqueducts or sewers; to regulate the construction of private water conducts, sewer and water entries, as well as the construction of aqueducts and sewers; to regulate pedlars; to regulate valuation; to regulate ditches and streams; to impose a tax for snow removal and the maintenance of streets and sidewalks; to provide for gifts for works of charity and to the recreational organizations; to obtain certain borrowing powers; to obtain permission to proceed with the annexation of a certain territory belonging to the municipal corporation of the parish of "l'Assomption" and for other purposes.

L'Assomption, October 21 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
46256-44-4 Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que le "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée", ayant son

Public notice is hereby given that the "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée", having its head office at

siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la province de Québec, dans les statuts de la province, avec pouvoir de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la Législature et la pétition nécessaire à l'obtention desdits pouvoirs; cette loi et ces règlements auront pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi.

Montréal, le 12 octobre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ.

46257-44-4-o

Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption a law for the purpose of obtaining the professional recognition of chiropractors in the Province of Quebec, in the Statutes of the Province, with power to make regulations according to the draft bill submitted to the Legislature and the necessary petition for the obtainment of the said powers; this law and these regulations shall have for object to govern, in the public interests, the chiropractic profession in the Province of Quebec, admission, study, discipline, acquired rights and all objects and powers mentioned in the draft bill.

Montreal, October 12, 1957.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,
BÉLANGER & PAGÉ,
Attorneys for the petitioner.

46257-44-4

Avis public est par les présentes donné que la ville de Mégantic, dans le comté de Frontenac, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: changer le nom de Ville de Mégantic en celui de Ville de Lac-Mégantic; annexer à la ville une partie du rang 10 de Whitton, faisant actuellement partie de la municipalité de Nantes, une partie de la municipalité de Sainte-Cécile de Whitton dans le rang 10 également, une partie de la municipalité de Saint-Jean Vianney, connue sous le nom du rang de la "Dam" et une partie de la municipalité de Saint-Hubert de Spaulding dans le même rang de la "Dam"; régler les heures de fermeture de certains établissements; autoriser la ville à effectuer certains travaux; régler la circulation; imposer une taxe par capita; instituer une commission de l'industrie et pour autres fins.

Québec, le 29 octobre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

46273-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Mégantic, in the county of Frontenac, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, applying for the adoption of an act for the following purposes: change the name of the town from the Town of Mégantic to Town of Lac-Mégantic; annex to the town part of range ten of Whitton actually forming part of the municipality of Nantes, part of the municipality of Sainte-Cécile de Whitton also in range ten, part of the municipality of Saint-Jean Vianney known under the name of "Dam" range and part of the municipality of Saint-Hubert de Spaulding in the same range of the "Dam"; regulate the closing hours of certain establishments; authorize the town to carry out certain works; regulate traffic; impose a per capita tax; institute an industry commission and for other purposes.

Québec, October 29th, 1957.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,

Attorney for the petitioner.

46273-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de la cité de Jacques-Cartier s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi spéciale, pour demander une augmentation dans la compensation pour les frais de déplacements et autres; pour également demander d'augmenter le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes; pour imposer une taxe dite d'éducation; pour autoriser les commissaires à conclure un contrat d'engagement de cinq ans pour le secrétaire-trésorier et le directeur général des écoles; pour autoriser des changements durant l'année scolaire parmi le personnel enseignant; pour taxer les promettants acquéreurs de foi catholique romaine qui possèdent des propriétés sous promesse de vente; pour recevoir tous les trois mois un rôle d'évaluation supplémentaire et reviser également le rôle de perception; de pouvoir collecter des contribuables en défaut comme frais de perception un montant équivalent à dix pour cent du montant dû, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 25 octobre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
LAMARRE & LAMARRE.

46274-44-4-o

Public notice is hereby given that The school commissioners for the Catholic commission of the city of Jacques-Cartier will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of a special law to increase the indemnity for travelling, entertaining and other expenses for the chairman and commissioners; to increase the rate of interest on the arrears of taxes; to impose and levy by resolution a special tax called education tax; to authorize said commissioners to engage a secretary-treasurer and general director for schools for a period of five years; to authorize change of a teacher during the school year to other pedagogic functions or class or school; to collect from property owners together with tax, the cost for collection of same; to obtain from the secretary of the city of Jacques-Cartier, the supplementary valuation roll drawn up every three months by the assessors and to make a supplementary collection roll, and to be authorized to enter as owner on the valuation roll, the promising purchaser, being of roman catholic faith of any property bought by deed which have the effect of suspending the transfer of the right of ownership, and to impose and levy the school tax from them, and for all other purposes.

Montreal, October 25, 1957.

LAMARRE & LAMARRE,
Attorneys for the petitioners.

46274-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Michel s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi, pour les objets suivants:

Augmenter ses pouvoirs et se soustraire à l'application de certaines dispositions de la Loi de la Commission Métropolitaine de Montréal (11 George V, chapitre 140) et ses amendements; changer la date des élections et de la présentation des candidats; voter une pension au secrétaire-trésorier, M. Arthur E. Chevrier, à compter de sa retraite; augmenter l'indemnité du maire et des échevins; et pour toutes autres fins.

Cité de Saint-Michel, 28 octobre 1957.

Le Procureur de la requérante,
46275-44-4-o BRUNO CREVIER.

Public notice is hereby given that the city of Saint-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

To increase its powers and withdraw from the application of some provisions of the Montreal Metropolitan Commission Act (11 George V, chapter 140) and its amendments; to change the date of the elections and of the nomination of the candidates; to vote a pension to the secretary-treasurer, Mr. Arthur E. Chevrier, from his retirement; to increase the indemnity of the mayor and the aldermen; and for any other purposes.

City of Saint-Michel, October 28th, 1957.

BRUNO CREVIER,
46275-44-4-o Attorney for the petitioner.

Département de l'Instruction Publique

N° 1089-57.

Québec, le 16 octobre 1957.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire catholique de l'Immaculée Conception, dans le comté d'Argenteuil, en celui de "La municipalité scolaire catholique d'Ayersville, dans le comté d'Argenteuil".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46171-43-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1057-57.

Québec, le 16 octobre 1957.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Témiscamingue" le territoire ci-dessous décrit lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Un territoire situé dans le canton de Gendreau, comté de Témiscamingue, comprenant les lots 1, 2, 3, 4 et 5 du rang I; 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 rang sud Gordon Creek; lots 6, 7, 8, 9, 10 et 11 rang nord Gordon Creek et les lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du rang Lac Témiscamingue.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46172-43-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1058-57.

Québec, le 16 octobre 1957.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Témiscamingue", le territoire non organisé au point de vue scolaire de Témiscamingue.

Un territoire situé dans le canton Gendreau, comté de Témiscamingue, comprenant les lots 1, 2, 3, 4 et 5 du rang I; 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 rang sud Gordon Creek; lots 6, 7, 8, 9, 10 et 11 rang nord Gordon Creek et les lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du rang Lac Témiscamingue.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46173-43-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 1089-57.

Quebec, October 16, 1957.

Application is made to change the name of the Catholic School Municipality of L'Immaculée Conception, in the county of Argenteuil, to that of "The Catholic School Municipality of Ayersville, in the county of Argenteuil".

O. J. DÉSAULNIERS,
46171-43-2 Superintendent of Education.

No. 1057-57.

Quebec, October 16, 1957.

Application is made to erect into a separate school municipality for Catholic ratepayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of Témiscamingue", the territory hereunder described, which territory is not as yet organized for school purposes.

A territory situated in the township of Gendreau, county of Témiscamingue, comprising lots 1, 2, 3, 4 and 5 of Range I; 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 and 11 Range South Gordon Creek; lots 6, 7, 8, 9, 10 and 11 Range North Gordon Creek and lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 24 of Range Lake Témiscamingue.

O. J. DÉSAULNIERS,
46172-43-2 Superintendent of Education.

No. 1058-57.

Quebec, October 16, 1957.

Application is made to erect into a separate school municipality for Protestant ratepayers only, under the name of "The Protestant School Municipality of Témiscamingue", a territory as yet not organized from an educational point a view, in Témiscamingue.

A territory situated in the township of Gendreau, county of Témiscamingue, being comprised of lots 1, 2, 3, 4, and 5 of range I; 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 and 11 south range, Gordon Creek; lots 6, 7, 8, 9, 10 and 11 north range, Gordon Creek and lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 24 of range Lake Témiscamingue.

O. J. DÉSAULNIERS,
46173-43-2 Superintendent of Education.

N° 1255-53.

Québec, le 28 octobre 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 16 octobre 1957, d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "La municipalité scolaire de La Bostonnais", dans le comté de Laviolette" tout le territoire du canton Bourgeois, même comté, territoire qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Ce changement prendra effet le 31 octobre 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46251-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1255-53.

Quebec, October 28, 1957.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated October 16, 1957, has been pleased to erect into a school municipality, under the name of "The School Municipality of "La Bostonnais", in the county of Laviolette, all the territory of the Bourgeois township, same county, territory as yet non-organized from an educational point of view.

This change will take effect on October 31, 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 577-57.

Québec, le 28 octobre 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 octobre 1957, d'annexer à la municipalité scolaire de la ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette, le territoire ci-dessous décrit lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Ce territoire comprend, en référence au cadastre officiel des cantons Vallières et Mailhot, tous les lots, blocs, chemins, rues, cours d'eau, rivières, lacs, emprises de chemin de fer ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, moins toutefois le territoire actuel de la municipalité scolaire de la ville de La Tuque, savoir:

Partant du coin sud-est du lot N° 49 du rang I du canton Vallières, puis passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; la ligne ouest du rang I canton Vallières; la ligne sud-ouest du canton Vallières; la ligne nord-ouest du même canton; une ligne passant au centre de la rivière Saint-Maurice dans une direction générale sud-est jusqu'à un point situé vis à vis la ligne de division des lots 1 et 2 rang I canton Mailhot; une ligne située au centre de la rivière Croche; la ligne nord-est du canton Mailhot jusqu'au coin ouest du bloc "B" rang I dudit canton; la ligne est dudit rang I; la ligne sud du lot 50 rang I canton Mailhot et la ligne sud du lot 49 rang I, canton Vallières jusqu'au point de départ.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46251-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 577-57.

Quebec, October 28, 1957.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated October 16, 1957, has been pleased to annex to the school municipality of the town of La Tuque, in the county of Laviolette, the territory herebelow described, which has not as yet been organized from an educational point of view.

This territory comprises, with reference to the official cadaster of the townships of Vallières and Mailhot, all lots, blocks, roads, streets, water courses, rivers, lakes, railway rights of way therein enclosed within the following limits, less however, the present territory of the school municipality of the town of La Tuque, to wit:

Starting from the southeast corner of lot No. 49 of range I of the township of Vallières, then passing by the following lines and demarcations, in continuity, one after the other; the west line of range I, township of Vallières; the southwest line of the township of Vallières; the north-west line of the same township; a line passing through the center of the St-Maurice River in a general southeasterly direction to a point situated opposite the dividing line of lots 1 and 2 range I township Mailhot; a line situated in the center of the Crocher River; the northeasterly line of the township Mailhot to the west corner of block "B" range I of the said township; the east line of the said range I; the south line of lot 50, range I, township Mailhot and the south line of lot 49, range I, township of Vallières, to the starting point.

This change will take effect on July 1st, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 778-57.

Québec, le 28 octobre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Monnoir, dans le comté de Rouville, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Marieville, même comté.

"Une terre située en la paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir, dans le rang du Ruisseau Barré, côté est, mesurant environ cent arpents en superficie, plus ou moins, composée des lots 281 et 281-A et d'une partie des lots P. 279 et P. 280 aux plan et livre de renvoi officiel de ladite paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir; avec la maison et les autres bâtisses y érigées. Cette partie du lot P. 279 mesurant environ vingt et un arpents en superficie, est bornée à l'est par ledit lot N° 281-A, à l'ouest par le reste dudit N° 279 appartenant à M. Laurent Boulais; du côté nord par le lot 278 desdits plan et livre de renvoi officiels appartenant à M. Fernand Théberge; et du côté sud par la partie ci-après décrite dudit lot P. 280. Et cette partie dudit lot P. 280 mesurant aussi

No. 778-57.

Québec, October 28, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of Ste-Marie-de-Monnoir, in the County of Rouville, the territory hereunder described in order that it be annexed to the School Municipality of Marieville, same County.

"A farm situated in the parish of Ste. Marie de Monnoir, in Range Ruisseau Barré, east side, measuring some one hundred arpents in area, more or less, composed of lots 281 and 281-A and of a part of lots P. 279 and P. 280 of the official plan and book of reference of said parish of Ste. Marie-de-Monnoir; with house and other buildings erected thereon. This part of lot P. 279 measuring some twenty-one arpents in area, is bounded easterly by said lot No. 281-A, westerly by the balance of said lot No. P. 279 belonging to Mr. Laurent Boulais; on the northerly side by lot 278 of said official plan and book of reference, belonging to Mr. Fernand Théberge; on the southerly side by that part hereinafter described of said lot P. 280. And this part of said

vingt et un arpents en superficie est bornée à l'est par ledit lot P. 281; à l'ouest par le reste dudit lot P. 280 appartenant audit Laurent Boulais; au nord par la partie sus-décrite dudit lot P. 279 et du côté sud par le lot N° 282 desdits plan et livre de renvoi officiels.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46244-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

lot P. 280 also measuring twenty-one arpents in area is bounded easterly by said lot P. 281; westerly by the balance of said lot P. 280 belonging to said Laurent Boulais; northerly by that part described hereinabove of said lot P. 279 and southerly by lot No. 282 of said official plan and book of reference.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education, 46252-44-o

Départements des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du canton Howard division d'enregistrement d'Argenteuil

Official cadastre of the township of Howard registration division of Argenteuil

Avis est par la présente donné que les lots 3-1 à 3-6 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 3-1 to 3-6 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 22 octobre 1957.

Quebec, October the 22nd, 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46249-o

46249-o

Cadastre officiel du canton de Letellier, municipalité du village Sept-Iles, division d'enregistrement de Saguenay

Official cadastre of the township of Letellier municipality of the village of Sept-Iles registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 492 et 493 est annulée et les lots 1397 à 1524 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that part of lots 492 and 493 is cancelled and lots 1397 to 1524 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, le 18 octobre 1957.

Quebec, October the 18th, 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46249-o

46249-o

Cadastre officiel révisé de la paroisse de Ste-Anne-de-la-Pocatière, division d'enregistrement de Kamouraska.

Official revised cadastre of the parish of Ste-Anne-de-la-Pocatière, registration division of Kamouraska.

Avis est par la présente donné que le lot 97-5 est annulé et le lot 98 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 97-5 is cancelled and lot 98 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 23 octobre 1957.

Quebec, October the 23rd 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46249-o

46249-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, (Municipalité de St-Bruno de Montarville), division d'enregistrement de Chambly.

Official cadastre of the parish of St-Bruno, (Municipality of St-Bruno de Montarville), registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 177-9, 178-9, 178-20, 179-9, 179-10 sont corrigés et les lots 178-6 et 178-17 sont annulés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 177-9, 178-9, 178-20, 179-9, 179-10 are corrected and lots 178-6 and 178-17 are cancelled in virtue of articles 2174 and 2174A of the Civil code.

Québec, le 23 octobre 1957.

Quebec, October 23, 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46249-o

46249-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, (Municipalité de village de Pin-court), division d'enregistrement de Vaudreuil.

Official cadastre of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot, (Municipality of village of Pin-court), registration division of Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 167-106 à 167-111 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 octobre 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46249-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, (Cité de Ste-Foy), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 217-5 à 217-9, 218-1 à 218-4 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 octobre 1957.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

46249-o

Notice is hereby given that lots 167-106 to 167-111 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, October 23, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46249-o

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, (City of Ste-Foy), registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 217-5 to 217-9, 218-1 to 218-4 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, October 18, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

46249-o

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, que par l'arrêté en conseil numéro 1037 du 23 octobre 1957 (section "E"), certains règlements spéciaux adoptés par le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est ont été approuvés aux fins de remplacer le règlement spécial dudit Comité paritaire déjà approuvé par l'arrêté en conseil numéro 345-D du 11 avril 1956.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"Certificate of qualification: Conformément à l'article 25 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le comité paritaire décide que le certificat de qualification est obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements ultérieurs, soit les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond et Wolfe, pour tout salarié assujéti audit décret exerçant l'un ou l'autre des métiers de briquetier, maçon, charpentier-menuisier, peintre, sableur de plancher, plâtrier, ferblantier, poseur de linoléum et ouvrier en fer structural.

Toute personne qui exerce de ses propres mains un des métiers mentionnés dans le décret est également tenue de se procurer un certificat de qualification et de le présenter sur demande.

Le bureau des examinateurs peut accorder un certificat de compagnon junior à un candidat qui a subi un examen et qui n'a pas les qualifications requises pour avoir un certificat de compagnon, ni pour être classé apprenti, mais à condition qu'il ait conservé une moyenne d'au moins 50% sur le questionnaire d'examen et qu'il prouve que ce métier a été son gagne-pain et que ses 8,000 heures d'apprentissage sont terminées.

Tout candidat qui subit un examen de compagnon doit avoir conservé au moins 70% des points alloués par le questionnaire d'examen préparé à cet effet pour obtenir son certificat de compagnon et avoir complété ses 8,000 heures d'apprentissage.

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, that by Order in Council number 1037 of October 23, 1957 (Part "E"), some special by-laws of the Building Trades Joint Committee of the Eastern townships District have been approved for the purpose of replacing the special by-law of the said Joint Committee, already approved by Order-in-Council number 345-D of April 11, 1956.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"Certificate of competency: Pursuant to section 25 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee decides to render obligatory the certificate of competency in the entire territorial jurisdiction of the decree number 122 of February 29, 1956, as amended, including the counties of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond and Wolfe, for all employees governed by the said decree plying one of the following Bricklayer, mason, Carpenter-joiner, painter, floor polisher, plasterer, tinsmith, linoleum layer and structural steel worker.

All persons plying with their own hands any one of the trades mentioned in the decree are also required to obtain a certificate of competency and to produce it upon request.

The Board of Examiners may grant a junior journeyman's certificate to a candidate who has passed an examination and who has not the qualifications required to obtain a journeyman's certificate or to be considered as an apprentice but he must have obtained a minimum average of 50% of the points when passing the examination and prove that the trade has been his means of living and, also, that he has completed the 8,000 hours of apprenticeship.

Every candidate who sits for a journeyman's examination shall obtain at least 70% of the points in order to be certificated as journeyman and shall have completed 8,000 hours of apprenticeship.

Tous les apprentis qui ont complété leur 8,000 heures d'apprentissage doivent se présenter devant le Bureau d'examineurs pour subir l'examen réglementaire du compagnon, et le certificat de compagnon leur sera remis à la condition qu'ils prouvent leur compétence à la satisfaction des Examineurs.

Tous les compagnons qui demandent une copie de leur certificat de qualification doivent répondre aux questionnaires d'usage pour le renouvellement de leur carte et fournir deux (2) photographies d'eux-mêmes.

Le Comité paritaire reconnaît comme valides les certificats de qualification émis par les différents comités paritaires de la construction de la province de Québec, aux conditions suivantes:

i. Le porteur devra faire enregistrer son certificat au bureau du Comité ou auprès de son représentant attitré, suivant les conditions établies par le Comité;

ii. Le Comité se réserve le droit d'invalidier le certificat d'un salarié qui s'est déjà vu refuser un certificat par un de ses propres bureaux d'examineurs ou celui d'un salarié qui établit sa résidence nouvelle dans un des comtés de la juridiction territoriale du décret.

Un certificat de qualification uniforme est fourni par le comité paritaire. Le comité exige à titre d'honoraires une somme maximum de deux (2) dollars pour l'examen ou l'enregistrement d'un compagnon (ouvrier qualifié) une somme maximum d'un (1) dollar pour l'enregistrement ou l'examen d'un apprenti, suivant les conditions établies dans le décret, ou par le comité.

L'apprenti doit se présenter entre le 1er et le 30 avril de chaque année, au bureau du Comité, pour faire vérifier son livret.

Certificat de classification: Conformément aux paragraphes "k" de l'article 20 de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire rend obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret-numéro 122 du 29 février 1956 et amendements ultérieurs, le certificat de classification pour tous les salariés assujettis au décret qui ne sont pas obligés de détenir un certificat de qualification, en autant que l'émission de tel certificat ne vienne pas en contradiction avec aucune loi de la province, ni avec les dispositions de l'arrêté en conseil numéro 800 du 24 avril 1929 et amendements, relatif aux justes salaires."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 novembre 1957.

46246-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que par l'arrêté en conseil numéro 1037 du 23 octobre 1957 (section "F"), certains règlements spéciaux adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1006-A du 16 octobre 1957.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

Tenue de registre

36. Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend

All apprentices who have completed their 8,000 hours of apprenticeship shall sit before the Board of Examiners for the regular journeyman's examination and they will be certified if they prove their competency to the satisfaction of the Examiners.

All journeymen requesting a copy of their certificate of competency shall answer the regular questions for the renewal of the certificate and produce two (2) pictures of themselves.

The Parity Committee recognizes the certificates of competency issued by the various parity committees of the construction industry in the Province of Quebec but the following conditions shall be complied with:

i. The holder shall register his certificate with the Office of the Committee or with its authorized representative pursuant to the conditions established by the Committee;

ii. The Committee shall have the right to annul the certificate of an employee to whom a certificate has been refused by one of its own boards of examiners or that of an employee who has moved into one of the counties to which the decree applies.

A standard certificate of competency is issued by the Parity Committee. The Committee charges a maximum fee of two dollars (\$2.00) for the examination or registration of a journeyman (skilled worker) and a maximum fee of \$1.00 for the examination or registration of an apprentice, according to the conditions established in the decree or by the Committee.

Between April 1st and 30th of each year apprentices shall have their booklet checked at the office of the Committee.

Certificate of classification: Pursuant to subsection "k" of section 20 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee renders obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decree number 122 of February 29, 1956, as amended, the certificate of classification for all employees governed by the decree who are not required to hold a certificate of competency, inasmuch as such certificate is in compliance with the laws of the Province and with Order-in-Council number 800 of April 24, 1929, as amended, relating to fair wages."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 2, 1957.

46246-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice that, by Order in Council number 1037 of October 23, 1957 (part "F"), special by-laws of the Parity Committee of the Fur Industry, district of Quebec, have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 1006-A of October 16, 1957.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

Keeping of a register

36. Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders

obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 645 du 26 juin 1957 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Rapport mensuel

37. Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 645 du 26 juin 1957 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir au Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Certificat de qualification

38. Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 645 du 26 juin 1957 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 novembre 1957. 46246-o

obligatory for every professional employer governed by the decree number 645 of June 26, 1957 and amendments, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wage paid, with mention of the method and time of payment, as well as all other particulars deemed useful in the application of the decree.

Monthly report

37. Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 645 of June 26, 1957 and amendments, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or an authorized person in his employ, in which the following particulars shall be given: the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms required to make such report.

Certificate of competency

38. Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decree number 645 of June 26, 1957, as amended, for all employees governed by the said decree.

The Committee may charge a maximum fee of \$2.00 for the examination of skilled worker and \$1.00 for the examination of an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 2, 1957. 46246-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE — BAR OF ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examen d'octobre 1957. — Examinations of October 1957

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Rivest.....	Jean-Paul.....	25	Laverlochère.

Val d'Or, le 24 octobre 1957. — October 24, 1957.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,

JEAN BEAULIEU,

Secretary-treasurer of Bar of Abitibi-Temiscamingue.

Liquidation, avis de:

Dans l'affaire de la liquidation des biens de la société de "King Steaks" faisant affaires à 1243, rue Bleury, Montréal, dont les associés sont Pan G. Zervos et Vasile Danoiu.

Avis est donné que par jugement rendu le 25 septembre 1957 sous No. 420,287 des dossiers de la Cour supérieure, district de Montréal, j'ai été nommé liquidateur aux biens de ladite société.

Les créanciers ayant des réclamations contre la Société, doivent les produire chez le liquidateur.

Le Liquidateur,
SAMUEL DRUKER, C.A.

Bureau de:

Geoffrion & Druker,
10 St-Jacques ouest,
Montréal, Tél.: AV 8-2144. 46245-0

Winding up Notice:

In the matter of the winding-up of the affairs of the corporation "King Steaks" carrying on business at 1243 Bleury Street, Montreal, whose partners are Pan G. Zervos and Vasile Danoiu.

Notice is given that in accordance with a judgment rendered on September 25, 1957, bearing No. 420,287 of the files of the Superior Court, District of Montreal, I have been appointed liquidator of the assets of said corporation.

Creditors having claims against the Corporation, should deposit them with the Liquidator.

SAMUEL DRUKER, C.A.,
Liquidator.

Office of:

Geoffrion & Druker,
10 St. James Street, West,
Montreal, Tel.: AV 8-2144. 46245

Nomination

Il a plu à Son Honneur, le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer, par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, le 26 septembre 1957.

M. Jean-Paul Ste-Marie, avocat, membre du Barreau de la province, et pratiquant comme tel dans la cité de Montréal; conseil en loi de la Reine.

46227-0

Appointment

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, September 26, 1957.

Mr. Jean-Paul Ste-Marie, advocate, member of the Provincial Bar and practicing as such in the city of Montreal: Queen's Counsel.

46227

**Office des Marchés Agricoles
du Québec****AVIS**

Un projet de plan conjoint présenté par "Le Syndicat des Producteurs de lait et crème, fournisseurs à l'usine de la Laiterie Sanitaire Limitée de l'Épiphanie (U.C.C.)"; comprenant les produits agricoles suivants:

"Lait et crème livrés par les producteurs-fournisseurs à l'usine de la Laiterie Sanitaire Limitée de l'Épiphanie", a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, ce 25 octobre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46267-0

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, Chap. 37) l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs de Lait de la Région de St-Hyacinthe".

**Quebec Agricultural Marketing
Board****NOTICE**

A petition for a joint marketing plan presented by "Le Syndicat des Producteurs de lait et crème, fournisseurs à l'usine de la Laiterie Sanitaire Limitée de l'Épiphanie (U.C.C.)", for the following agricultural products:

"Milk and cream delivered by the producers-suppliers to the plant of "La Laiterie Sanitaire Limitée de l'Épiphanie", has been duly received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, October 25th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

46267-0

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved, by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as: "The St. Hyacinthe Region Milk Producers' Plan".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs de Lait de la Région de St-Hyacinthe" et il aura sa place d'affaires à St-Hyacinthe, Québec.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de lait *bona fide* fournisseurs aux usines de pasteurisation de la région de St-Hyacinthe, dont l'un sera président, un vice-président, et un troisième, trésorier.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront:

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as: "The St. Hyacinthe Region Milk Producers' Board" and shall have its head office in St. Hyacinthe, Quebec.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide*, milk-producers-suppliers to the milk pasteurizing plants in the St. Hyacinthe region. One of its members shall be president, one vice-president and another, treasurer.

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be:

Noms — Names	Fonction — Function	Adresse — Address
DONAT GIARD,	Président — President	Ste-Rosalie, (Bagot), P.Q.
JEAN GUERTIN,	Vice-président — Vice-president	St-Thomas d'Aquin, (St-Hyacinthe), P.Q.
ROGER BIENVENUE,	Trésorier — Treasurer	St-Thomas d'Aquin, (St-Hyacinthe), P.Q.
OVILA JACQUES,		St-Thomas d'Aquin, (St-Hyacinthe), P.Q.
LOUIS-PH. GUERTIN,		Rang St-François, La Providence.
PAUL-ÉMILE GIRARD,		Ste-Rosalie, (Bagot), P.Q.
OGA LUSSIER,		Rang St-Dominique, St-Joseph.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

L'agent de négociation et de vente sera: "Le Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de St-Hyacinthe", par son exécutif ou ses délégués.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs de lait de la région de St-Hyacinthe, régira tous les producteurs de lait "*bona fide*" fournisseurs aux usines de pasteurisation de la cité de St-Hyacinthe, et les villes de St-Hilaire, Belœil et Richelieu.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs de lait de la région de St-Hyacinthe, sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board;

The subsequent members of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan;

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be "The St. Hyacinthe Milk Producers' Syndicate" or its delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the St. Hyacinthe Region Milk Producers' Board shall bind all "*bona fide*" milk producers of the Province of Quebec shipping their milk to the pasteurizing plants of the city of St. Hyacinthe and the towns of St. Hilaire, Belœil and Richelieu.

The obligations, powers and attributions of the St. Hyacinthe Milk Producers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

OBLIGATIONS:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

OBLIGATIONS:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

GÉNÉRALEMENT:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

ET PARTICULIÈREMENT:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines des acheteurs;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines ou postes de réception des acheteurs;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attirés et compétents de l'office des producteurs-fournisseurs de lait de la région de St-Hyacinthe;

d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;

e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement laitiers des acheteurs;

f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écrémage;

g) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide dans les usines des acheteurs;

h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

i) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

j) Autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de deux cents (\$0.02) les cent livres de lait au maximum vendues aux acheteurs. Les prélevés ainsi remis à l'office des producteurs-fournisseurs de lait aux usines des acheteurs de la région de St-Hyacinthe devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;

k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs au pro rata de leurs expéditions de lait, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne;

l) Élaboration de projets de publicité pour les produits laitiers livrés aux usines des acheteurs;

m) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du Plan Conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

POWERS AND ATTRIBUTIONS:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

GENERALLY:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

AND PARTICULARLY:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchasers' plants;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plants or receiving stations of the purchasers;

c) The appreciation of the quality, quantity, essaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the St. Hyacinthe region milk producers-suppliers' board;

d) The norms of quality and inspection of the dairy products;

e) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyers;

f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum of milk declared as surplus;

g) The disposal in the buyers' plants of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

i) The modes of deduction by the buyers of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

j) Authorize and receive, from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of two cents (\$0.02) maximum per 100 lbs. of milk sold to the buyers. The levies thus remitted to the "St. Hyacinthe region milk producers' board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

l) Work out publicity plans for dairy products delivered to the buyers' plants;

m) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

n) Convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuer sur les différends qui pourront survenir entre eux et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du Plan Conjoint;

o) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuer finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

p) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

q) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

r) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs de Lait de la Région de St-Hyacinthe" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attirés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 28 octobre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46267-0

46267-0

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs de Lait Fournisseurs au Poste de Réception et de Transformation d'Henryville de la Compagnie Elmhurst Dairy Ltée".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs de Lait Fournisseurs au Poste de Réception et de Transformation d'Henryville de la Compagnie Elmhurst Dairy Ltée" et il aura sa place d'affaires à Montréal, Qué.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de lait *bona fide* fournisseurs au poste de réception et de transformation d'Henryville, de Elmhurst Dairy Ltée, dont l'un sera président, un vice-président, et un troisième, trésorier.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront:

n) The formation of a co operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;

o) Failing agreement between the parties, either in the negotiation of execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be The Quebec Agricultural Marketing Board;

p) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

q) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

r) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "St. Hyacinthe Region Milk Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, October 28th, 1957.

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved, by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as "The Elmhurst Dairy (Henryville) Milk Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as "The Elmhurst Dairy (Henryville) Milk Producers' Board" and shall have its head office in Montreal, Que.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide* milk producers-suppliers to the Henryville receiving and transformation plant of Elmhurst Dairy Ltd. One of its members shall be President, one Vice-President and another, Treasurer.

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be:

Noms Names	Fonction Function	Adresse Address
LÉO GIROUARD	Président — President	St-Sébastien, (Iberville), P.Q.
ROSS CLARK,	Vice-président — Vice-president	Clarenceville, (Missisquoi), P.Q.
ERNEST PARÉ,	Trésorier — Treasurer	Clarenceville, (Missisquoi), P.Q.
GÉRARD JEAN,		St-Armand, (Missisquoi), P.Q.
ERNEST CASSER,		Pike River, (Missisquoi), P.Q.
NORMAND SAMSON,		Henryville, (Iberville), P.Q.
ROGER MÉNARD,		St-Armand, (Missisquoi), P.Q.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

Les agents de négociation et de vente seront: "Le conseil d'administration du syndicat des producteurs-fournisseurs de lait au poste de réception et de transformation d'Henryville de la compagnie Elmhurst Dairy Ltée" ou ses délégués.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs-fournisseurs de lait de Elmhurst Dairy Ltée, Henryville, régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec, fournisseurs à l'établissement de Elmhurst Dairy Ltée, à Henryville.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs-fournisseurs de lait de Elmhurst Dairy Ltée, Henryville, sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

OBLIGATIONS:

- a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;
- b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;
- c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;
- d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;
- e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board.

The subsequent members of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan.

The negotiating and selling agents of the producers' board shall be: "The Board of Directors of Elmhurst Dairy (Henryville) Milk Producers' Syndicate" or its delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Elmhurst Dairy (Henryville) Milk Producers' Board, shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec shipping their milk to the Henryville plant of Elmhurst Dairy Ltd.

The obligations, powers and attributions of the Elmhurst Dairy (Henryville) Milk Producers' Board, shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

OBLIGATIONS:

- a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;
- b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;
- c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;
- d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;
- e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

POWERS AND ATTRIBUTIONS:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

GÉNÉRALEMENT:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

ET PARTICULIÈREMENT:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines de l'acheteur;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines ou postes de réception de l'acheteur;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'office des producteurs-fournisseurs de lait de Elmhurst Dairy Ltée, Henryville;

d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;

e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement laitiers de l'acheteur;

f) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide dans l'usine de l'acheteur;

g) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

h) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

i) Autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de un cent (\$0.01) les cent livres de lait au maximum vendues aux acheteurs. Les prélèvements ainsi remis à l'office des producteurs-fournisseurs de lait au poste de réception et de transformation d'Henryville à la Cie Elmhurst Dairy Ltée devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;

j) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs au prorata de leurs expéditions de lait, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne;

k) Élaboration de projets de publicité pour les produits laitiers livrés à l'usine de l'acheteur;

l) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

m) Convenir avec l'acheteur d'un comité de coopération pour adjuer sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

n) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuer finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

o) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

p) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

GENERALLY:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

AND PARTICULARLY:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchaser's plants;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plants or receiving stations of the purchaser;

c) The appreciation of the quality, quantity, essaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the Elmhurst Dairy, (Henryville) Milk Producers' Board;

d) The norms of quality and inspection of the dairy products;

e) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyer;

f) The disposal in the buyers' plants of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

g) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

h) The modes of deduction by the buyer of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

i) Authorize and receive, from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of one cent (\$0.01) maximum per 100 lbs of milk sold to the buyer. The levies thus remitted to the Elmhurst Dairy, (Henryville), Milk Producers' Board, shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

j) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

k) Work out publicity plans for dairy products delivered to the buyer's plants;

l) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

m) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;

n) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be The Quebec Agricultural Marketing Board;

o) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

p) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

q) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs-Fournisseurs de Lait de Elmhurst Dairy Ltée, Henryville" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 25 octobre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON,
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46267-o

q) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is "The Elmhurst Dairy (Henryville), Milk-Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, October 25th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman,
LÉONARD ROY,
Secretary.

46267-o

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, Chap. 37) l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs de Lait de la Région de Sorel".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "l'Office des Producteurs de Lait de la Région de Sorel" et il aura sa place d'affaires à Sorel, Qué.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de lait *bona fide* fournisseurs aux usines de pasteurisation de la région de Sorel, dont l'un sera Président, un Vice-Président, et un troisième Trésorier.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront:

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as "The Sorel Region Milk Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as "The Sorel Region Milk Producers' Board" and shall have its head office in Sorel, Que.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide* milk-producers-suppliers to the milk pasteurizing plants in the Sorel region. One of its members shall be President, one Vice-President and another, Treasurer.

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be:

Noms Names	Fonction Function	Adresse Address
ROGER ARPIN,	Président — President	St-Ours, (Richelieu), P.Q.
ERNEST BOURGEOIS,	Vice-président — Vice-president	St-Ours, (Richelieu), P.Q.
PIERRE-LUCIEN CHALIFOUX,		474, rue Royale, Sorel.
ROLLAND DAoust,		Ste-Victoire, (Richelieu), P.Q.
RODOLPHE LEMIRE,		La Baie du Febvre, (Yamaska), P.Q.
GRATIEN BENOIT,		La Baie du Febvre, (Yamaska), P.Q.
ALPHONSE CAPLETTE,		St-Pierre de Sorel, (Richelieu), P.Q.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

L'agent de négociation et de vente sera: "Le Syndicat des Producteurs de Lait de la Région de Sorel", par son exécutif ou ses délégués.

Le plan conjoint, dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs de lait de la région de Sorel, régira tous les producteurs de lait *bona fide* fournisseurs aux usines de pasteurisation de la cité de Sorel et des villes de St-Joseph de Sorel et Tracy.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs de lait de la région de Sorel, sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

OBLIGATIONS:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché des produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

GÉNÉRALEMENT:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

ET PARTICULIÈREMENT:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines des acheteurs;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines ou postes de réception des acheteurs;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attirés et compétents de l'office des producteurs-fournisseurs de lait de la région de Sorel;

d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;

e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnements laitiers des acheteurs;

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board;

The subsequent members of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan;

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be "The Sorel Region Milk Producers' Syndicate" or its delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Sorel Region Milk Producers' Board shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec shipping their milk to the pasteurizing plants of the City of Sorel and the towns of St. Joseph de Sorel and Tracy.

The obligations, powers and attributions of the Sorel Region Milk Producers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

OBLIGATIONS:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

POWERS AND ATTRIBUTIONS:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

GENERALLY:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

AND PARTICULARLY:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchasers' plants;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plants or receiving stations of the purchasers;

c) The appreciation of the quality, quantity, essaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the Sorel region milk producers-suppliers' board;

d) The norms of quality and inspection of the dairy products;

e) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyers;

f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écrémage;

g) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide dans les usines des acheteurs;

h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

i) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

j) Autoriser et recevoir à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélevé de deux cents (\$0.02) les cent livres de lait au maximum vendues aux acheteurs. Les prélèvements ainsi remis à l'office des producteurs-fournisseurs de lait aux usines des acheteurs de la région de Sorel devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;

k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs au pro rata de leurs expéditions du lait, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne;

l) Élaboration de projets de publicité pour les produits laitiers livrés aux usines des acheteurs;

m) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

n) Convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuer sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

o) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuer finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

p) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

q) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

r) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs de Lait de la Région de Sorel" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attirés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négo-

f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum of milk declared as surplus;

g) The disposal in the buyers' plants of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

i) The modes of deduction by the buyers of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

j) Authorize and receive, from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of two cents (\$0.02) maximum per 100 lbs of milk sold to the buyers. The levies thus remitted to the "Sorel Region Milk Producers' Board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

l) Work out publicity plans for dairy products delivered to the buyers' plants;

m) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

n) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;

o) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be The Quebec Agricultural Marketing Board;

p) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

q) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

r) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Sorel Region Milk Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating

ciation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 25 octobre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46267-o

agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, October 25th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

46267-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le treize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-et-unième jour d'août, l'an mil neuf cent cinquante-sept et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,

45693-35-11-o

ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec.

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the thirteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Québec, the twenty-first day of August, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-seven and sixth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at

45693-35-11-o

Québec.

Sièges sociaux

HARRISON HOLDINGS (QUEBEC) LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Harrison Holdings (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12^{ième} jour de septembre 1957 et ayant son bureau principal dans la cité de Noranda, a établi son bureau au numéro 46 de la 14^{ième} rue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Rouyn, ce 22^{ième} jour d'octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J. E. HAMILTON.

46243-o

Head Offices

HARRISON HOLDINGS (QUEBEC) LIMITED

Notice is hereby given that "Harrison Holdings (Quebec) Limited" incorporated by letters patent under the date of September 12th, 1957, and having its head office in the city of Noranda, has established its principal office in the said city at 46 14th Street.

As and from the date of this notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 22nd day of October 1957.

J. E. HAMILTON,
Secretary-treasurer.

46243-o

(P.G. 10389-57)

MADAME JEAN INC.

Règlement N° 5

"Le bureau principal de la compagnie est transporté de Montréal, dans le district de Montréal, ou il est actuellement, à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, au 363A de la rue Des Forges."

Copie certifiée du règlement N° 5, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 3 juin 1957, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour.

Le Secrétaire,
C. CHARBONNEAU.

46242-o

(A.G. 10389-57)

MADAME JEAN INC.

By-law No. 5

"The head office of the company is moved from Montreal in the district of Montreal, where it is presently located, to Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières, at 363A Des Forges Street."

Certified copy of By-law No. 5, duly adopted at a meeting of directors held June 3, 1957, and unanimously confirmed at a special general meeting of the company held the same day.

C. CHARBONNEAU,
Secretary.

46242

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE JOLIETTE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Desormiers, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Joliette, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 18 novembre 1957, pour l'achat de \$165,000.00 d'obligations de la cité de Joliette, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 609, travaux municipaux nécessités par la construction d'un viaduc par le gouvernement de la province.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$165,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1958	\$5,000.00
1er novembre 1959	5,000.00
1er novembre 1960	5,500.00
1er novembre 1961	5,500.00
1er novembre 1962	6,000.00
1er novembre 1963	6,000.00
1er novembre 1964	6,500.00
1er novembre 1965	7,000.00
1er novembre 1966	7,500.00
1er novembre 1967	8,000.00
1er novembre 1968	8,500.00
1er novembre 1969	9,000.00
1er novembre 1970	9,000.00
1er novembre 1971	9,500.00
1er novembre 1972	9,500.00
1er novembre 1973	10,500.00
1er novembre 1974	11,000.00
1er novembre 1975	11,500.00
1er novembre 1976	12,000.00
1er novembre 1977	12,500.00

Tenders

Province of Quebec

CITY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Desormiers, Secretary-Treasurer, city Hall, Joliette, until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 18, 1957, for the purchase of an issue of \$165,000.00 of bonds of the city of Joliette, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 609 — municipal work necessitated by the construction of a viaduct by the Government of the Province.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$165,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1958	\$5,000.00
November 1st, 1959	5,000.00
November 1st, 1960	5,500.00
November 1st, 1961	5,500.00
November 1st, 1962	6,000.00
November 1st, 1963	6,000.00
November 1st, 1964	6,500.00
November 1st, 1965	7,000.00
November 1st, 1966	7,500.00
November 1st, 1967	8,000.00
November 1st, 1968	8,500.00
November 1st, 1969	9,000.00
November 1st, 1970	9,000.00
November 1st, 1971	9,500.00
November 1st, 1972	9,500.00
November 1st, 1973	10,500.00
November 1st, 1974	11,000.00
November 1st, 1975	11,500.00
November 1st, 1976	12,000.00
November 1st, 1977	12,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt-ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 novembre 1957, à 8.00 heures p.m. en l'Hôtel de Ville, Joliette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette, ce 28 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. DESORMIERS.

Adresse postale:

Hôtel de Ville, C.P. 69, Tél.: PL-4-7563
Joliette, P.Q. 46260-0

Province de Québec

VILLE DE BAIE D'URFÉE
(Ile-de-Montréal)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H.-A. Soucy, greffier, Hôtel de ville, 20,410 Bord-du-Lac, Baie d'Urfée (Ile-de-Montréal), jusqu'à 8 hrs. p.m., mardi, le 19 novembre 1957, pour l'achat de \$432,000.00 d'obligations de la ville de Baie d'Urfée (Ile-de-Montréal), datées du 1er septembre 1957 et remboursables par séries du 1er septembre 1958 au 1er septembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 117, \$270,000.00 — travaux municipaux; règlement d'emprunt N° 118, \$61,000.00 — travaux municipaux; et règlement d'emprunt N° 119, \$101,000.00 — travaux municipaux.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$432,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1958	\$13,000.00
1er septembre 1959	13,000.00
1er septembre 1960	13,500.00
1er septembre 1961	14,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at all of the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be callable before November 1st, 1964 inclusively if issued at ten-year short term, before November 1st, 1965 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before November 1st, 1967 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 18, 1957 at 8.00 o'clock p.m., at the city Hall, Joliette.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Joliette, October 28, 1957.

J.-A. DESORMIERS,
Secretary-Treasurer.

Postal address:

City Hall, P.O.B. 69, Tél.: PL-4-7563,
Joliette, P.Q. 46260

Province of Quebec

TOWN OF BAIE D'URFÉE
(Island of Montreal)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the under signed H.-A. Soucy, town clerk, Town Hall, 20,410 Bord-du-Lac, Baie d'Urfée (Island of Montreal), until 8 o'clock p.m., Tuesday, November 19, 1957, for the purchase of an issue of \$432,000.00 of bonds of the town of Baie d'Urfée (Island of Montreal) dated September 1st, 1957 and redeemable serially from September 1st, 1958 to September 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 117, \$270,000.00 — municipal work; Loan by-law No. 118, \$61,000.00 — municipal work; and loan by-law No. 119, \$101,000.00 — municipal work.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$432,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1958	\$13,000.00
September 1st, 1959	13,000.00
September 1st, 1960	13,500.00
September 1st, 1961	14,000.00

1er septembre 1962.....	15,000.00	September 1st, 1962.....	15,000.00
1er septembre 1963.....	16,000.00	September 1st, 1963.....	16,000.00
1er septembre 1964.....	17,000.00	September 1st, 1964.....	17,000.00
1er septembre 1965.....	18,000.00	September 1st, 1965.....	18,000.00
1er septembre 1966.....	19,500.00	September 1st, 1966.....	19,500.00
1er septembre 1967.....	20,000.00	September 1st, 1967.....	20,000.00
1er septembre 1968.....	20,500.00	September 1st, 1968.....	20,500.00
1er septembre 1969.....	22,000.00	September 1st, 1969.....	22,000.00
1er septembre 1970.....	24,000.00	September 1st, 1970.....	24,000.00
1er septembre 1971.....	25,000.00	September 1st, 1971.....	25,000.00
1er septembre 1972.....	27,000.00	September 1st, 1972.....	27,000.00
1er septembre 1973.....	28,000.00	September 1st, 1973.....	28,000.00
1er septembre 1974.....	29,500.00	September 1st, 1974.....	29,500.00
1er septembre 1975.....	30,500.00	September 1st, 1975.....	30,500.00
1er septembre 1976.....	32,500.00	September 1st, 1976.....	32,500.00
1er septembre 1977.....	34,000.00	September 1st, 1977.....	34,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, principal et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-Bellevue (Ile de Montréal).

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 novembre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 20,410 Bord-du-Lac, Baie d'Urfée, (Ile-de-Montréal).

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie d'Urfée, (Ile-de-Montréal), ce 28 octobre 1957.

Le Greffier,

H.-A. SOUCY,

Hôtel de Ville, 20,410 Bord-du-Lac, tél.: 4941,
Baie d'Urfée, (Ile-de-Montréal), P.Q. 46259-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE CAP-ROUGE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Alphonse Gaboury, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 169 rue St-Félix, Cap-Rouge, comté de Québec, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., à l'école des garçons, 12 rue Provencher, Cap-Rouge, comté de Québec, mercredi, le 20 novem-

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest of any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-Bellevue (Island of Montreal).

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan by-law.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before September 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen-year short-term, and before September 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, November 19, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 20,410 Bord-du-Lac, Baie d'Urfée, (Island of Montreal).

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baie d'Urfée (Island of Montreal), October 28, 1957.

H.-A. SOUCY,

Town Clerk.

Town Hall: 20,410 Bord-du-Lac, Tel.: 4941,
Baie d'Urfée, (Island of Montreal), P.Q. 46259

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CAP-ROUGE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Alphonse Gaboury, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 169 St. Félix Street, Cap-Rouge, county of Quebec, or until 8.00 o'clock p.m. at the Boys School, 12 Provencher Street, Cap-Rouge, Quebec, Wednesday, November 20, 1957, for

bre 1957, pour l'achat de \$156,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Cap-Rouge, comté de Québec, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 12 août 1957 — construction d'une école complémentaire de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$156,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1958.....	x\$24,000.00
1er novembre 1959.....	x 25,000.00
1er novembre 1960.....	x 26,500.00
1er novembre 1961.....	3,000.00
1er novembre 1962.....	3,000.00
1er novembre 1963.....	3,500.00
1er novembre 1964.....	3,500.00
1er novembre 1965.....	3,500.00
1er novembre 1966.....	4,000.00
1er novembre 1967.....	4,000.00
1er novembre 1968.....	4,500.00
1er novembre 1969.....	4,500.00
1er novembre 1970.....	5,000.00
1er novembre 1971.....	5,000.00
1er novembre 1972.....	5,500.00
1er novembre 1973.....	5,500.00
1er novembre 1974.....	6,000.00
1er novembre 1975.....	6,500.00
1er novembre 1976.....	6,500.00
1er novembre 1977.....	7,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$75,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$25,000.00 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

the purchase of an issue of \$156,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Cap-Rouge, county of Quebec, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 12, 1957 — Erection of a complementary school of eight classes.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$156,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1958.....	x\$24,000.00
November 1st, 1959.....	x 25,000.00
November 1st, 1960.....	x 26,500.00
November 1st, 1961.....	3,000.00
November 1st, 1962.....	3,000.00
November 1st, 1963.....	3,500.00
November 1st, 1964.....	3,500.00
November 1st, 1965.....	3,500.00
November 1st, 1966.....	4,000.00
November 1st, 1967.....	4,000.00
November 1st, 1968.....	4,500.00
November 1st, 1969.....	4,500.00
November 1st, 1970.....	5,000.00
November 1st, 1971.....	5,000.00
November 1st, 1972.....	5,500.00
November 1st, 1973.....	5,500.00
November 1st, 1974.....	6,000.00
November 1st, 1975.....	6,500.00
November 1st, 1976.....	6,500.00
November 1st, 1977.....	7,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$75,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$25,000.00 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds and as fifteen-year short-term bonds. Adjudications shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds and prior to November 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates; the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 20 novembre 1957, à 8.00 heures p.m., à l'école des garçons, 12, rue Provencher, Cap-Rouge, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-Rouge, (Comté de Québec), ce 25 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONSE GABOURY.

Adresse postale:

169, rue St-Félix,
Cap-Rouge, tél.: MU 3-5247,
(Comté de Québec), P.Q. 46261-o

Province de Québec

VILLAGE DE BOIS DES FILION
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-O. Delisle, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, le 19 novembre 1957, à 57, 35ème avenue, Bois des Filion, comté de Terrebonne, pour l'achat de \$23,000.00 d'obligations du village de Bois des Filion, comté de Terrebonne, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 100, \$4,000.00; 101, \$4,000.00; 103, \$7,000.00; 104, \$1,000.00; 105, \$2,000.00; 106, \$1,000.00 et 107, \$4,000.00 — travaux de pavages.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$23,000.00 — 10 ans

Année	Capital
1er décembre 1958.....	\$2,000.00
1er décembre 1959.....	2,000.00
1er décembre 1960.....	2,000.00
1er décembre 1961.....	2,000.00
1er décembre 1962.....	2,000.00
1er décembre 1963.....	2,000.00
1er décembre 1964.....	2,500.00
1er décembre 1965.....	2,500.00
1er décembre 1966.....	3,000.00
1er décembre 1967.....	3,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bois des Filion, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie,

on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, November 20, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Boys School, 12, Provencher Street, Cap-Rouge, county of Quebec.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Cap-Rouge, (County of Quebec), this October 25, 1957.

ALPHONSE GABOURY,
Secretary-Treasurer.

Post office address:

169, St. Félix Street,
Cap-Rouge, tél.: MU 3-5247,
(County of Quebec), P.Q. 46261

Province of Quebec

VILLAGE OF BOIS DES FILION
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. O. Delisle, Secretary-Treasurer until 8.30 o'clock p.m., Tuesday, November 19, 1957, at 57, 35th Avenue, Bois des Filion, county of Terrebonne, for the purchase of an issue of \$23,000.00 of bonds of the Village of Bois des Filion, county of Terrebonne, dated December 1st., 1957 and redeemable serially from December 1st., 1958 to December 1st, 1967, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos. 100, \$4,000.00; 101, \$4,000.00; 103, \$7,000.00; 104, \$1,000.00; 105, \$2,000.00; 106, \$1,000.00 and 107, \$4,000.00 — paving operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$23,000.00 — 10 years

Year	Capital
December 1st, 1958.....	\$2,000.00
December 1st, 1959.....	2,000.00
December 1st, 1960.....	2,000.00
December 1st, 1961.....	2,000.00
December 1st, 1962.....	2,000.00
December 1st, 1963.....	2,000.00
December 1st, 1964.....	2,500.00
December 1st, 1965.....	2,500.00
December 1st, 1966.....	3,000.00
December 1st, 1967.....	3,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Bois des Filion, County of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any

au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 novembre 1957, à 8.30 heures p.m., en la salle du couvent, Bois des Filion, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bois des Filion, comté de Terrebonne, ce 29 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-O. DELISLE.

Adresse postale:

57, 35ème Avenue,
Tél.: TA-7-2850 à Rosemère,
Bois des Filion,
(Comté de Terrebonne). P.Q. 46268-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE CÔTE ST-ANTOINE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Rolland Jolicœur, jusqu'à 8.00 heures p.m., à 70 rue Principale, Ste-Dorothée, comté de Laval, ou jusqu'à 8.30 heures p.m. à la salle de l'école Ste-Marie, Ste-Dorothée, comté de Laval, lundi, le 18 novembre 1957, pour l'achat de \$120,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Côte St-Antoine, comté de Laval, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 26 décembre 1956, telle que modifiée — construction d'une école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$120,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er novembre 1958	\$16,500.00
1er novembre 1959	17,500.00
1er novembre 1960	18,500.00
1er novembre 1961	19,500.00
1er novembre 1962	2,000.00
1er novembre 1963	2,000.00
1er novembre 1964	2,000.00
1er novembre 1965	2,500.00
1er novembre 1966	2,500.00
1er novembre 1967	2,500.00
1er novembre 1968	2,500.00
1er novembre 1969	3,000.00
1er novembre 1970	3,000.00
1er novembre 1971	3,000.00
1er novembre 1972	3,500.00

interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, November 19, 1957 at 8.30 o'clock p.m., at the Convent Hall, Bois des Filion, County of Terrebonne.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Bois des Filion, county of Terrebonne, this October 29, 1957.

J.-O. DELISLE,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:

57, 35th Avenue,
Tél.: TA 7-2850 at Rosemere,
Bois des Filion,
(County of Terrebonne), P.Q. 46268

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CÔTE ST. ANTOINE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Rolland Jolicœur, until 8.00 p.m. at 70 Main Street, Ste. Dorothée county of Laval, Ste. Dorothée, county of Laval or until 8.30 o'clock p.m. in the Ste. Marie School Hall, Ste. Dorothée, county of Laval, Monday, November 18, 1957 for the purchase of an issue of \$120,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Côte Ste. Antoine, county of Laval, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities

Loan resolution dated December 26, 1956, as modified — erection of a school for boys.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$120,000.00 — 20 years.

Year	Capital
November 1st, 1958	\$16,500.00
November 1st, 1959	17,500.00
November 1st, 1960	18,500.00
November 1st, 1961	19,500.00
November 1st, 1962	2,000.00
November 1st, 1963	2,000.00
November 1st, 1964	2,000.00
November 1st, 1965	2,500.00
November 1st, 1966	2,500.00
November 1st, 1967	2,500.00
November 1st, 1968	2,500.00
November 1st, 1969	3,000.00
November 1st, 1970	3,000.00
November 1st, 1971	3,000.00
November 1st, 1972	3,500.00

1er novembre 1973	3,500.00	November 1st, 1973	3,500.00
1er novembre 1974	3,500.00	November 1st, 1974	3,500.00
1er novembre 1975	4,000.00	November 1st, 1975	4,000.00
1er novembre 1976	4,000.00	November 1st, 1976	4,000.00
1er novembre 1977	4,500.00	November 1st, 1977	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$73,643.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements dont le premier de \$18,410.89 et les trois autres de \$18,410.87 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Dorothée, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 novembre 1957, à 8.30 heures p.m., en la salle de l'école Ste-Marie, Ste-Dorothée, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Dorothée, (Comté de Laval), ce 28 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLLAND JOLICOEUR.

Adresse postale:

70 rue Principale,
Ste-Dorothée, Tél.: MU-1-4575,
(Comté de Laval), P.Q. 46269-0

Province de Québec

PAROISSE DE SAINT-FRANÇOIS-DE-SALES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léopold Fortier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 754 Chemin Principal, Saint-François-de-Sales, comté de Laval, ou jusqu'à 8 heures p.m., à la salle de l'école Boileau, Saint-François-de-Sales, comté de Laval,

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$73,643.50 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of one of which in the amount of \$18,410.89 and the three others \$18,410.87 each, from 1958 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds and as fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste. Dorothée, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964 inclusive if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to November 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1967 inclusive if issued for twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, November 18, 1957, at 8.30 o'clock p.m., in the Hall of the Ste. Marie School, Ste. Dorothée, county of Laval.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Dorothée, (County of Laval), this October 28, 1957.

ROLLAND JOLICOEUR,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:

70 Main Street,
Ste. Dorothée, Tel: MU-1-4575,
(County of Laval) P.Q. 46269

Province of Quebec

PARISH OF SAINT-FRANÇOIS-DE-SALES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léopold Fortier, secretary-treasurer, until 7.30 p.m., at 754 Principal Road, Saint-François-de-Sales, county of Laval, or until 8.00 o'clock p.m., in the School Hall of the Boileau School, Saint-François-de-Sales, county of Laval, Monday, No-

lundi, le 18 novembre 1957, pour l'achat de \$300,000.00 d'obligations de la paroisse de Saint-François-de-Sales, comté de Laval, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Première tranche du règlement N° 213, au montant total de \$600,000.00 — \$300,000.00: construction et aménagement d'une usine de filtration, d'une prise d'eau et d'une conduite d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$300,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1958	\$ 4,500.00
1er décembre 1959	4,500.00
1er décembre 1960	5,000.00
1er décembre 1961	5,000.00
1er décembre 1962	5,000.00
1er décembre 1963	5,000.00
1er décembre 1964	5,500.00
1er décembre 1965	5,500.00
1er décembre 1966	5,500.00
1er décembre 1967	5,500.00
1er décembre 1968	6,000.00
1er décembre 1969	6,000.00
1er décembre 1970	6,500.00
1er décembre 1971	6,500.00
1er décembre 1972	7,000.00
1er décembre 1973	7,000.00
1er décembre 1974	7,500.00
1er décembre 1975	7,500.00
1er décembre 1976	7,500.00
1er décembre 1977	187,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-François-de-Sales, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier, si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi,

le 18 novembre 1957, for the purchase of an issue of \$300,000.00 of bonds of the parish of Saint-François-de-Sales, county of Laval, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958 to December 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

First instalment for by-law No. 213, to the total amount of \$600,000.00 — \$300,000.00: construction and equipment of a filtration plant, for a water supply and water-main of aqueduct.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$300,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1958	\$ 4,500.00
December 1st, 1959	4,500.00
December 1st, 1960	5,000.00
December 1st, 1961	5,000.00
December 1st, 1962	5,000.00
December 1st, 1963	5,000.00
December 1st, 1964	5,500.00
December 1st, 1965	5,500.00
December 1st, 1966	5,500.00
December 1st, 1967	5,500.00
December 1st, 1968	6,000.00
December 1st, 1969	6,000.00
December 1st, 1970	6,500.00
December 1st, 1971	6,500.00
December 1st, 1972	7,000.00
December 1st, 1973	7,000.00
December 1st, 1974	7,500.00
December 1st, 1975	7,500.00
December 1st, 1976	7,500.00
December 1st, 1977	187,500.00

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term, bonds and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Saint-François-de-Sales, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1967 inclusively if issued for a twenty-year term, after which dates; the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday,

le 18 novembre 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle de l'école Boileau, Saint-François-de-Sales, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-François-de-Sales, comté de Laval, ce 29 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉOPOLD FORTIER.

Adresse postale:

754 Chemin Principal, Tél. NO-6-3153,
Saint-François-de-Sales,
(Comté de Laval), P.Q. 46270-0

Province de Québec

LES SYNDICS D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE STE-ROSE (Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mme Hazel Valentine, à l'école protestante de Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi 19 novembre 1957 pour l'achat de \$136,000.00 d'obligations des Syndics d'écoles protestantes pour la municipalité de la ville de Ste-Rose, comté de Laval datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 12 septembre 1957, telle qu'amendée — agrandissement de l'école élémentaire.

Pour fin de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$136,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1958.....	x\$20,000.00
1er novembre 1959.....	x 21,000.00
1er novembre 1960.....	x 22,500.00
1er novembre 1961.....	2,500.00
1er novembre 1962.....	3,000.00
1er novembre 1963.....	3,000.00
1er novembre 1964.....	3,000.00
1er novembre 1965.....	3,500.00
1er novembre 1966.....	3,500.00
1er novembre 1967.....	3,500.00
1er novembre 1968.....	4,000.00
1er novembre 1969.....	4,000.00
1er novembre 1970.....	4,500.00
1er novembre 1971.....	4,500.00
1er novembre 1972.....	5,000.00
1er novembre 1973.....	5,000.00
1er novembre 1974.....	5,500.00
1er novembre 1975.....	5,500.00
1er novembre 1976.....	6,000.00
1er novembre 1977.....	6,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$62,526.57, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$20,842.19 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérés pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

November 18, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the hall of the Boileau School, Saint-François-de-Sales, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-François-de-Sales, county of Laval, October 29, 1957.

LÉOPOLD FORTIER,
Secretary-Treasurer.

Postal Address:

754 Principal Road, Tel. NO-6-3153,
Saint-François-de-Sales,
(County of Laval), P.Q. 46270

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL TRUSTEE FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF STE. ROSE (County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs Hazel Valentine, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, November 19th, 1957, at the Protestant school of Ste. Rose, Ste. Rose, county of Laval, for the purchase of an issue of \$136,000.00 of bonds of the Protestant school trustees for the municipality of the town of Ste. Rose, county of Laval, dated November 1st, 1957, and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 12th, 1957, as amended — extension to the elementary school.

For the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$136,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1958.....	x\$20,000.00
November 1st, 1959.....	x 21,000.00
November 1st, 1960.....	x 22,500.00
November 1st, 1961.....	2,500.00
November 1st, 1962.....	3,000.00
November 1st, 1963.....	3,000.00
November 1st, 1964.....	3,000.00
November 1st, 1965.....	3,500.00
November 1st, 1966.....	3,500.00
November 1st, 1967.....	3,500.00
November 1st, 1968.....	4,000.00
November 1st, 1969.....	4,000.00
November 1st, 1970.....	4,500.00
November 1st, 1971.....	4,500.00
November 1st, 1972.....	5,000.00
November 1st, 1973.....	5,000.00
November 1st, 1974.....	5,500.00
November 1st, 1975.....	5,500.00
November 1st, 1976.....	6,000.00
November 1st, 1977.....	6,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$62,526.57, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$20,842.19 each, from 1958 to 1960 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des syndics d'écoles protestantes qui sera tenue mardi, le 19 novembre 1957 à 8.00 heures p.m., à l'école protestante de Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval.

Les syndics d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rose (Comté de Laval), ce 29 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
Mme HAZEL VALENTINE.

Adresse postale:

Rue Nadon, B.P. 346,
Ste-Rose, tél.: 2676,
(Comté de Laval), P.Q. 46271

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-THÉRÈSE-DE-L'ENFANT-JÉSUS (COWANSVILLE) (Comté de Missisquoi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, René Meunier, secrétaire-trésorier, 112, rue John, Cowansville, comté de Missisquoi, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 18 novembre 1957, pour l'achat de \$163,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus (Cowansville), Comté de Missisquoi, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 21 septembre 1957 — construction d'une école de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste. Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The bonds shall not be callable before November 1st, 1964 inclusively if issued at ten-year short-term, before November 1st, 1965 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before November 1st, 1967 inclusively if issued for the twenty-year term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant school trustees to be held on Tuesday, November 19th, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Protestant school of Ste. Rose, Ste. Rose, county of Laval.

The Protestant school trustees do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Rose, (County of Laval), October 29th, 1957.

Mrs. HAZEL VALENTINE,
Secretary-Treasurer.

Postal address:

Nadon Street, P.O. Box 346,
Ste. Rose, phone: 2676,
(County of Laval), P.Q. 46271-0

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-THÉRÈSE-DE-L'ENFANT-JÉSUS (COWANSVILLE) (County of Missisquoi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned René Meunier, Secretary-Treasurer, 112, John St., Cowansville, county of Missisquoi, until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 18, 1957 for the purchase of an issue of \$163,000.00 of bonds of the School commissioners for the municipality of Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus (Cowansville), county of Missisquoi, dated November 1st, 1957 and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 21, 1957 — construction of an eight classroom school.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$163,000.00 — 20 ans Table of redemption — \$163,000.00 — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1er novembre 1958	x\$28,500.00	November 1st, 1958	x\$28,500.00
1er novembre 1959	x 30,000.00	November 1st, 1959	x 30,000.00
1er novembre 1960	x 31,500.00	November 1st, 1960	x 31,500.00
1er novembre 1961	2,500.00	November 1st, 1961	2,500.00
1er novembre 1962	3,000.00	November 1st, 1962	3,000.00
1er novembre 1963	3,000.00	November 1st, 1963	3,000.00
1er novembre 1964	3,000.00	November 1st, 1964	3,000.00
1er novembre 1965	3,500.00	November 1st, 1965	3,500.00
1er novembre 1966	3,500.00	November 1st, 1966	3,500.00
1er novembre 1967	4,000.00	November 1st, 1967	4,000.00
1er novembre 1968	4,000.00	November 1st, 1968	4,000.00
1er novembre 1969	4,000.00	November 1st, 1969	4,000.00
1er novembre 1970	4,500.00	November 1st, 1970	4,500.00
1er novembre 1971	4,500.00	November 1st, 1971	4,500.00
1er novembre 1972	5,000.00	November 1st, 1972	5,000.00
1er novembre 1973	5,000.00	November 1st, 1973	5,000.00
1er novembre 1974	5,500.00	November 1st, 1974	5,500.00
1er novembre 1975	5,500.00	November 1st, 1975	5,500.00
1er novembre 1976	6,000.00	November 1st, 1976	6,000.00
1er novembre 1977	6,500.00	November 1st, 1977	6,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$92,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de \$30,668.00 et les deux autres de \$30,666.00 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 novembre 1957, à 8.00 heures p.m., à 112, rue John, Cowansville, comté de Missisquoi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville, comté de Missisquoi, ce 29 octobre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ MEUNIER.

Adresse postale:

112, rue John, Tél.: 179,
Cowansville,

(Comté de Missisquoi), P.Q. 46272-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$92,000.00 granted by the Provincial Secretary are payable in three instalments the first of which is \$30,668.00 and the other two of \$30,666.00 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cowansville, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners to be held on Monday, November 18, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at 112 John St., Cowansville, county of Missisquoi.

The School commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville, county of Missisquoi, October 29, 1957.

RENÉ MEUNIER,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address:

112 John St., Tél.: 179,
Cowansville,

(County of Missisquoi), P.Q. 46272

Vente d'effets non réclamés

Sale of Unclaimed Shipments

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1956, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company a divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128, rue King est, Toronto, Ont., à ONZE heures du matin, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1957, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 30 septembre 1957.
 CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
 Le Surintendant,
 G. E. BEGLEY.
 45996-40-6-o

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1956, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneers, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at ELEVEN o'clock in the forenoon on THURSDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER 1957, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Quebec, September 30th, 1957.
 CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
 G. E. BEGLEY,
 Superintendent.
 45996-40-6-o

VENTES PAR SHÉRIF

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présett donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Province de Québec
 District d'Abitibi

Province of Quebec
 District of Abitibi

Cour Supérieure, N° V-3339. { SENMONT CONSTRUCTION LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège d'affaires à Senneterre, district d'Abitibi, saisissante vs SOUTH BACHELOR MINING CO. LTD, corporation légalement constituée, ayant son siège d'affaires au N° 132 St-Jacques ouest, dans la cité de Montréal, saisie.

Superior Court, No. V-3339. { SENMONT CONSTRUCTION LTÉE, corporation legally constituted, having its head office at Senneterre, district of Abitibi, distrainer vs SOUTH BACHELOR MINING CO. LTD, corporation legally constituted, having its head office at No. 132 St. James Street, West, in the city of Montreal, distrainee.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Les droits acquis sur les claims suivants, situés dans le canton Letac, comté d'Abitibi-Est, district d'Abitibi, claims compris dans le certificat de mineur 59088 (claims 1 à 5, comprenant 200 acres) et couverts par permis de mise en valeur N° 22368; Claims couverts par certificat de mineur 59090, (claims 1 à 5 d'un total de 200 acres) et couverts par permis de mise en valeur N° 22369; Claims couverts par certificat de mineur N° 37502, claims 1 à 5, d'un total de 200 acres et couverts par permis de mise en valeur N° 17517.

The rights acquired on the following claims, situated in the township of Letac, county of Abitibi-East, district of Abitibi, claims included in miner's certificate 59088 (Claims 1 to 5, comprising 200 acres) covered by development license No. 22368; Claims covered by miner's certificate 59090, (claims 1 to 5, total of 200 acres) and covered by development license No. 22369; claims covered by miner's certificate No. 37502, claims 1 to 5, a total of 200 acres and covered by a development license No. 17517.

Pour être vendus au bureau du Shérif du district d'Abitibi, au Palais de justice, à Amos, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de NOVEMBRE 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the office of the Sheriff of the district of Abitibi, in the Court House, at Amos, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of NOVEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif d'Abitibi,
 Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
 Amos, 26 septembre 1957. 46041-41-2-o

J. A. GAUTHIER,
 Sheriff's Office,
 Amos, September 26, 1957. 46041-41-2

Province de Québec
 District de Rouyn-Noranda

Province of Quebec
 District of Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 4,443. { J. A. RIVARD, commerçant, co-propriétaire de la Salaison Rivard, domicilié à 500, rue Larivière, cité de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, demandeur; vs PAUL DUCAS, gentilhomme, domicilié à Languedoc, district d'Abitibi, défendeur.

Superior Court, No. 4,443. { J. A. RIVARD, dealer, proprietor of the Salaison Rivard, residing at 500 Larivière Street, city of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, plaintiff; vs PAUL DUCAS, gentleman, residing at Languedoc, district of Abitibi, defendant.

AVIS DE VENTE

Les droits acquis sur les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros un et deux du rang six, du cadastre officiel pour le canton Guyenne, dans le district d'Abitibi, avec bâtisses dessus construites, circonstance et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale Saint-Étienne de Languedoc, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Amos, 15 août 1957.
Le Shérif d'Abitibi, J. A. GAUTHIER. 46042-41-2-0

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 12,581. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur vs ALBERT LAFLAMME, autrefois de South-Durham, comté de Drummond et maintenant de West Shefford, comté de Shefford, défendeur et JACQUES RENÉ DE COTRET, en sa qualité de syndic au biens du débiteur insolvable, présent défendeur, mis-en-cause.

"1. Un terrain de quatre-vingt-dix acres, en superficie, plus ou moins, étant la moitié nord-ouest du lot numéro treize du onzième rang du township de Acton, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du township de Dunham, comme étant le lot numéro mille dix-neuf (N° 1019);

2. Un terrain étant le bout nord-est de la moitié sud-est du lot numéro quatorze du onzième rang du township de Durham ayant environ cinq acres et demi de superficie, plus ou moins, borné au nord-est par le chemin entre les dix et onzième rangs, au sud-ouest par le terrain de Austin Duffy au nord-ouest par le terrain de Jean Trahan, au sud-est par le lot numéro treize; ledit terrain maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du township de Dunham comme étant le lot numéro mille vingt (No 1020) avec les bâtisses y érigées."

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de St-Fulgence, paroisse de South Durham, comté de Drummond, JEUDI le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent cinquante-sept à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Arthabaska, le 9 octobre 1957.
Le Shérif, FÉLIX HOULE. 46047-41-2-0

Canada — Province de Québec
district d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 12,582. { LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DU COMTÉ D'ARTHABASKA, corps politique dûment incorporé, ayant son siège social à Warwick, district d'Arthabaska, demanderesse vs ARMAND JALBERT, de St-Paul de Chester défendeur et Me CLAUDE PERRON, notaire, Arthabaska, es-qualité de curateur au délaissement, mis-en-cause.

"Une terre connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de St-Paul de Chester,

NOTICE OF SALE

The rights acquired on the immoveables known and designated as being lots numbers one and two of range six, of the official cadastre for the township of Guyenne, in the district of Abitibi, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Étienne of Languedoc, THURSDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Amos, August 15, 1957.
J. A. GAUTHIER, Sheriff of Abitibi. 46042-41-2

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 12,581. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated having its head office at Quebec, plaintiff, vs ALBERT LAFLAMME, heretofore of South-Durham, county of Drummond, and presently of West Shefford, county of Shefford, defendant, and JACQUES RENÉ DE COTRET, in his quality of Trustee for the property of the insolvent debtor, present defendant, mis-en-cause.

"1. A plot of land of ninety acres in area more or less being the north-west half of lot number thirteen of the eleventh range of the township of Acton, presently known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Durham, as being lot number one thousand and nineteen (No. 1019).

2. A plot of land being the northeast end of the southeast half of lot number fourteen of the eleventh range of the township of Durham having about five acres and one-half in area, more or less, bounded on the northeast by the road between the tenth and eleventh ranges, on the southwest by the land of Austin Duffy on the northwest by the land of Jean Trahan, on the southeast by lot number thirteen; the said land presently known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Durham as being lot number one thousand and twenty (No. 1020) with the buildings thereon erected."

To be sold in block at the church door of St-Fulgence, parish of South Durham, county of Drummond, THURSDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Arthabaska, October 9, 1957.
FÉLIX HOULE, Sheriff. 46047-41-2

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 12,582. { LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DU COMTÉ D'ARTHABASKA, a body politic duly incorporated having its head office at Warwick, district of Arthabaska, plaintiff vs ARMAND JALBERT, of St. Paul de Chester, defendant, and Me CLAUDE PERRON, notary, Arthabaska, es-qualité of Curator to the surrender, mis-en-cause.

"A farm known and designated on the official cadastre of the parish of St. Paul de Chester,

sous les numéros cent soixante-quatre (164) et cent soixante-cinq (165) contenant environ cent soixante-deux acres en superficie, plus, ou moins, prenant d'un bout au sud-ouest au huitième rang, du côté sud-est à Paul Pellerin et du côté nord-ouest à Grégoire Fréchette et aux terres du rang Craig-Sud, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, MERCREDI le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, ce 28 octobre 1957. 46276-44-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { HECTOR CÔTÉ, Cap-
N° 34,350. { de-la-Madeleine, dis-
trict de Trois-Rivières, re-
quérant; contre CAMILLE LAFLAMME, Ste-
Anne-des-Monts, comté de Gaspé, intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

Un terrain sis et situé au premier rang de Sainte-Anne-des-Monts, mesurant de l'est à l'ouest, une largeur de 75 pieds sur toute la profondeur, s'étendant du Golfe Saint-Laurent en courant vers le sud jusqu'au pied de la Côte, faisant l'emprise nord du Boulevard Perron à cet endroit, avec deux bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ce terrain désigné comme faisant partie du lot 25, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le bloc "A", en le canton Tourelle, est borné comme suit: Vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est et l'ouest par d'autres parties dudit lot, appartenant au vendeur Georges Pelletier et vers le sud par le pied de la côte existante au nord de l'emprise du Boulevard Perron.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Anne-des-Monts, MERCREDI, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER,
Percé, le 3 septembre 1957. 46043-41-2-0

Fieri Facias de Bonis
District de Gaspé

Cour Supérieure, { SOUTH BAY LUMBER
N° 4,642. { CO. LTD & J. R.
KEAYS, Gaspé, requérants;
contre JOSEPH GEORGES PLOURDE, Ri-
vière au Renard, intimé.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:

Faisant partie du lot 48 de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par le premier rang ouest, au nord-est par les lots 222, 221-1 et 221-2, au sud-est par le Boulevard Perron et la Rivière-au-Renard, au sud-ouest par le lot 217-1; mesurant deux cent quinze pieds (215') de largeur sur une profondeur moyenne de cinq mille sept cent dix pieds (5,710') contenant en superficie vingt-huit acres et onze centièmes (28.11).

Formant partie du lot 5 de l'arpentage primitif. Borné au nord par le no 566-1, au sud-est par l'ancien chemin, au sud par le no 565-2, à l'ouest par la partie non subdivisée du canton

under the numbers one hundred and sixty-four (164) and one hundred and sixty-five (165) containing about one hundred and sixty-two acres in area, more or less, taking one end at the southwest of the eighth range, on the southeast side of Paul Pellerin's and on the northwest side of Grégoire Fréchette and on the farms of range Craig-South, with all the structures thereon erected, circumstances and dependencies"

To be sold at the parochial church door of St. Paul de Chester, county of Arthabaska, WEDNESDAY, the FOURTH day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office,
Arthabaska, October 28, 1957. 46276-44-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Rimouski

Magistrate's Court, { HECTOR CÔTÉ, Cap-
No. 34,350. { de-la-Madeleine, dis-
trict of Trois-Rivières, pe-
titioner; against CAMILLE LAFLAMME, Ste-
Anne-des-Monts, county of Gaspé, respondent.

The property for sale is the following:

A lot of land situated and located in the first range of Sainte Anne-des-Monts, measuring from east to west, a width of 75 feet along its whole depth, extending from the St. Lawrence Gulf running towards the south to the foot of the Hill, meeting at the north with the Perron Boulevard at this place, with two structures thereon erected, circumstances and dependencies, this lot of land designated as forming part of lot 25, on the official plan and in the book of reference of the official cadastre for block "A", in the Tourelle township, is bounded as follows: On the north, by the St. Lawrence Gulf, on the east and on the west, by other parts of the said lot, belonging to the vendor, Georges Pelletier and on the south, by the foot of the hill existing on the north where its meets with the Perron Boulevard.

To be sold at the church door of Sainte Annes-des-Monts, WEDNESDAY, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office,
Percé, September 3, 1957. 46043-41-2

Fieri Facias de Bonis
District of Gaspé

Superior Court, { SOUTH BAY LUMBER
No. 4,642. { CO. LTD & J. R.
KEAYS, Gaspé, petitioner;
against JOSEPH GEORGES PLOURDE, Ri-
vière au Renard, respondent.

Properties for sale are the following:

Forming part of lot 48 of the primitive survey, bounded on the northwest by the first range west, on the northeast, by lot 222, 221-1 and 221-2, on the southeast by the Perron Boulevard and the Rivière-au-Renard, on the southwest by lot 217-1; measuring two hundred and fifteen feet (215') in width by an average depth of five thousand seven hundred and ten feet (5,710') containing in area twenty-eight acres and eleven hundredths (28.11).

Forming part of lot 5 of the primitive survey. Bounded on the north by No. 566-1, on the southeast by the old road, on the south by No. 565-2, on the west, by the unsubdivided part

Fox, mesurant (271') deux cent soixante-onze pieds de largeur par une profondeur moyenne de (4,630') quatre mille six cent trente pieds; contenant en superficie vingt-huit acres et quatre-vingt centièmes (28.80).

Pour être vendues à la porte de l'église de Rivière au Renard, MERCREDI, le QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, le 25 octobre 1957. Le Shérif, J. F. MEAGHER. 46277-44-2-o

of Fox township, measuring (271') two hundred and seventy-one feet in width by an average depth of (4,630') four thousand six hundred and thirty feet; containing in area twenty-eight acres and eighty hundredths (28.80).

To be sold at the church door of Rivière au Renard, WEDNESDAY, the FOURTH day of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, October 25, 1957. J. F. MEAGHER, Sheriff. 46277-44-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 20,239. **BOUCHARD & ROBI-TAILLE INC.**, corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires à 165, rue d'Argenson à Québec, demanderesse; vs L. FERNAND D'AMOURS, 68, rue des Vétérans, Rivière-du-Loup, défendeur.

Un terrain ou emplacement contenant soixante-dix pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné au nord à Gérard Lapointe, au sud à la rue Levasseur, à l'est à Fernand Damours ou représentants et à l'ouest à la rue St-Cyrille, lequel terrain fait partie du lot numéro deux cent neuf-huit (209-8 ptie) au cadastre pour la ville de Fraserville, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de Saint-François-Xavier de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, MARDI, le TROISIÈME (3e) jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, ce 24 octobre 1957. Le Député-Shérif du district de Kamouraska, MARIUS D'AMOURS. 46279-44-2-o

[Première insertion: samedi, le 2 novembre 1957]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19,738A. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs HÉLIODORE ST-PIERRE, de St-Émile d'Auclair, comté de Témiscouata, défendeur.

"Une terre contenant environ cent acres en superficie, connue sous le numéro trente-deux (32) rang ouest, canton Auclair, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances mais avec réserves des droits d'aqueduc et de passage suivant acte enregistré sous le numéro 98451".

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Émile d'Auclair, comté de Témiscouata, JEUDI, le CINQUIÈME (5e) jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, ce 23 octobre 1957. Le Député-Shérif du district de Kamouraska, MARIUS D'AMOURS. 46278-44-2-o

[Première insertion: samedi, le 2 novembre 1957.]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 20,239. **BOUCHARD & ROBI-TAILLE INC.**, a corporation legally incorporated having its head business office at 165 Argenson Street, at Quebec, plaintiff; vs L. FERNAND D'AMOURS, 68 des Vétérans Street, Rivière-du-Loup, defendant.

A lot of land or emplacement containing seventy feet in front by one hundred feet in depth, English measure, and bounded on the north by Gérard Lapointe, on the south, by Levasseur Street, on the east, by Fernand Damours or representatives and on the west by St. Cyrille Street, which land forms part of lot number two hundred and nine-eight (Pt. 209-8) of the cadaster for the town of Fraserville, with structures thereon erected, circumstances and dependencies.

The whole to be sold at the church door of Saint-François-Xavier de Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, TUESDAY, the THIRD (3rd) day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, October 24, 1957. Deputy-Sheriff of the district of Kamouraska, MARIUS D'AMOURS. 46279-44-2

[First insertion: Saturday, November 2, 1957]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19,738A. **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff vs HÉLIODORE ST-PIERRE, of St. Émile d'Auclair, county of Témiscouata, defendant.

"A farm containing about one hundred acres in area, known under number thirty-two (32), range west, township of Auclair, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies subject to rights-of-way and those of waterworks according to registered deed number 98451".

To be sold at the door of the church of Saint-Émile d'Auclair, county of Témiscouata, THURSDAY, the FIFTH (5th) day of DECEMBER 1957, at TWO o'clock in the afternoon, Daylight saving time.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, October 23, 1957. Deputy-Sheriff of the district of Kamouraska, MARIUS D'AMOURS. 46278-44-2

[First insertion: Saturday, November 2, 1957.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **LOUIS ST-LAURENT**, cul-
N° 20,211. { tivateur, 3e rang de Ri-
mouski, district de Rimouski,
demandeur vs **SYLVIO ST-LAURENT**, 5e rang,
Neigette, St-Anaclet, district de Rimouski, dé-
fendeur.

1° Partie sud-ouest du lot vingt-cinq (P.-25),
1er rang, canton Neigette, bornée à l'est à Joseph
Banville et à l'ouest à J. B. Ruest, fils Philias,
avec bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

2° Le lot N° trente-quatre (34), 1er rang,
canton Neigette, borné à l'est à Victor Ruest ou
représentants et à l'ouest à Edmond Ruest, avec
grange dessus construites, sous réserve du droit
de passage en faveur de Raymond Gagné.

3° Les droits de préemption, les défrichements,
les améliorations et les impences sur ledit lot et
tous les droits que le défendeur a ou peut avoir
sur le lot vingt-et-un (21), 2e rang, canton Nei-
gette, borné à l'est à René Lavoie et à l'ouest à
Marcel Ruest avec bâtisses s'il y en a.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de St-Anaclet de Lessard, le QUATOR-
ZIÈME jour de NOVEMBRE, 1957 à DEUX
heures de l'après-midi, (heure de l'Atlantique)
Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 8 octobre 1957. 46044-41-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **J. L. A. GODBOUT**, agent
N° 19,531. { d'affaires domicilié en la
citée de Québec, demandeur; vs
DAME ANTOINETTE CÔTÉ, épouse sépa-
rée de biens par contrat de mariage de André
Savard, domicilié à Sayabec, district de Rimouski,
défenderesse & **ANDRÉ SAVARD**, contre-
maître, domicilié à Sayabec, district de Rimouski,
mis-en-cause.

Un terrain situé au village de Saindon, conte-
nant quarante-cinq pieds de front à la rue de
l'Église sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur
plus ou moins, le tout mesure anglaise, borné au
nord au terrain de Jean Marie Côté, ou représen-
tant, au sud au terrain d'Antoine Bossé, à l'est
au terrain d'André Savard, à l'ouest à une rue,
avec bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances, faisant partie et à distraire du lot
connu et désigné sous le numéro six cent vingt-
trois (P. 623) du cadastre officiel de la paroisse
de Ste-Marie de Sayabec.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Ste-Marie de Sayabec, le QUAT-
RIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX
heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 28 octobre 1957. 46280-44-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { **INDUSTRIAL ACCEPT-**
N° 16,909. { **ANCE CORPORATION**
{ **LTÉE**, corps politique légale-
ment constitué ayant son principal bureau

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **LOUIS ST-LAURENT**, far-
No. 20,211. { mer, range 3, Rimouski,
district of Rimouski, plaintiff
vs **SYLVIO ST-LAURENT**, range 5, Neigette,
St. Anaclet, district of Rimouski, defendant.

1. Southwesterly part of lot twenty-five (P.-
25), range I, township Neigette, bounded easterly
by Joseph Banville and westerly by J. B. Ruest,
son Philias, with buildings erected thereon, cir-
cumstances and dependencies.

2. Lot No. thirty-four (34), range I, township
Neigette, bounded easterly by Victor Ruest or
representatives and westerly by Edmond Ruest,
with barn erected thereon, under reserve of the
right-of-way in favour of Raymond Gagné.

3. Pre-emption rights, clearing, upkeep and
improvements on said lot and all the rights that
the defendant has or may have on lot twenty-
one (21), range 2, township of Neigette, bounded
easterly by René Lavoie and westerly by Marcel
Ruest with buildings if any.

To be sold at the door of the church of the pa-
rish of St-Anaclet de Lessard, the FOUR-
TEENTH day of NOVEMBER 1957, at TWO
o'clock in the afternoon. (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, October 8, 1957. 46044-41-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **J. L. A. GODBOUT**, busi-
No. 19,531. { ness agent, domiciled in
the city of Quebec, plaintiff;
vs **DAME ANTOINETTE CÔTÉ**, wife sepa-
rate as to property by marriage contract of André
Savard, domiciled at Sayabec, district of Rimouski,
defendant & **ANDRÉ SAVARD**, foreman,
domiciled at Sayabec, district of Rimouski,
mis-en-cause.

A plot of land, situated in the village of Sain-
don, containing forty-five feet in front by de
l'Église Street by ninety feet in depth, more or
less, the whole English measure, bounded on the
north by the land of Jean Marie Côté or represen-
tative, on the south by the land of Antoine Bossé,
on the east, by the land of André Savard, on the
west by a street, with buildings thereon
erected, circumstances and dependencies, forming
part and to withdraw from the lot known and
designated under number six hundred and
twenty-three (P. 623) of the official cadaster
of the parish of Ste-Marie de Sayabec.

To be sold at the door of the church of the
parish of Ste-Marie de Sayabec, on the FOURTH
day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in
the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, October 28, 1957. 46280-44-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { **INDUSTRIAL ACCEPT-**
No. 16,909. { **ANCE CORPORATION**
{ **LTÉE**, a body politic legally
incorporated having its head office at Montreal,

d'affaires à Montréal district de Montréal et un bureau d'affaires à Roberval, district de Roberval, demanderesse vs ARMAND ST-PIERRE, Ste-Hedwidge, district de Roberval, défendeur.

"Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent trois (303) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Roberval, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sauf réserve du droit pour Sieur Albert Guay de prendre de l'eau conjointement avec ledit Sieur Armand St-Pierre, à un puits creusé sur ledit lot de terre, au moyen de canalisation souterraine, à la condition que ledit Albert Guay répare les dommages, s'il en cause par sa propre canalisation."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hedwidge, comté de Roberval, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE, mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif de Roberval,
LÉON MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,

District de Roberval,
le 28 octobre, 1957.

46281-44-2-o

[Première insertion: samedi le 2 novembre 1957.]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { DAME CORINNE DÉRO-
N° 85-966. ME, ménagère de la

citée de Québec, veuve de feu Edmond De Sales Laterrière, en son vivant notaire domicilié à St-David, district de Québec, demanderesse vs CHARLES ÉMILE BRUCHÉSI, avocat de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur public dûment nommé en vertu de la loi de la curatelle publique et agissant comme curateur à la succession vacante de feu Edmond De Sales Laterrière, en son vivant notaire de St-David district de Québec, défendeur.

Un emplacement d'une superficie d'environ un demi arpent situé sur partie du lot 352 dans le rang St-Joseph du cadastre pour la paroisse des Éboulements, emplacement possédé et détenu par feu Edmond De Sales Laterrière jusqu'à son décès.

Un autre emplacement, ci-devant propriété de feu Edmond De Sales Laterrière jusqu'à son décès, étant partie des lots 344 et 347, rang St-Joseph, du cadastre pour la paroisse des Éboulements, d'une superficie d'environ un quart d'arpent.

Un lac du nom de St-Antoine avec droit de passage et autres circonstances et dépendances, ayant appartenu en propriété à Feu Edmond De Sales Laterrière jusqu'à son décès, ledit lac étant situé dans le 4ième rang du cadastre pour la paroisse des Éboulements, s'étendant depuis le lot 808 jusqu'au lot 816 traversant latéralement les lots 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, et ayant une superficie d'environ 10 arpents, le tout tel que mieux appert au plan d'arpenteur ci-annexé.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale des Éboulements, MARDI, le DOUZE NOVEMBRE 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 3 octobre 1957.

46045-41-2-o

Le Shérif,
PIERRE NÉRON.

district of Montreal, and a business office at Roberval, district of Roberval, plaintiff, vs ARMAND ST-PIERRE, Ste.Hedwidge, district of Roberval, defendant.

"A lot of land known and designated under number three hundred and three (303) on the official plan and in the book of reference for the fifth range of the township of Roberval, containing one hundred acres, more or less, in area, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, save with reserve of the right for Mr. Albert Guay to take water, jointly with the said Mr. Armand St-Pierre, at a well dug on the said lot of land, by means of subterranean canalization, on condition that the said Albert Guay repairs damages, should he cause any by his own canalization."

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Hedwige, county of Roberval, on the FIFTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON MAURICE LAVOIE,
Sheriff of Roberval.

Shriff's Office,
Court House,

District of Roberval,
October 28, 1957.

46281-44-2

[First insertion: Saturday, November 2, 1957.]

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { DAME CORINNE DÉRO-
No. 85-966. ME, housewife of the

city of Quebec, widow of the late Edmond De Sales Laterrière, in his lifetime, notary, domiciled at St-David, district of Quebec, plaintiff vs CHARLES ÉMILE BRUCHÉSI, advocate, of the city of Montreal, in his quality of Public Curator, duly appointed under the Public Curatorship Act and acting as Curator for the estate of the late Edmond De Sales Laterrière, in his lifetime, notary of St-David, district of Quebec, defendant.

An emplacement of an area of about a half-arpent situated on part of lot 352 in the St-Joseph range of the cadastre for the parish of des Éboulements, emplacement owned and held by the late Edmond De Sales Laterrière up to the time of his demise.

Another emplacement, heretofore property of the late Edmond De Sales Laterrière up to the time of his demise, being part of lots 344 and 347, St. Joseph range, of the cadaster for the parish of des Éboulements, of an area of about a quarter of an arpent.

A lake by name of St-Antoine, with right of way and other circumstances and dependencies, having belonged in property to the late Edmond De Sales Laterrière up to time of his demise, the said lake being situated in the 4th range of the cadaster for the parish of des Éboulements, which extends from lot 808 as far as lot 816 crossing laterally lots 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, and having an area of about 10 arpents, the whole as better seen on the surveyor's plan, hereto annexed.

To be sold at the parochial church door of des Éboulements, TUESDAY, on NOVEMBER TWELFTH, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this third day of October, 1957.

46045-41-2

PIERRE NÉRON,
Sheriff.

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { **FRANÇOIS ROUETTE**,
N° 15,003. { quincailleur des cité et
district de Trois-Rivières, de-
mandeur, vs **LAURÉAT LOYER**, de La Tuque,
district de Québec, défendeur.

“Un morceau de terrain situé dans les limites de la ville de La Tuque, de la contenance de cent cinquante pieds de front sur la profondeur de cent pieds, connu et désigné comme étant une partie du lot non subdivisé numéro trente-quatre (Pte 34) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le Premier rang du canton Mailhot et compris dans les bornes suivantes: en front à l'Ouest à la rue Commerciale, soit soixante pieds de la continuation de la clôture de front du terrain de l'Aluminum Co., en profondeur à cent pieds de la rue Commerciale, au Sud au résidu dudit lot numéro trente-quatre, et au Nord à trente pieds de la ligne de division des lots trente-trois et trente-quatre, aux plan et livre de renvoi susdits avec trois maisons dessus construites.”

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de la ville de La Tuque, JEUDI le QUATORZIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **MERCIER & PELLERIN**.
Trois-Rivières, le 2 octobre 1957. 46046-41-2-0

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT**
N° 14,972. { **AGRICOLE DU QUÉ-**
BEC, corps politique et in-
corporé ayant son siège social à Québec, requé-
rant; vs **ARMAND BEAUDRY**, R.R. 1, Rang
Ste-Marguerite, Trois-Rivières, comté de Trois-
Rivières, intimé.

1. Une terre située enl a paroisse des Trois-Rivières, mesurant deux arpents, deux perches et quatre pieds de front par vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant la partie sud-ouest du lot numéro quatre-vingt (p. 80) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, et bornée au sud-est par le lot N° 79, au nord-ouest par le chemin public, au nord-est par le lot N° 78 et la partie nord-est dudit lot N° 80, et au sud-ouest par les lots Nos 81, 91 et 92;

2. Une terre en la même paroisse, mesurant seize arpents en superficie, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro quatre-vingt-un (p. 81) du cadastre officiel de la même paroisse, et bornée au sud-est par la ligne du C.P.R., au nord-est par l'immeuble désigné ci-dessus, et au nord-ouest et au sud-ouest par le terrain appartenant à Elphège Dufresne ou représentants;

3. Le lot numéro quatre-vingt-treize (93) du même cadastre officiel, mesurant un arpent, trois perches et six pieds de front par trente-cinq arpents de profondeur, mais à distraire la partie vendue à M. Jean-Marie Beaudry par contrat reçu par le notaire soussigné, le sept octobre, mil neuf cent quarante, et dont copie enregistrée sous le N° 127,594.

Avec toutes les bâtisses construites sur ces immeubles, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice à Trois-Rivières, JEUDI, le

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { **FRANÇOIS ROUETTE**,
No. 15,003. { hardwareman of the City
and District of Trois-Rivières,
Plaintiff vs **LAURENT LOYER**, of La Tuque,
District of Quebec, Defendant.

“A piece of land situated within the limits of the Town of La Tuque, containing one hundred and fifty feet of frontage by a depth of one hundred feet, known and designated as being a part of non subdivided lot number thirty-four (P. 34) of the official plan and book of reference prepared for range one of the township of Mailhot and comprised in the following boundaries: in front, westerly, by Commerciale Street, that is sixty feet of the continuation of the front fence of the land of the Aluminum Co., in depth by one hundred feet of Commerciale Street, southerly by the residue of said lot number thirty-four, and northerly by thirty feet of the dividing line of lots thirty-three and thirty-four, of the abovementioned plan and book of reference, together with three houses erected thereon.”

To be sold at the Registry Office of the Town of La Tuque, THURSDAY the FOURTEENTH day of the month of NOVEMBER 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, October 2, 1957. 46046-41-2

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { **QUEBEC FARM CRE-**
No. 14,972. { **DIT BUREAU**, a body
politic and corporate, having
its head office at Québec, petitioner; vs **ARMAND BEAUDRY**, R.R. 1, Range Ste-Marguerite, Trois-Rivières, county of Trois-Rivières, respondent.

1. A farm situated in the parish of Trois-Rivières, measuring two arpents, two rods and four feet in frontage, by twenty-four arpents in depth, the whole more or less, known and designated as being the southwest part of lot number eighty (Pt. 80) of the official cadaster of the parish of Trois-Rivières, county of St. Maurice, and bounded on the southeast by lot No. 79, on the northwest by the public road, on the northeast by lot No. 78 and the northeast part of the said lot No. 80, and on the southwest, by lots Nos. 81, 91 and 92;

2. A farm in the same parish, measuring sixteen arpents in area, known and designated as being a part of lot number eighty-one (Pt. 81) of the official cadaster of the same parish, and bounded on the southeast by the C.P.R. line, on the northeast by the immoveable above designated, and on the northwest and on the southwest by the land belonging to Elphège Dufresne or representatives;

3. Lot number ninety-three (93) of the same official cadaster, measuring one arpent, three rods and six feet in front by thirty-five arpents in depth, but to withdraw that part sold to Mr. Jean-Marie Beaudry by contract received by the undersigned notary, on October seventh, one thousand nine hundred and forty, and registered copy of same under No. 127,594.

With all the structures built upon these immoveables, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House at Trois-Rivières, THURSDAY, the

CINQUIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du Shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, MERCIER & PELLERIN.
le 26 octobre 1957. 46282-44-2-o

FIFTH day of the month of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's Office, MERCIER & PELLERIN,
Trois-Rivières, Sheriff.
October 26, 1957. 46282-44-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 44

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

D'Auteuil vs Vaillancourt..... 3916

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

932 — Concernant le crédit maritime... 3898
1036 — Loi des mécaniciens en tuyauterie..... 3902
1040 — Concernant les sanctuaires et les fourrures de castor..... 3896
1037-A — Construction, comtés de Sherbrooke *et al.*..... 3902
1037-B — Chemise pour hommes et garçons, Province..... 3906
1037-C — Employés d'épicerie, de boucheries et de restaurant-épiciers, cité de Joliette..... 3913
1037-D — Employés des portes de service et débits d'essence, région de Chicoutimi..... 3915

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3851

AVIS DIVERS:

Caisse d'Économie Chambly Credit Union (Fondation)..... 3916
Côte St. Luc Merchants' Association (Règlements)..... 3917
Epsilon Phi Realty Company Limited (Dist. de l'actif)..... 3916
La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent Limitée — The Gulf St. Lawrence Telephone Company Limited (Dist. de l'actif)..... 3917
Lake Louisa Corporation (Directeurs)..... 3918
Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Lait et Crème du Comté de Montcalm (Formation)..... 3917
North Finance Corporation (Règlement)..... 3918
St. Alexander Parking Corp. (Dist. de l'actif)..... 3917

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session..... 3872

CHARTES — ABANDON DE:

Bernard de Massy Incorporée..... 3919
Epsilon Phi Realty Company Limited..... 3919
La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent Limitée — The Gulf St. Lawrence Telephone Company Limited..... 3918
La Corporation d'Expansion Industrielle de Chicoutimi..... 3919
Mountvista Limited..... 3919

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Alma, ville..... 3876
Anjou, comm. scolaire..... 3889
Anjou, ville..... 3880

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

D'Auteuil vs Vaillancourt..... 3916

ORDERS IN COUNCIL:

932 — Concerning the maritime credit..... 3898
1036 — Pipe Mechanics Act..... 3902
1040 — Concerning the beaver sanctuaries and furs..... 3896
1037-A — Construction, counties of Sherbrooke *et al.*..... 3902
1037-B — Men's and boys' shirt, Province..... 3906
1037-C — Grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees, city of Joliette..... 3913
1037-D — Service station and gasoline station employees, region of Chicoutimi..... 3915

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3851

MISCELLANEOUS NOTICES:

Caisse d'Économie Chambly Credit Union (Foundation)..... 3916
Côte St. Luc Merchants' Association (By-laws)..... 3917
Epsilon Phi Realty Company Limited (Dist. of assets)..... 3916
La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent Limitée — The Gulf St. Lawrence Telephone Company Limited (Dist. of assets)..... 3917
Lake Louisa Corporation (Directors)..... 3918
Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Lait et Crème du Comté de Montcalm (Formation)..... 3917
North Finance Corporation (By-law)..... 3918
St. Alexander Parking Corp. (Dist. of assets)..... 3917

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session..... 3872

CHARTERS — SURRENDER OF:

Bernard de Massy Incorporée..... 3919
Epsilon Phi Realty Company Limited..... 3919
La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent Limitée — The Gulf St. Lawrence Telephone Company Limited..... 3918
La Corporation d'Expansion Industrielle de Chicoutimi..... 3919
Mountvista Limited..... 3919

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Alma, town..... 3876
Anjou, school comm..... 3889
Anjou, town..... 3880

Beaconsfield, ville.....	3887	Beaconsfield, town.....	3887
Berthierville, ville.....	3880	Berthierville, town.....	3880
Bourlamaque, ville.....	3889	Bourlamaque, town.....	3889
Carrier, Dame Yvonne.....	3874	Carrier, Dame Yvonne.....	3874
Carrière, Joseph-Georges-Aimé.....	3882	Carrière, Joseph-Georges-Aimé.....	3882
Chibougamau, munic.....	3880	Chibougamau, munic.....	3880
Chicoutimi, comm. scolaire.....	3895	Chicoutimi, school comm.....	3895
Coaticook, ville.....	3881	Coaticook, town.....	3881
Commission des écoles catholiques de St-Laurent.....	3872	Commission des écoles catholiques de St-Laurent.....	3872
Conseil Supérieure de la Chiropratique pour la Province de Québec, Inc.....	3920	Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec, Inc.....	3920
Commissions scolaires de: ville d'Alma; paroisse d'Alma et Naudville.....	3878	School Commissions of: town of Alma; parish of Alma and Naudville.....	3878
Congrégation Beth-David-Beth-Yitz- chok-Kehal Yeshurin.....	3874	Congrégation Beth-David-Beth-Yitz- chok-Kehal Yeshurin.....	3874
Dolbeau, Comm. scolaire.....	3872	Dolbeau, School Comm.....	3872
Drummondville, cité.....	3885	Drummondville, city.....	3885
Fawcett, Michael J.....	3875	Fawcett, Michael J.....	3875
Gélinas, Mme Sarah Hamel <i>et al.</i>	3887	Gélinas, Mme Sarah Hamel <i>et al.</i>	3887
Hôpital Général de Saint-Vincent-de- Paul de Sherbrooke.....	3888	Hôpital Général de Saint-Vincent-de- Paul de Sherbrooke.....	3888
Hull, cité.....	3895	Hull, city.....	3895
Hyland, Bruno <i>et al.</i>	3885	Hyland, Bruno <i>et al.</i>	3885
Iberville, comm. d'écoles.....	3879	Iberville, school comm.....	3879
Isle Maligne, ville.....	3876	Isle Maligne, town.....	3876
Jacques-Cartier, cité.....	3890	Jacques-Cartier, city.....	3890
Jacques-Cartier, comm. d'école.....	3900	Jacques-Cartier, school comm.....	3900
Jacques-Cartier, munic., comté.....	3921	Jacques-Cartier, munic., county.....	3921
Jeanson, Maximilien.....	3890	Jeanson, Maximilien.....	3890
Jonquière, cité.....	3885	Jonquière, city.....	3885
Kénogami, ville.....	3877	Kénogami, town.....	3877
La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence.....	3872	La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence.....	3872
La Manufacture de laine de St-Camille de Bellechasse Ltée.....	3888	La Manufacture de laine de St-Camille de Bellechasse Ltée.....	3888
Langelier, canton.....	3886	Langelier, township.....	3886
La Société Agricole des Cantons de l'Est.....	3882	Eastern Townships Agricultural Asso- ciation.....	3882
L'Association des technologistes médi- caux de Québec.....	3893	L'Association des technologistes médi- caux de Québec.....	3893
L'Assomption, ville.....	3920	L'Assomption, town.....	3920
La Tuque, comm. d'écoles.....	3878	La Tuque, school comm.....	3878
Lecompte, Maurice.....	3875	Lecompte, Maurice.....	3875
Les Prévoyants du Canada.....	3919	Les Prévoyants du Canada.....	3919
Lincourt, Joseph-Antonio.....	3893	Lincourt, Joseph-Antonio.....	3893
L'Institut Canadien de Québec.....	3893	L'Institut Canadien de Québec.....	3893
Louiseville, ville.....	3881	Louiseville, town.....	3881
Lowry, James Alfred.....	3894	Lowry, James Alfred.....	3894
Maisonneuve, ville.....	3888	Maisonneuve, town.....	3888
Mégantic, ville.....	3921	Mégantic, town.....	3921
Mont-Royal, ville.....	3892	Mount Royal, town.....	3892
Montréal-Sud, ville.....	3873	Montreal-South, town.....	3873
Ortowska-Orny, Zophia.....	3892	Ortowska-Orny, Zophia.....	3892
Pont-Viau, ville.....	3888	Pont-Viau, town.....	3888
Raymond, Dame Elvire.....	3882	Raymond, Dame Elvire.....	3882
Richmond, ville.....	3882	Richmond, town.....	3882
Rimouski, ville.....	3874	Rimouski, town.....	3874
Rivière Croche, comm. d'écoles.....	3886	Rivière Croche, school comm.....	3886
Rivière-des-Prairies <i>et al.</i> , comm. d'éco- les.....	3884	Rivière-des-Prairies <i>et al.</i> , school comm.....	3884
Rivière-des-Prairies, ville.....	3877	Rivière-des-Prairies, town.....	3877
Rivière du Moulin, comm. scolaire.....	3894	Rivière du Moulin, school comm.....	3894
Ste-Flore, paroisse et Grand'Mère, cité.....	3885	Ste-Flore, parish and Grand'Mère, city.....	3885
Sainte-Rose Est, paroisse.....	3889	Sainte-Rose East, parish.....	3889
Saint-François de Sales, munic.....	3889	Saint-François de Sales, munic.....	3889
St-Hubert, paroisse.....	3877	St-Hubert, parish.....	3877
St-Hyacinthe, ville.....	3891	St-Hyacinthe, town.....	3891
St-Jacques-le-Majeur, paroisse <i>et al.</i>	3883	St-Jacques-le-Majeur, parish <i>et al.</i>	3883
Saint-Jérôme, cité.....	3883	Saint-Jérôme, city.....	3883
St-Joseph de Coleraine, munic.....	3896	St-Joseph de Coleraine, munic.....	3896
Saint-Michel, cité.....	3922	Saint-Michel, city.....	3922
St-Romuald d'Etchemin, Charny et Bienville, comm. scolaires.....	3873	St-Romuald d'Etchemin, Charny and Bienville, school comm.....	3873
Séminaire de Ste-Thérèse.....	3883	Seminary of Ste. Thérèse.....	3883
Shawinigan Falls, cité.....	3884	Shawinigan Falls, city.....	3884
Shawinigan Falls, comm. d'écoles.....	3886	Shawinigan Falls, school comm.....	3886
Shawinigan Sud, comm. d'écoles.....	3884	Shawinigan South, school comm.....	3884

Sherbrooke, cité.....	3920	Sherbrooke, city.....	3920
Succession Dame Hortulane Perron....	3893	Estate Dame Hortulane Perron.....	3893
Succession Georgianna St-Georges.....	3878	Estate Georgianna St-Georges.....	3878
Succession Joseph Coutaller.....	3884	Estate Joseph Coutaller.....	3884
Succession M. J. L. L. Rodier.....	3879	Estate M. J. L. L. Rodier.....	3879
Succession Philippe Toupin.....	3873	Estate Philippe Toupin.....	3873
The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal.....	3890	The Armenian Holy Apostolic Church of Montreal.....	3890
Val-d'Or <i>et al</i> , villes.....	3890	Val-d'Or <i>et al</i> , towns.....	3890
Van Putte, Marcel.....	3895	Van Putte, Marcel.....	3895
Verdun, cité.....	3892	Verdun, town.....	3892
Victoriaville, ville.....	3894	Victoriaville, town.....	3894
Zenith Compagnie d'Assurance Mu- tuelle.....	3879	Zenith Mutual Insurance Company....	3879
Zenith Compagnie d'Assurance Mu- tuelle — Zenith Mutual Insurance Company.....	3893	Zenith Compagnie d'Assurance Mu- tuelle — Zenith Mutual Insurance Company.....	3893

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Ayersville (cath.).....	3922
La Bostonnais.....	3923
La Tuque, ville.....	3923
Marieville.....	3923
Témiscaming (cath.).....	3922
Témiscaming (prot.).....	3922

TERRES ET FORÊT:

Service du Cadastre:

Howard, canton.....	3924
Letellier, canton.....	3924
Ste-Anne-de-la-Pocatière, paroisse.....	3924
St-Bruno, paroisse.....	3924
Ste-Foye, paroisse.....	3925
Ste-Jeanne de l'Île Perrot, paroisse.....	3924

TRAVAIL:

Industries ou métiers de:

Construction, district des Cantons de l'Est (Approbation).....	3925
Fourrure, district de Québec, section "F" (Approbation).....	3926

EXAMEN DU BARREAU:

Abitibi-Témiscamingue: pratique.....	3927
--------------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Adrien St-Laurent Motor Sales Ltd....	3852
Agences Métropoles Agencis Inc.....	3853
Amyot Ready Mix Company Limited..	3853
Argosy Development Corp.....	3853
Atelier de Matane Inc.....	3854
Aurele Mining Corporation.....	3854
Baie D'Urfé Construction Co. Ltd.....	3854
Bel Air Gardens Inc.....	3855
Billy's Inc.....	3855
Boulangerie Champion Ltée.....	3855
Canadian Aluminum Window Co. Ltd.	3856
Cardon, Rose Ltd.....	3856
Chouinard, Letarte Automobiles Inc...	3856
C. & L. Transport Limited.....	3857
Corporation du Mont Blanc.....	3857
Dano Construction Ltd.....	3857
Dick Karibian Inc.....	3858
Dundee Investments Ltd.....	3858
Eagle Motors Ltd.....	3858
Gibon Import Ltd.....	3859
Grand's Transport Limited.....	3859
Hatley Acres Inc.....	3859
Hébert Cold Cathode Inc.....	3860

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Ayersville (cath.).....	3922
La Bostonnais.....	3923
La Tuque, town.....	3923
Marieville.....	3923
Témiscaming (cath.).....	3922
Témiscaming (prot.).....	3922

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Howard, township.....	3924
Letellier, township.....	3924
Ste-Anne-de-la-Pocatière, parish.....	3924
St-Bruno, parish.....	3924
Ste-Foye, parish.....	3925
Ste-Jeanne de l'Île Perrot, parish.....	3924

LABOUR:

Industry or Trades of:

Construction, district of the Eastern Townships (Approval).....	3925
Fur, district of Quebec, section "F" (Approval).....	3926

BAR EXAMINATION:

Abitibi-Témiscamingue: practice.....	3927
--------------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Adrien St-Laurent Motor Sales Ltd....	3852
Agences Métropoles Agencis Inc.....	3853
Amyot Ready Mix Company Limited..	3853
Argosy Development Corp.....	3853
Atelier de Matane Inc.....	3854
Aurele Mining Corporation.....	3854
Baie D'Urfé Construction Co. Ltd.....	3854
Bel Air Gardens Inc.....	3855
Billy's Inc.....	3855
Boulangerie Champion Ltée.....	3855
Canadian Aluminum Window Co. Ltd.	3856
Cardon, Rose Ltd.....	3856
Chouinard, Letarte Automobiles Inc...	3856
C. & L. Transport Limited.....	3857
Corporation du Mont Blanc.....	3857
Dano Construction Ltd.....	3857
Dick Karibian Inc.....	3858
Dundee Investments Ltd.....	3858
Eagle Motors Ltd.....	3858
Gibon Import Ltd.....	3859
Grand's Transport Limited.....	3859
Hatley Acres Inc.....	3859
Hébert Cold Cathode Inc.....	3860

Industrial Overload Inc.....	3860	Industrial Overload Inc.....	3860
Instant Plumbing & Heating Co.....	3860	Instant Plumbing & Heating Co.....	3860
International Metal & Petroleum Corporation.....	3870	International Metal & Petroleum Corporation.....	3870
J. Bélanger Furniture Ltd.....	3861	J. Bélanger Furniture Ltd.....	3861
Josephine Hosiery Mills Ltd.....	3861	Josephine Hosiery Mills Ltd.....	3861
J. Raoul Mailloux Incorporée.....	3861	J. Raoul Mailloux Incorporée.....	3861
La Congrégation de la Mission (Montréal).....	3871	La Congrégation de la Mission (Montréal).....	3871
Léon Construction Inc.....	3862	Léon Construction Inc.....	3862
Les Entreprises Beaulieu Inc.—Beaulieu Enterprises Inc.....	3862	Les Entreprises Beaulieu Inc.—Beaulieu Enterprises Inc.....	3862
Les Immeubles Girard Ltée.....	3862	Les Immeubles Girard Ltée.....	3862
Les Produits Vétérinaires "Lesna" Inc.....	3863	Les Produits Vétérinaires "Lesna" Inc.....	3863
Manoir Clairval Inc.....	3863	Manoir Clairval Inc.....	3863
Mantex Ltd.....	3863	Mantex Ltd.....	3863
Map Investment Corporation.....	3864	Map Investment Corporation.....	3864
Marie du Chastel Incorporée.....	3864	Marie du Chastel Incorporée.....	3864
Mario Barone Inc.....	3864	Mario Barone Inc.....	3864
Mark Craft Clothes Ltd.....	3865	Mark Craft Clothes Ltd.....	3865
Metropole Service Stations Ltd.—Metropole Service Stations Ltée.....	3865	Metropole Service Stations Ltd.—Metropole Service Stations Ltée.....	3865
Monor Mining Co. Ltd.....	3865	Monor Mining Co. Ltd.....	3865
Montreal Bench & Table Service Inc.....	3866	Montreal Bench & Table Service Inc.....	3866
Ratté et Fils Limitée.....	3866	Ratté et Fils Limitée.....	3866
Renaud & Hamel Automobile Limitée.....	3866	Renaud & Hamel Automobile Limitée.....	3866
S.J. Rawin Ltd.....	3867	S.J. Rawin Ltd.....	3867
Société de Musique Canadienne (Québec) — Society of Canadian Music (Quebec).....	3867	Société de Musique Canadienne (Québec) — Society of Canadian Music (Quebec).....	3867
Sœurs Missionnaires de Notre-Dame des Apôtres (Montréal).....	3871	Sœurs Missionnaires de Notre-Dame des Apôtres (Montréal).....	3871
St. Marguerite Development Inc.....	3868	St. Marguerite Development Inc.....	3868
St-Rémi Automobiles Limitée.....	3868	St-Rémi Automobiles Limitée.....	3868
Terrebonne Shoe Co. Ltd.....	3868	Terrebonne Shoe Co. Ltd.....	3868
Trans-Continental Importers & Distributors Ltd.....	3869	Trans-Continental Importers & Distributors Ltd.....	3869
Victoria Lumber Company Limited.....	3869	Victoria Lumber Company Limited.....	3869
Young Israel of Val Royal.....	3870	Young Israel of Val Royal.....	3870

LIQUIDATION, AVIS DE:

King Steaks..... 3928

NOMINATION:

Ste-Marie, Jean-Paul..... 3928

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:

Le Syndicat des Producteurs de lait et crème, fournisseurs à l'usine de la Laiterie Sanitaire Limitée de l'Épiphanie (U.C.C.)..... 3928

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché:

Le Plan Conjoint des Producteurs de lait fournisseurs au poste de réception et de transformation d'Henryville de la Compagnie Elmhurst Dairy Ltée... 3931

Le Plan conjoint des Producteurs de lait de la région de St-Hyacinthe... 3928

Le Plan conjoint des Producteurs de lait de la région de Sorel..... 3934

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires..... 3937

SIÈGES SOCIAUX:

Harrison Holdings (Quebec) Limited.. 3937

WINDING UP NOTICES:

King Steaks..... 3928

APPOINTMENT:

Ste-Marie, Jean-Paul..... 3928

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

Notice of reception of joint marketing plan:

Le Syndicat des Producteurs de lait et crème, fournisseurs à l'usine de la Laiterie Sanitaire Limitée de l'Épiphanie (U.C.C.)..... 3928

Notice of sanction of joint marketing plan:

The Elmhurst Dairy (Henryville) Milk Producers' Plan..... 3931

The St. Hyacinthe Region Milk Producers' Plan..... 3928

The Sorel Region Milk Producers' Plan..... 3934

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business..... 3937

HEAD OFFICES:

Harrison Holdings (Quebec) Limited.. 3937

Madame Jean Inc.	3938	Madame Jean Inc.	3938
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Baie d'Urfée, ville	3939	Baie d'Urfée, town	3939
Bois des Filion, village	3942	Bois des Filion, village	3942
Cap-Rouge comm. scolaire	3940	Cap-Rouge School comm.	3940
Côte St-Antoine, comm. scolaire	3943	Côte St-Antoine, school comm.	3943
Joliette, cité	3938	Joliette, city	3938
St-François-de-Sales, paroisse	3944	St-François-de-Sales, parish	3944
Ste-Rose, comm. scolaire prot.	3946	Ste-Rose, prot. school comm.	3946
Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, comm. scolaire	3947	Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, school comm.	3947
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:	
Canadian Pacific Express Company	3949	Canadian Pacific Express Company	3949
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Rivard vs Ducas	3949	Rivard vs Ducas	3949
Senmont Construction Ltée vs South Bachelor Mining Co. Ltd.	3949	Senmont Construction Ltée vs South Bachelor Mining Co. Ltd.	3949
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
La Compagnie d'Assurance contre le feu du comté d'Arthabaska vs Jalbert <i>et al</i>	3950	La Compagnie d'Assurance contre le feu du comté d'Arthabaska vs Jalbert <i>et al</i>	3950
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Laflamme	3950	Quebec Farm Credit Bureau vs Laflamme	3950
GASPÉ:		GASPÉ:	
Côté vs Laflamme	3951	Côté vs Laflamme	3951
South Bay Lumber Co. Ltd <i>et al</i> vs Plourde	3951	South Bay Lumber Co. Ltd <i>et al</i> vs Plourde	3951
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Bouchard & Robitaille Inc. vs D'A-mours	3952	Bouchard & Robitaille Inc. vs D'A-mours	3952
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs St-Pierre	3952	Quebec Farm Credit Bureau vs St-Pierre	3952
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Godbout vs Côté	3953	Godbout vs Côté	3953
ROBERVAL:		ROBERVAL:	
Industrial Acceptance Corporation Ltée vs Armand St-Pierre	3953	Industrial Acceptance Corporation Ltée vs Armand St-Pierre	3953
SAGUENAY:		SAGUENAY:	
Dérome vs Bruchési	3954	Dérome vs Bruchési	3954
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Beaudry	3955	Quebec Farm Credit Bureau vs Beau-dry	3955
Rouette vs Royer	3955	Rouette vs Royer	3955
46227-o		46227-o	

